

## CONSEIL DE COORDINATION DU PROGRAMME

**Onzième réunion**  
**30 mai – 1 juin 2001, Genève**

Point 3 de l'ordre du jour provisoire

### **Proposition de budget-plan de travail intégré de l'ONUSIDA pour 2002-2003**

#### **RESUME D'ORIENTATION :**

Conformément aux dispositions de son *modus operandi*, le CCP est tenu d'examiner et d'approuver le budget et plan de travail de chaque exercice préparé par le Directeur exécutif de l'ONUSIDA et revu par le Comité des organismes coparrainants (COC).

Cette proposition remise au CCP présente le budget-plan de travail intégré de l'ONUSIDA pour l'exercice 2002-2003 dont l'intégralité des détails figure à l'Annexe 1. Le processus et l'élaboration du budget-plan de travail intégré (ci-après désigné le « budget-plan intégré ») sont décrits parallèlement à sa structure, à ses principales caractéristiques et à ses liens au Plan stratégique du système des Nations Unies sur le VIH/SIDA pour 2001-2005.

Bien que la proposition de budget-plan intégré pour 2001-2003 s'appuie sur le budget et plan de travail actuel de l'ONUSIDA et lui ressemble à de nombreux égards, il existe plusieurs améliorations dans la présente proposition.

1. La Stratégie mondiale de lutte contre le VIH/SIDA et le Plan stratégique des Nations Unies pour 2001-2005 fournissent un cadre d'ensemble pour le budget-plan intégré.
2. Il y a eu une clarification plus poussée des priorités et des rôles des coparrainants et du Secrétariat.
3. Le budget-plan intégré 2002-2003 inclut toutes les activités des coparrainants et du Secrétariat en rapport avec le VIH/SIDA aux niveaux mondial et régional, l'appui au système des Nations Unies des Coordinateurs résidents dans les pays via les Conseillers de Programme (ONUSIDA) dans les pays et les Fonds d'accélération programmatique, et les estimations des coparrainants de leurs dépenses sur leurs budgets réguliers/ressources générales pour des activités au niveau mondial, au plan régional et à l'échelon des pays.

4. Le budget-plan intégré 2002-2003 inclut une composante « budget de base » dont la mobilisation incombe principalement au Secrétariat de l'ONUSIDA ainsi qu'une composante « budget supplémentaire » dont la mobilisation incombera principalement aux coparrainants.
5. Le budget-plan intégré prévoit une augmentation substantielle des efforts de lutte contre le VIH/SIDA des coparrainants aux niveaux mondial et régional, y compris une proposition de doublement des efforts financés par les ressources de base du budget-plan intégré. Ce dernier prévoit également un renforcement de l'appui aux Groupes thématiques par le biais du recrutement de dix Conseillers de Programme (ONUSIDA) dans les pays supplémentaires. Les répercussions au niveau budgétaire sont une proposition d'augmentation du budget de base du budget-plan intégré de US\$ 140 millions à US\$ 190 millions.
6. Le budget-plan intégré 2002-2003 prévoit des allocations budgétaires de base et supplémentaires pour l'ensemble des sept coparrainants. Une allocation budgétaire supplémentaire est également proposée pour d'autres organismes des Nations Unies qui ne sont pas des coparrainants mais planifient d'importantes activités de lutte contre le VIH/SIDA.

Pour rendre le budget-plan intégré opérationnel, conformément aux demandes du Conseil de Coordination du Programme de l'ONUSIDA d'axer le budget-plan intégré sur les résultats, de nouveaux efforts sont nécessaires pour élaborer des plans de travail détaillés comportant des indicateurs et des cibles clairs permettant de suivre les progrès. Des efforts supplémentaires sont également nécessaires pour harmoniser les impacts du budget entre les organismes et au sein des régions. Enfin, l'adoption anticipée d'objectifs mondiaux par la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH/SIDA en juin 2001 nécessitera probablement certains affinages au niveau de la définition des priorités des activités du budget-plan intégré.

Les coparrainants et le Secrétariat de l'ONUSIDA devraient finaliser le plan de travail de l'ONUSIDA pour 2002-2003 avant la prochaine réunion du COC d'octobre 2001. Les actions spécifiques devant être réalisées avant cette réunion incluront un examen du suivi et de l'évaluation des performances du budget-plan intégré 2002-2003 par le Groupe de travail des coparrainants sur l'évaluation, une série d'examen des plans de travail et de la stratégie au niveau régional, une clarification du *modus operandi* pour une collecte coordonnée des fonds destinés au budget-plan intégré, et une retraite commune pour planifier le travail des coparrainants et du Secrétariat de l'ONUSIDA. Les efforts seront également intensifiés pendant cette période pour affiner les estimations des ressources des coparrainants susceptibles d'être disponibles pendant l'exercice 2002-2003 pour les activités en rapport avec le VIH/SIDA au niveau mondial, au plan régional et à l'échelon des pays.

#### **SUITE A DONNER :**

Il est demandé au CCP d'examiner et d'approuver le projet de budget-plan de travail intégré de l'ONUSIDA pour l'exercice 2002-2003, y compris :

1. un montant global de US\$ 190 millions pour la composante budget de base du budget-plan intégré 2002-2003, tel qu'indiqué dans le Tableau à approuver 1,
2. la répartition de la composante budget de base du budget-plan intégré 2002-2003 par domaine d'activité, telle qu'indiquée dans le Tableau à approuver 2,

3. la répartition aux niveaux mondial et régional de la composante budget de base du budget-plan intégré 2002-2003 entre les coparrainants et le Secrétariat de l'ONUSIDA, telle qu'indiquée dans le Tableau à approuver 3a,
4. le niveau global et la répartition de la composante budget supplémentaire du budget-plan intégré 2002-2003, tels qu'indiqués dans le Tableau à approuver 4,
5. l'autorité budgétaire du Directeur exécutif de l'ONUSIDA concernant le transfert des ressources entre les domaines d'activité, et
6. le transfert par avance des ressources mobilisées pendant l'exercice biennal actuel aux coparrainants dès finalisation des plans de travail pour permettre une mise en œuvre précoce et urgente des activités du budget-plan intégré 2002-2003.

Il est également demandé au CCP de fournir des directives sur les étapes supplémentaires planifiées pour rendre le budget-plan intégré opérationnel, y compris la coordination des activités de collecte de fonds pour le budget-plan intégré entre le Secrétariat et les coparrainants.

Enfin, il est demandé au CCP d'encourager les gouvernements et les autres partenaires à indiquer, dans les meilleurs délais possibles, le montant probable de leur promesse de contribution/contribution au budget-plan intégré de l'ONUSIDA pour l'exercice biennal 2002-2003, à informer par écrit des contributions à venir le plus tôt possible et à faire tous les efforts nécessaires pour virer les fonds dès que possible pendant l'exercice biennal.

**TABLE DES MATIERES**  
**Proposition de budget-plan intégré pour 2002-2003**

A. Introduction.....	5
B. Orientations stratégiques sous-tendant le budget-plan intégré .....	5
C. Principes convenus pour le budget-plan intégré .....	6
D. Elaboration du budget-plan intégré.....	7
E. Structure de la proposition de budget-plan intégré pour 2002-2003 .....	8
F. Proposition de budget pour l'ONUSIDA pour 2002-2003.....	9
G. Comparaison entre la proposition de budget-plan intégré pour 2002-2003 et le budget-plan intégré de 2000-2001.....	13
H. Affinages supplémentaires et harmonisation du plan de travail des coparrainants et du Secrétariat de l'ONUSIDA.....	17
I. Actions attendues du CCP .....	20

**Annexe 1** : Proposition de budget et plan de travail intégré pour 2002-2003

(document distinct)

## A. Introduction

Conformément aux dispositions de son *modus operandi*, le CCP est tenu d'examiner et d'approuver le budget et plan de travail de chaque exercice préparé par le Directeur exécutif de l'ONUSIDA et revu par le Comité des organismes coparrainants (COC).

Les deux premiers budgets et plans de travail de l'ONUSIDA (pour 1996-1997 et 1998-1999) couvraient principalement des activités mises en œuvre par le Secrétariat et incluaient des informations limitées sur les activités en rapport avec le VIH/SIDA entreprises par les coparrainants. Parallèlement, les appels conjoints pour des activités nécessitant des fonds supplémentaires – couvrant certaines des activités des coparrainants en rapport avec le VIH – étaient préparés de manière distincte. En outre, le Secrétariat de l'ONUSIDA rassemblait des informations sur les activités de lutte contre le VIH/SIDA des coparrainants qui étaient financées à partir de leurs budgets de base/ressources générales, comme demandé par le Conseil de Coordination du Programme de l'ONUSIDA (CCP).

A la demande du Comité des organismes coparrainants (COC) du mois d'avril 1998, ces trois activités parallèles ont été regroupées au sein d'un processus unique qui s'est traduit par l'élaboration d'un budget-plan de travail intégré pour 2000-2001.

## B. Orientations stratégiques sous-tendant le budget-plan de travail intégré

Conformément aux recommandations du CCP, le Cadre stratégique mondial sur le VIH/SIDA (UNAIDS/PCB(10)/00.3) approuvé par le CCP lors de sa réunion du mois de décembre a orienté l'élaboration parallèle d'un Plan stratégique du système des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ci-après désigné le « Plan stratégique ») pour 2001-2005 et d'un budget-plan de travail intégré (ci-après désigné le « budget-plan intégré ») pour 2002-2003. Le Plan stratégique définit les objectifs d'ensemble du système des Nations Unies à l'appui des cibles mondiales de lutte contre l'épidémie, recense les fonctions clé du système des Nations Unies à l'appui des ripostes nationales contre l'épidémie, et décrit la stratégie et les priorités des différents organismes des Nations Unies dans le cadre d'une riposte coordonnée du système des Nations Unies. La capacité du système des Nations Unies à mobiliser les engagements du leadership pour une riposte élargie contre l'épidémie et, parallèlement, à agir pour réduire le risque, la vulnérabilité et l'impact est une hypothèse essentielle qui sous-tend le Plan stratégique.

Le budget-plan intégré recense des résultats spécifiques devant être atteints par les coparrainants, le Secrétariat et d'autres partenaires des Nations Unies au cours des deux prochaines années à l'appui des objectifs du Plan stratégique. Le budget-plan intégré a été articulé autour de neuf grands domaines d'activité, basés sur les engagements du leadership inclus dans le Cadre stratégique mondial<sup>1</sup>, à savoir :

1. garantir une riposte extraordinaire à l'épidémie
2. questions communes à tous les domaines dans une riposte élargie

---

<sup>1</sup> UNAIDS/PCB(10)/00.3

3. protéger les enfants et les jeunes de l'épidémie et de son impact
4. s'occuper de ceux qui sont les plus vulnérables et les plus exposés au risque d'infection à VIH
5. prise en charge et soutien des individus, des ménages et des communautés affectés par le VIH/SIDA
6. recherche opérationnelle et biomédicale
7. ressources humaines et capacités institutionnelles dans les secteurs clés
8. politiques, législations et programmes pour s'attaquer au VIH/SIDA et à ses effets socio-économiques.
9. direction, gestion et administration

Bien qu'il y ait des chevauchements évidents et souhaitables entre ces domaines d'activité, ils se sont néanmoins montrés précieux pour organiser l'effort collectif des coparrainants et du Secrétariat.

### **C. Principes convenus pour le budget-plan intégré**

Lors de sa réunion du mois d'octobre 2000, le COC a réaffirmé la nécessité de développer le concept de budget-plan de travail intégré pour 2002-2003 et confirmé un certain nombre de principes pour orienter son élaboration, y compris :

1. L'élaboration du budget-plan intégré devrait servir d'exercice stratégique pour une planification commune et en collaboration afin de clarifier les rôles et les apports complémentaires des coparrainants et du Secrétariat.
2. Le budget-plan intégré devrait inclure l'ensemble des activités – des coparrainants et du Secrétariat de l'ONUSIDA en rapport avec le VIH/SIDA aux niveaux mondial et régional – engagées dans le but de faciliter une riposte élargie du système des Nations Unies à l'échelon des pays.
3. Le budget-plan intégré devrait chercher à appuyer et à venir compléter la lutte des coparrainants à l'échelon des pays, mais ne devrait pas inclure leurs activités à cet échelon : en conséquence, le budget-plan intégré ne devrait refléter que la partie mondiale et régionale de la lutte des coparrainants contre l'épidémie.
4. Le budget-plan intégré devrait fournir un appui aux activités en rapport avec le VIH/SIDA du système des Coordinateurs résidents, par le biais des Groupes thématiques sur le VIH/SIDA, des Conseillers de Programme (ONUSIDA) dans les pays, et par le biais de la fourniture de Fonds d'accélération programmatique de sorte qu'au niveau des pays l'appui des Nations Unies à la lutte nationale contre l'épidémie puisse être plus efficacement menée et coordonnée.
5. Le budget-plan intégré devrait s'articuler autour de trois composantes : (1) le budget régulier/les ressources générales des coparrainants, (2) une composante « budget de base » mobilisée collectivement sous la direction du Secrétariat, et (3) une composante « budget supplémentaire » mobilisée par chacun des coparrainants.
6. Le budget-plan intégré devrait servir d'instrument pour renforcer le rôle du Secrétariat qui consiste à faciliter les travaux des coparrainants grâce à un plaidoyer au niveau mondial, l'élaboration et l'orientation des politiques, le recensement et la diffusion des meilleures pratiques, le suivi de la riposte, et le

renforcement des réseaux techniques. Le Secrétariat pourrait, en outre, fournir un appui technique au programme de manière transitionnelle là où des manques ne peuvent pas être comblés par les coparrainants ou d'autres partenaires des Nations Unies.

7. Les ressources multi-bilatérales et autres ressources supplémentaires nécessaires pour les activités à l'échelon des pays ne seraient reçues par le Secrétariat que lorsque l'un ou plusieurs des coparrainants lui demanderait de servir de mécanisme d'acheminement pour ces ressources.
8. Le Secrétariat et les coparrainants ne devraient pas chercher des fonds pour les activités en rapport avec le VIH/SIDA aux niveaux mondial et régional en dehors du budget-plan intégré sans consulter préalablement le Directeur exécutif de l'ONUSIDA et la Présidence du Comité des organismes coparrainants, tous les coparrainants étant tenus informés.

#### **D. Elaboration du budget-plan de travail intégré**

Nonobstant les enseignements retenus du processus d'élaboration du premier budget-plan de travail intégré de l'ONUSIDA pour l'exercice biennal 2000-2001, l'élaboration du budget-plan intégré pour l'exercice biennal actuel a posé un certain nombre de problèmes importants. L'une des principales préoccupations permanentes a été de traduire une définition des priorités et une planification communes – plutôt qu'une simple compilation de huit budgets et plans de travail distincts. L'une des autres préoccupations permanentes a été de tirer le meilleur parti possible des avantages comparatifs de chacun des coparrainants et du Secrétariat.

Le Groupe de travail du COC s'est réuni six fois en tout (octobre, novembre et décembre 2000, février, mars et avril 2001) pour examiner et approuver l'étendue, l'envergure et le contenu du budget-plan intégré. Le recensement et l'application de critères objectifs pour répartir le budget proposé entre les entités organisationnelles participant au budget-plan intégré aux niveaux mondial et régional se sont révélés une difficulté majeure.

Nonobstant leurs limites intrinsèques, plusieurs critères ont été utilisés pour déterminer : le partage des responsabilités entre les organismes, les propositions qui devraient être incluses dans le budget-plan intégré, leurs allocations budgétaires spécifiques, et l'allocation des ressources de base et supplémentaires. Ces critères incluaient :

- la pertinence des propositions par rapport à la Stratégie mondiale et au Plan stratégique du système des Nations Unies,
- la mission institutionnelle de chaque coparrainant, en cherchant des synergies dans les zones de chevauchement,
- les capacités opérationnelles, et l'historique passé des investissements dans des activités de lutte contre le VIH/SIDA de chacun des coparrainant, y compris les allocations de leurs propres ressources à des domaines d'activité spécifiques,
- la valeur ajoutée aux efforts collectifs des autres coparrainants pour élargir les ripostes à l'échelon des pays contre l'épidémie,

- le coût des actions proposées et le caractère avantageux des biens livrables
- le potentiel des actions proposées pour mobiliser des ressources supplémentaires auprès du système des Nations Unies et de la communauté internationale,
- le niveau d'harmonisation des propositions individuelles avec les autres propositions budgétaires.

Suivant les orientations du CCP et du COC, l'accent a été mis tout le long du processus sur la nécessité de :

- définir clairement les objectifs proposés et les résultats attendus élaborés au sein du budget-plan intégré,
- recenser les indicateurs nécessaires pour suivre les progrès lors de la mise en œuvre du budget-plan intégré,
- rationaliser l'allocation des ressources entre les régions géographiques et les sièges centraux, et
- estimer plus précisément les ressources des coparrainants pour les activités proposées et les dépenses à l'échelon des pays destinées à la lutte contre le VIH/SIDA pendant le prochain exercice biennal.

Ces directives ont été répétées par le COC lors de sa réunion du mois d'avril 2001 qui s'est tenue à Nairobi et à l'occasion de laquelle il a examiné et avalisé le budget-plan de travail intégré pour 2002-2003 et recommandé que le Secrétariat finalise la proposition de budget-plan intégré devant être remise au CCP en y intégrant les commentaires des membres du COC, notamment concernant la nécessité de démontrer des liens clairs entre :

- les buts mondiaux de lutte contre le VIH/SIDA anticipés de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH/SIDA (UNGASS),
- les objectifs stratégiques du système des Nations Unies élaborés au sein du Plan stratégique du système des Nations Unies pour 2001-2005, et
- les résultats spécifiques à atteindre en 2002-2003 via le budget-plan intégré.

### **E. Structure de la proposition de budget-plan intégré pour 2002-2003**

La proposition de budget-plan de travail intégré est présentée à l'Annexe 1 du présent document.

La **Section I** de la proposition de budget-plan intégré présente une vue d'ensemble de celui-ci, le cadre de suivi et d'évaluation du budget-plan intégré, et le processus convenu par l'intermédiaire duquel harmoniser davantage les activités des coparrainants et du Secrétariat au niveau régional.

La **Section II** présente une synthèse des propositions de budget pour neuf domaines d'activité distincts. Elle relie ces domaines d'activité aux buts, cibles et objectifs stratégiques du système des Nations Unies élaborés au sein du Plan stratégique du système des Nations Unies pour 2001-2005, et décrit les principaux résultats que les coparrainants et autres organismes des Nations Unies prévoient chacun d'atteindre pendant l'exercice biennal.

La **Section III** inclut un résumé de la stratégie d'ensemble et des allocations des ressources de chacun des coparrainants et du Secrétariat de l'ONUSIDA ainsi que des activités interinstitutions et autres activités des Nations Unies qui entrent dans le cadre du budget-plan intégré.

Les impacts spécifiques du budget-plan intégré de chacun des coparrainants, du Secrétariat et des autres organismes des Nations Unies sont inclus – ainsi que des indicateurs des niveaux d'impact du budget-plan intégré destinés à suivre les progrès – dans un document de conférence distinct qui sera remis aux membres du CCP lors de la réunion devant se tenir entre le 30 mai et le 1<sup>er</sup> juin 2001.

## F. Proposition de budget pour l'ONUSIDA pour 2002-2003

Le Secrétariat et les coparrainants de l'ONUSIDA estiment qu'un budget total de US\$ 378 millions est nécessaire pour les activités mondiales et régionales des coparrainants et du Secrétariat de l'ONUSIDA à l'appui d'une riposte élargie contre le VIH/SIDA pendant l'exercice biennal 2002-2003.

Ce montant total de **US\$ 378 millions** inclut :

- **US\$ 68 millions** de ressources des coparrainants, qui incluent toutes leurs activités en rapport avec le VIH/SIDA financées sur leurs propres budgets réguliers/ressources générales.
  - **US\$ 190 millions** de « ressources de base du budget-plan intégré », destinés aux activités programmatiques visant à améliorer l'effort collectif de l'ONUSIDA à l'appui d'une riposte élargie contre le VIH/SIDA à l'échelon des pays.
  - **US\$ 120 millions** de « ressources supplémentaires du budget-plan intégré », couvrant les autres activités programmatiques essentielles des coparrainants et des autres organismes des Nations Unies visant à fournir un appui supplémentaire à une riposte élargie contre le VIH/SIDA.
1. **Il est demandé au CCP d'approuver** un montant global de US\$ 190 millions pour la composante de base du budget-plan intégré pour 2002-2003, tel qu'indiqué dans le tableau dont le contenu doit être approuvé (ci-après désigné « Tableau à approuver ») ci-dessous.

**Tableau à approuver 1** : Budget de base de l'ONUSIDA pour 2002-2003

	<b>En milliers d'US\$</b>	<b>%</b>
<b>Coparrainants</b>	65.200	34 %
<b>Interinstitutions</b>	41.800	22 %
<b>Activités du Secrétariat</b>	48.510	26 %
<b>Postes du Secrétariat</b>	34.490	18 %
<b>TOTAL</b>	<b>190.000</b>	<b>100 %</b>

2. **Il est en outre demandé au CCP d'approuver** la répartition de la composante de base du budget-plan intégré pour 2002-2003 par domaine d'activité, telle qu'indiquée dans le Tableau à approuver 2 ci-dessous.

**Tableau à approuver 2 :** Répartition des ressources de base du budget-plan intégré par domaine d'activité

<b>Domaines d'activité</b>	<b>Total en milliers d'US\$</b>	<b>% du total</b>
1. Garantir une riposte extraordinaire à l'épidémie		
1.1 Mobiliser l'appui politique et public	<b>11.116</b>	<b>6</b>
1.2 Mobilisation du système des Nations Unies, planification, suivi et évaluation des performances	<b>9.573</b>	<b>5</b>
1.3 Renforcement de la coordination et de la planification stratégique nationale	<b>48.654</b>	<b>26</b>
1.4 Informations stratégiques et épidémiologiques	<b>8.204</b>	<b>4</b>
1.5 Mobilisation de ressources financières	<b>9.479</b>	<b>5</b>
1.6 Appui technique et à la stratégie régionale	<b>12.120</b>	<b>6</b>
2. Questions communes à tous les domaines dans une riposte élargie	<b>2.751</b>	<b>1</b>
3. Protéger les enfants et les jeunes de l'épidémie et de son impact	<b>18.810</b>	<b>10</b>
4. S'occuper de ceux qui sont les plus vulnérables et les plus exposés au risque d'infection à VIH	<b>5.956</b>	<b>3</b>
5. Prise en charge et soutien des individus, des ménages et des communautés affectés par le VIH/SIDA	<b>8.500</b>	<b>5</b>
6. Recherche opérationnelle et biomédicale	<b>5.295</b>	<b>3</b>
7. Ressources humaines et capacités institutionnelles dans les secteurs clés	<b>11.238</b>	<b>6</b>
8. Politiques, législations et programmes pour s'attaquer au VIH/SIDA et à ses effets socio-économiques	<b>14.049</b>	<b>7</b>
9. Direction, gestion et administration	<b>24.255</b>	<b>13</b>
<b>TOTAL</b>	<b>190.000</b>	<b>100</b>

Vous trouverez de plus amples informations concernant la répartition des ressources de base du budget-plan intégré par domaine d'activité et entre les coparrainants et le Secrétariat de l'ONUSIDA dans les Sections II et III de la proposition de budget-plan intégré pour 2002-2003 figurant à l'Annexe 1.

3. Il est en outre demandé au CCP d'approuver la répartition mondiale et régionale de la composante de base du budget-plan intégré pour 2002-2003 entre les coparrainants et le Secrétariat de l'ONUSIDA, telle qu'indiquée dans les Tableaux d'approbation 3a et 3b ci-dessous.

**Tableau à approuver 3a :** Répartition des ressources de base du budget-plan intégré entre les unités de gestion mondiales et régionales (en milliers d'US\$)

	Afrique	Moyen Orient/A.N.	Asie*	Amériques	Europe et CEI*	Total régional	Total mondial	Total
<b>Secrétariat</b>	13.330	830	7.639	3.925	1.500	27.224	55.776	<b>83.000</b>
<b>UNICEF</b>	1.750	750	3.900	1.400	1.200	9.000	5.500	<b>14.500</b>
<b>PNUD</b>	3.245	0	708	865	580	5.398	2.402	<b>7.800</b>
<b>FNUAP</b>	3.320	819	2.855	949	767	8.710	2.290	<b>11.000</b>
<b>UNESCO</b>	685	0	0	0	400	1.085	2.915	<b>4.000</b>
<b>OMS</b>	0	0	0	0	0	0	19.500	<b>19.500</b>
<b>Banque mondiale</b>	2.300	100	1.050	400	250	4.100	1.600	<b>5.700</b>
<b>PNUCID</b>	250	0	875	500	875	2.500	200	<b>2.700</b>
<b>Interinstitutions</b>	11.202	102	5.248	3.633	1.615	21.800	20.000	<b>41.800</b>
<b>Total</b>	<b>36.082</b>	<b>1.771</b>	<b>23.105</b>	<b>13.172</b>	<b>5.687</b>	<b>79.817</b>	<b>110.183</b>	<b>190.000</b>

\*La colonne Asie exclut l'Asie centrale, laquelle est incluse dans la colonne Europe et CEI

**Tableau à approuver 3b :** Répartition des ressources de base du budget-plan intégré entre les unités de gestion mondiales et régionales (en pourcentage)

	Afrique	Moyen Orient/A.N.	Asie*	Amériques	Europe et CEI*	Total régional	Total mondial	Total
<b>Secrétariat</b>	16 %	1 %	9 %	5 %	2 %	33 %	67 %	100 %
<b>UNICEF</b>	12 %	5 %	27 %	10 %	8 %	62 %	38 %	100 %
<b>PNUD</b>	42 %	0 %	9 %	11 %	7 %	69 %	31 %	100 %
<b>FNUAP</b>	30 %	7 %	26 %	9 %	7 %	79 %	21 %	100 %
<b>UNESCO</b>	17 %	0 %	0 %	0 %	10 %	27 %	73 %	100 %
<b>OMS</b>	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	0 %	100 %	100 %
<b>Banque mondiale</b>	40 %	2 %	18 %	7 %	4 %	72 %	28 %	100 %
<b>PNUCID</b>	9 %	0 %	32 %	19 %	32 %	93 %	7 %	100 %
<b>Interinstitutions</b>	27 %	0 %	13 %	9 %	4 %	52 %	48 %	100 %
<b>Moyenne</b>	<b>19 %</b>	<b>1 %</b>	<b>12 %</b>	<b>7 %</b>	<b>3 %</b>	<b>42 %</b>	<b>58 %</b>	<b>100 %</b>

\*La colonne Asie exclut l'Asie centrale, laquelle est incluse dans la colonne Europe et CEI.

Les ressources régionales incluent celles allouées aux bureaux/équipes régionales ou aux divisions/bureaux des sièges sociaux régionaux des coparrainants et du Secrétariat de l'ONUSIDA.

Vous trouverez de plus amples informations concernant la répartition des ressources de base du budget-plan intégré entre les différents coparrainants et le Secrétariat de l'ONUSIDA dans les Sections II et III de la proposition de budget-plan intégré pour 2002-2003 figurant à l'Annexe 1.

4. Il est en outre demandé au CCP d'approuver le montant global et la répartition de la composante supplémentaire du budget-plan intégré pour 2002-2003, tels qu'indiqués dans le Tableau à approuver 4 ci-dessous.

**Tableau à approuver 4 :** Répartition des ressources de base du budget-plan intégré, des ressources supplémentaires du budget-plan intégré et des ressources des coparrainants par organisme (en milliers de dollars)

Organisme	Ressources de l'organisme à l'échelon des pays	Ressources de l'organisme aux niveaux mondial et régional	Proposition de budget-plan intégré de base total	Proposition de budget-plan intégré supplémentaire total	Total des ressources mondiales et régionales
Secrétariat	Sans objet	Sans objet	83.000	Sans objet	83.000
PNUCID	21.400	4.509	2.700	6.463	13.672
PNUD	120.000	16.600	7.800	24.000	48.400
UNESCO	Non disponible	2.180	4.000	4.750	10.930
FNUAP	62.000	14.080	11.000	14.500	39.580
UNICEF	100.000	15.000	14.500	20.300	49.800
OMS	50.000	9.845	19.500	30.000	59.345
Banque mondiale	Voir ci-dessous	5.800	5.700	8.500	20.000
Interinstitutions	Composante du budget-plan intégré	Sans objet	41.800	2.000	43.800
Autres organismes des Nations Unies	Non disponible	Non disponible	Sans objet	10.000	10.000
<b>TOTAL</b>	<b>353.400</b>	<b>68.014</b>	<b>190.000</b>	<b>120.513</b>	<b>378.527</b>

Vous trouverez de plus amples informations concernant la répartition des ressources de base du budget-plan intégré, des ressources supplémentaires du budget-plan intégré et des ressources des coparrainants entre les différents coparrainants et le Secrétariat de l'ONUSIDA, par domaine d'activité, par zone géographique des activités (région/monde) et par unité de gestion dans les Sections II et III de la proposition de budget-plan intégré pour 2002-2003 figurant à l'Annexe 1.

Le Tableau à approuver 4 inclut les estimations des dépenses des coparrainants affectées à l'échelon des pays à des activités *spécifiques de lutte contre le VIH/SIDA* ainsi qu'à des activités qui (a) incluent le VIH/SIDA en tant que composante *intégrée*, ou (b) ont un effet indirect sur le VIH/SIDA par le biais de résultats qui viennent à l'appui des efforts de lutte contre le VIH/SIDA. Les deux dernières catégories de dépenses ont été calculées en pourcentage du budget total dans des domaines ayant un rapport fort avec la question du VIH/SIDA, tels que la santé reproductive dans le cas du FNUAP, ou la réduction de la demande de drogues dans le cas du PNUCID. Outre les estimations des dépenses des coparrainants à l'échelon des pays incluses dans le Tableau à approuver 4, il est prévu que les prêts de la Banque mondiale destinés à de nouveaux projets et composantes en rapport avec le VIH/SIDA en 2002-2003

(nouveaux engagements) soient de US\$ 580 millions par an sous forme de crédits IDA et de US\$ 170 millions sous forme de prêts BIRD<sup>2</sup>.

L'estimation des dépenses des coparrainants à l'échelon des pays pose un certain nombre de difficultés méthodologiques et les chiffres figurant dans le Tableau à approuver 4 doivent être considérés comme des estimations préliminaires. Plusieurs coparrainants ont seulement été capables d'estimer les dépenses dans certains domaines clés, celles d'autres domaines restant à évaluer – dans le cas de l'UNICEF, par exemple, celles qui concernent le renforcement des systèmes de santé et l'éducation des jeunes filles. Les coparrainants poursuivent leurs efforts pour affiner leurs estimations avec le soutien méthodologique du Secrétariat. L'une des principales difficultés est le *mainstreaming* ou intégration accru(e) du VIH/SIDA dans différents secteurs et autres activités des coparrainants – du fait d'une concentration accrue des coparrainants sur la question du VIH/SIDA – ce qui rend l'évaluation des dépenses affectées ou liées à la lutte contre le VIH/SIDA plus difficile. L'une des autres difficultés est que les travaux en rapport avec le VIH/SIDA des coparrainants à l'échelon des pays sont, dans une large mesure, basés sur des contributions volontaires, lesquelles sont difficiles à estimer avec précision avant qu'elles ne soient engagées.

### **G. Comparaison entre la proposition de budget-plan intégré pour 2002-2003 et le budget-plan intégré de 2000-2001**

Bien que la proposition de budget-plan intégré s'appuie sur le budget et plan de travail actuel de l'ONUSIDA pour 2000-2001 et lui ressemble à de nombreux égards, il existe d'importantes différences concernant le contexte de la planification, le processus et le résultat éventuel de l'élaboration du budget-plan intégré. Ces différences incluent :

1. **Clarification plus poussée des priorités et des rôles.** A quelques exceptions près, le présent processus d'élaboration du budget-plan intégré bénéficie d'une clarification plus poussée des priorités et des rôles de ses participants. Ceci est notamment une conséquence du Cadre stratégique mondial, du processus en tandem d'élaboration du Plan stratégique du système des Nations Unies pour 2001-2005 et de l'élaboration de stratégies institutionnelles associées par plusieurs coparrainants. En outre, certains coparrainants ont renforcé leurs capacités dans des domaines techniques prioritaires. Ceci s'est accompagné d'un processus parallèle de réalignement de la structure et des fonctions du Secrétariat, soulignant trois fonctions clés, à savoir : leadership stratégique et coordination des politiques, mobilisation des ressources politiques, sociales et programmatiques, et amélioration de l'accès à des informations stratégiques.

---

<sup>2</sup> Les crédits IDA (Association Internationale de Développement) sont extrêmement avantageux : il n'y a pas d'intérêt et la composante subvention représente de 65 à 70 pour-cent. La BIRD (Banque internationale pour la reconstruction et le développement) utilise les taux en vigueur sur le marché. Les emprunteurs peuvent choisir des produits de prêt cohérents avec leur stratégie de gestion de la dette et adaptés à leurs capacités de service de la dette.

2. **Intégration plus complète.** Le budget-plan intégré inclut toutes les activités des coparrainants et du Secrétariat en rapport avec le VIH/SIDA aux niveaux mondial et régional, y compris leurs budgets réguliers/ressources générales. Toutes les activités du Secrétariat sont incluses dans la composante de base du budget.
  - **Nouveaux coparrainants participant au budget-plan intégré.** Le Programme des Nations Unies pour le Contrôle International des Drogues est désormais inclus dans le budget-plan intégré. En outre, la Banque mondiale participe maintenant complètement à l'élaboration du budget-plan de travail intégré.
  - **Une « composante supplémentaire » pour les coparrainants.** Le budget-plan intégré inclut une « composante budget de base » dont la mobilisation incombe principalement au Secrétariat de l'ONUSIDA ainsi qu'une « composante budget supplémentaire » dont la mobilisation incombera principalement aux coparrainants.
  - **Les estimations des dépenses à l'échelon des pays** des coparrainants sont également incluses dans le budget-plan intégré pour la première fois.
3. **Outils plus performants pour le partage des informations.** La préparation du budget-plan intégré a été assistée par l'utilisation d'un système d'information accessible via Internet qui intègre complètement les propositions individuelles de budget-plan intégré de chaque organisme et de chaque unité de gestion desdits organismes. Le « système de transparence » permet aux coparrainants d'examiner et d'harmoniser entre eux les impacts de leur budget-plan intégré. En effet, ils fournissent tous une « image complète » des activités, des informations financières et des indicateurs de suivi des performances de leur propre budget-plan intégré. La base de données du budget-plan est davantage intégrée grâce à des forums à accès limité qui permettent des discussions d'harmonisation entre les organismes ou au sein de chaque organisme, discussions dont l'accès est contrôlé par un mot de passe.
4. **L'augmentation de 36 % de la composante de base du budget-plan intégré 2002-2003** par rapport au budget-plan intégré 2000-2001 est justifiée par trois changements mis en évidence dans le Tableau comparatif 1 :

**Tableau comparatif 1 : Répartition du budget-plan intégré 2000-2001 et de la proposition de budget-plan intégré 2002-2003**

	2000-2001		2002-2003		Augmentation
	En milliers de US\$	%	En milliers de US\$	%	%
<b>Coparrainants</b>	30.090	21 %	65.200	34 %	<b>117 %</b>
<b>Interinstitutions</b>	33.527	24 %	41.800	22 %	<b>25 %</b>
<b>Activités du Secrétariat<sup>3</sup></b>	41.891	30 %	48.510	26 %	<b>16 %</b>
<b>Postes du Secrétariat</b>	34.492	25 %	34.490	18 %	<b>0 %</b>
<b>TOTAL</b>	<b>140.000</b>	<b>100 %</b>	<b>190.000</b>	<b>100 %</b>	<b>36 %</b>

**Premièrement**, proposition d'augmentation du budget des coparrainants de US\$ 30,1 millions pour l'exercice biennal actuel à US\$ 65,2 millions pour le prochain exercice biennal, ce qui correspond à une augmentation de la part des coparrainants dans le budget de base de 21 à 34 pour-cent, comme indiqué dans le Tableau comparatif 1. En termes absolus, il est proposé de plus que doubler les ressources mises à la disposition des coparrainants dans le budget-plan intégré de base afin de tenir compte de l'accroissement significatif des engagements, implications et participations des coparrainants dans des actions de lutte contre le VIH/SIDA.

Le Tableau comparatif 2 présente une vue d'ensemble de l'évolution du budget et plan de travail de l'ONUSIDA au cours de quatre exercices biennaux.

**Tableau comparatif 2 : Budget et plan de travail de l'ONUSIDA sur quatre exercices biennaux (en millions de US\$)**

Exercice biennal	Secrétariat	Interinstitutions <sup>4</sup>	Coparrainants	Total
<b>1996-97</b>	94,4	25,6	18,1 <sup>5</sup>	138,1
<b>1998-99</b>	88,0	32,0	21,9 <sup>2</sup>	141,9
<b>2000-01</b>	76,4 <sup>6</sup>	33,5	30,1	140,0
<b>2002-03</b>	83,0 <sup>7</sup>	41,8	65,2	190,0

**Deuxièmement**, proposition d'augmentation de US\$ 8,3 millions pour les activités interinstitutions, comme indiqué dans le Tableau comparatif 1, principalement pour renforcer l'appui aux Groupes thématiques sur le VIH/SIDA, *entre autres* via le

<sup>3</sup> Des contributions de \$ 6,6 millions de la Banque mondiale pour l'appui technique régional et l'appui au Partenariat international contre le SIDA en Afrique ont été comptabilisées comme des contributions extrabudgétaires en 2000-2001, mais sont incluses dans la composante de base du budget-plan intégré du Secrétariat pour 2002-2003.

<sup>4</sup> Inclut les Conseillers de Programme (ONUSIDA) dans les Pays, les Fonds d'accélération programmatique, les Groupes de travail.

<sup>5</sup> Les appels conjoints pendant le premier exercice biennal ont mobilisé US\$ 1,4 million (plus US\$ 3 millions du Secrétariat) et US\$ 8,2 millions (plus US\$ 4,1 millions du Secrétariat) respectivement.

<sup>6</sup> Exclut les \$ 6,6 millions de la Banque mondiale pour l'appui technique régional et l'appui au Partenariat international contre le SIDA en Afrique reçus comme des contributions extrabudgétaires à objet désigné.

<sup>7</sup> Inclut des contributions prévues de \$ 6,6 millions de la Banque mondiale pour l'appui technique régional et l'appui au Partenariat international contre le SIDA en Afrique préalablement comptabilisées comme des contributions extrabudgétaires à objet désigné.

recrutement de dix Conseillers de Programme (ONUSIDA) dans les Pays supplémentaires, et les coûts d'appui associés. Il est proposé que les Fonds d'accélération programmatique, qui constituent une partie des ressources interinstitutions, demeurent à leur niveau actuel de US\$ 16 millions.

**Troisièmement**, un total de contributions extrabudgétaires à objet préalablement désigné de US\$ 6,6 millions apportées au Secrétariat a été inclus dans le budget-plan intégré. Ce sont des contributions régulières de la Banque mondiale au budget-plan intégré de base de l'ONUSIDA destinées à l'appui technique régional et à l'appui au Partenariat international contre le SIDA en Afrique. L'incorporation de ce montant dans la part du Secrétariat dans le budget-plan intégré n'augmente donc pas le montant total des ressources disponibles pour le Secrétariat en 2002-2003 par rapport à 2000-2001. L'estimation de budget pour les postes du Secrétariat aux niveaux mondial et régional demeure au même niveau pour le prochain exercice biennal que pour l'exercice actuel (US\$ 34,5 millions).

5. **Insistance accrue au sein de la composante de base du budget-plan intégré sur plusieurs domaines d'activité et meilleure intégration des questions communes à tous les domaines.** Comme indiqué dans le Tableau comparatif 3, une attention accrue est apportée au renforcement de la coordination et de la planification stratégique au niveau national, à la protection des enfants et des jeunes, et à l'élaboration des politiques et des programmes pour s'attaquer au VIH/SIDA et à ses effets socio-économiques. Bien que des ressources aient été allouées à des activités spécifiques dans des domaines tels que la sexospécificité, les droits de la personne, la participation des personnes vivant avec le VIH/SIDA et les partenariats avec le secteur privé et la société civile, ces questions communes à tous les domaines ont, dans la plupart des cas, été intégrées dans d'autres domaines d'activité.

**Tableau comparatif 3 :** Répartition de la proposition de budget-plan de travail intégré par domaine d'activité

Domaines d'activité	2000-2001		2002-2003	
	Total en milliers de \$	% du total	Total en milliers de \$	% du total
1. Garantir une riposte extraordinaire à l'épidémie				
1.1 Mobiliser l'appui politique et public	9.500	7	11.116	6
1.2 Mobilisation du système des Nations Unies, planification, suivi et évaluation des performances	7.890	6	9.573	5
1.3 Renforcement de la coordination et de la planification stratégique nationale	31.401	22	48.654	26
1.4 Informations stratégiques et épidémiologiques	5.341	4	8.204	4
1.5 Mobilisation de ressources financières	7.485	5	9.479	5
1.6 Appui technique et à la stratégie régionale	10.120	7	12.120	6
2. Questions communes à tous les domaines dans une riposte élargie	7.915	6	2.751	1

3. Protéger les enfants et les jeunes de l'épidémie et de son impact	<b>11.615</b>	<b>8</b>	<b>18.810</b>	<b>10</b>
4. S'occuper de ceux qui sont les plus vulnérables et les plus exposés au risque d'infection à VIH	<b>5.144</b>	<b>4</b>	<b>5.956</b>	<b>3</b>
5. Prise en charge et soutien des individus, des ménages et des communautés affectés par le VIH/SIDA	<b>6.491</b>	<b>5</b>	<b>8.500</b>	<b>5</b>
6. Recherche opérationnelle et biomédicale	<b>3.752</b>	<b>3</b>	<b>5.295</b>	<b>3</b>
7. Ressources humaines et capacités institutionnelles dans les secteurs clés	<b>7.559</b>	<b>5</b>	<b>11.238</b>	<b>6</b>
8. Politiques, législations et programmes pour s'attaquer au VIH/SIDA et à ses effets socio-économiques	<b>7.227</b>	<b>5</b>	<b>14.049</b>	<b>7</b>
9. Direction, gestion et administration	<b>18.560</b>	<b>13</b>	<b>24.255</b>	<b>13</b>
<b>TOTAL</b>	<b>140.000</b>	<b>100</b>	<b>190.000</b>	<b>100</b>

6. **Allocation fortement accrue des ressources au niveau régional.** Le Tableau comparatif 4 présente la répartition du budget-plan intégré 2000-2001 et de la proposition de budget-plan intégré pour 2002-2003 entre les activités mondiales et régionales et illustre une tendance générale en direction d'une plus forte allocation des ressources aux activités régionales. Au début de l'exercice biennal actuel, 18 pour-cent des ressources du budget-plan intégré étaient alloués à des bureaux ou des services régionaux, contre 42 pour-cent pour le prochain exercice biennal.

**Tableau comparatif 4 :** Répartition régionale du budget-plan intégré 2000-2001 et de la proposition de budget-plan intégré pour 2002-2003

	2000-2001		2002-2003	
	Monde	Région	Monde	Région
<b>Secrétariat</b>	84 %	16 %	67 %	33 %
<b>UNICEF</b>	71 %	29 %	38 %	62 %
<b>PNUD</b>	85 %	15 %	31 %	69 %
<b>FNUAP</b>	45 %	55 %	21 %	79 %
<b>UNESCO</b>	100 %	0 %	73 %	27 %
<b>OMS*</b>	89 %	11 %	100 %	0 %
<b>Banque mondiale</b>	100 %	0 %	28 %	72 %
<b>PNUCID</b>	-	-	7 %	93 %
<b>Moyenne</b>	<b>82 %</b>	<b>18 %</b>	<b>58 %</b>	<b>42 %</b>

\* Répartition non disponible pour 2002-2003.

## H. Affinages supplémentaires et harmonisation du plan de travail des coparrainants et du Secrétariat de l'ONUSIDA

Bien que des progrès considérables aient été enregistrés au niveau de l'élaboration du budget-plan de travail intégré pour 2002-2003, de nouvelles améliorations dans sa cohérence globale et son orientation stratégique peuvent être réalisées, conformément

aux directives du Conseil de Coordination du Programme de l'ONUSIDA et du Comité des organismes coparrainants.

Particulièrement, quatre opérations liées, devant être finalisées avant le début du nouvel exercice biennal, devraient contribuer de manière significative au renforcement du budget-plan intégré :

- un examen du suivi et de l'évaluation des performances
- un processus d'examen du plan de travail et de la stratégie au niveau régional
- l'établissement d'un *modus operandi* pour coordonner la collecte de fonds pour le budget-plan intégré
- un examen commun du plan de travail aux niveaux régional et mondial

### **1. Examen du suivi et de l'évaluation des performances du budget-plan intégré**

Les recommandations du CCP concernant le budget-plan intégré ont régulièrement souligné la nécessité d'élaborer un budget « axé sur les résultats » avec des impacts clairs liés à des objectifs susceptibles d'être atteints et des indicateurs de réussite mesurables. Pour rendre le budget-plan intégré opérationnel et élaborer des plans de travail détaillés basés sur ce dernier, des travaux supplémentaires sont nécessaires pour affiner les résultats attendus des impacts de chaque budget-plan intégré et les indicateurs et cibles correspondants pour suivre les progrès. Pour soutenir ce processus, le Groupe de travail sur l'évaluation des coparrainants se réunira au mois de juillet 2001 pour étudier le budget-plan intégré et fournir des recommandations collectives et à chaque organisme concernant un nouvel affinage des résultats attendus, des liens avec les résultats intermédiaires et l'utilisation d'indicateurs quantifiables permettant de mesurer les performances du programme. En outre, le Groupe de travail formulera à ce moment là ses conclusions sur son approche de l'élaboration d'une étude de cas de pays commune, dans le cadre d'une approche plus approfondie pour évaluer le Groupe thématique des Nations Unies sur le VIH/SIDA et les performances du système des Nations Unies dans la mise en œuvre des plans de travail intégrés sur le VIH/SIDA dans une sélection de pays.

Le suivi et l'évaluation des performances du budget-plan intégré pour 2002-2003 sont décrits dans la Section I de la proposition de budget-plan de travail intégré. Concernant le suivi des performances du budget-plan pendant l'exercice biennal actuel, le *Rapport du Directeur exécutif* (UNAIDS/PCB(11)/01.2) remis au CCP traite des résultats enregistrés par le programme en 1999 et en 2000. Vous trouverez dans le *Rapport 2000 du Suivi des performances de l'ONUSIDA* – qui sera remis aux membres du CCP à titre de document de conférence pendant la réunion du 30 mai-1<sup>er</sup> juin – des informations complémentaires concernant les performances du programme par rapport aux principaux objectifs du budget-plan intégré actuel.

### **2. Processus d'examen du plan de travail et de la stratégie au niveau régional**

Des efforts supplémentaires sont nécessaires pour harmoniser entre les organismes les impacts du budget-plan intégré au niveau régional. Lors de son examen en 1999 du budget-plan intégré pour l'exercice biennal actuel, le COC a demandé qu'une attention accrue soit apportée à la rationalisation des activités au niveau régional. Certains progrès importants ont été enregistrés chez les coparrainants grâce à la mise

en place d'un processus de définition des priorités régionales pendant l'exercice biennal actuel.

Dans sa préparation du budget-plan intégré pour le prochain exercice biennal, le Groupe de travail du COC a convenu d'une approche pour consolider ces efforts et pour renforcer et harmoniser davantage les activités régionales au cours des six prochains mois. L'objet d'ensemble de ce processus est de s'assurer que l'appui interpays et régional aux programmes interpays et nationaux des organismes des Nations Unies et bilatéraux et d'autres partenaires internationaux font le meilleur usage partagé des rares ressources financières et techniques. L'accent est mis sur la création d'un appui programmatique et technique, multisectoriel plus efficace aux actions nationales de lutte contre le VIH/SIDA, et pour faciliter une meilleure coordination des efforts des principales parties prenantes dans ce processus. Outre la clarification des rôles, des responsabilités et des procédures opérationnelles des coparrainants de l'ONUSIDA et autres partenaires qui collaborent – organismes des Nations Unies et bilatéraux – le processus d'examen du plan de travail et de la stratégie au niveau régional encouragera également une planification plus intégrée et un appui stratégique intensifié aux efforts nationaux.

Le processus d'examen est décrit de manière plus détaillée dans la Section I de la proposition de budget-plan intégré. Parmi ses objectifs clés, citons l'amélioration du fonctionnement et de l'accessibilité des plates-formes de ressources régionales existantes, particulièrement en ce qui concerne la réactivité aux demandes d'assistance technique des pays. Les opérations régionales incluront d'examiner et d'affiner les domaines d'activité et les propositions d'activité pour 2002-2003, en mettant particulièrement l'accent sur : la manière dont elles sont liées aux priorités stratégiques régionales convenues et appuient les programmes des pays par le biais d'une mobilisation de l'appui technique, le développement de réseaux techniques et l'appui aux systèmes d'information. Cette opération aidera également à clarifier les domaines de responsabilité spécifique des coparrainants et la manière dont ils peuvent compter davantage les uns sur les autres dans différents domaines fonctionnels et techniques.

### **3. Coordination de la mobilisation des ressources pour le budget-plan intégré**

Il faudra convenir, avant la réunion du mois d'octobre du COC, d'un *modus operandi* pour une collecte coordonnée de fonds pour le budget-plan intégré par les coparrainants et le Secrétariat de l'ONUSIDA. Ceci sera nécessaire pour clarifier la manière dont l'inclusion d'une « composante de financement supplémentaire » pour chaque coparrainant sera abordée, y compris – par exemple – la manière dont les informations sur la situation des activités indépendantes de collecte de fonds des coparrainants devraient être partagées et la manière d'éviter que ces efforts ne fassent « concurrence » aux efforts visant à mobiliser des capitaux pour la composante de base du budget-plan intégré.

### **4. Examen commun du plan de travail aux niveaux régional et mondial**

Avant la réunion du mois d'octobre 2001 du COC, les coparrainants et le Secrétariat de l'ONUSIDA examineront pendant trois jours le plan de travail pour finaliser leurs propres plans de travail aux niveaux régional et mondial. L'opération fournira une opportunité nécessaire pour s'assurer que les apports des processus d'examen du suivi

et de l'évaluation des performances et d'examen du plan de travail et de la stratégie au niveau régional sont complètement pris en compte au sein du plan de travail final. A mi parcours de l'exercice biennal, des examens similaires seront réalisés pour faciliter une reprogrammation au sein du budget-plan intégré lorsque cela pourrait s'avérer nécessaire.

Pour aider à l'examen du plan de travail, il faudra d'abord faire des progrès au niveau du fonctionnement des Equipes de travail interinstitutions, dresser la carte des ressources du système des Nations Unies à l'échelon des pays disponibles pour les actions en rapport avec le VIH/SIDA et rationaliser les mécanismes interinstitutions de communication des informations et de transfert financier.

- a. Equipes de travail interinstitutions.** La mesure du rôle potentiel des Equipes de travail interinstitutions (thématiques, fonctionnelles et régionales) dans la promotion d'une harmonisation et d'une définition des priorités plus efficaces au sein du processus de planification du travail n'a pas encore été totalement prise en compte. Le Groupe de travail du COC a proposé que les Equipes de travail jouent un rôle plus actif dans la reprogrammation périodique des ressources du budget-plan intégré pendant l'exercice biennal. Le Groupe de travail du COC a également pris des mesures pour accroître l'appui qui est nécessaire aux Equipes de travail interinstitutions pour améliorer l'harmonisation du travail au sein du budget-plan intégré, y compris par le biais d'examens transversaux des résultats du budget-plan intégré dans les secteurs fonctionnels et thématiques prioritaires.
- b. Dresser la carte des ressources du système des Nations Unies à l'échelon des pays.** Dresser la carte des ressources estimées du système des Nations Unies à l'échelon des pays potentiellement disponibles pour des activités en rapport avec le VIH/SIDA en 2002-2003 est une étape essentielle en direction d'un déploiement plus rationnel des dépenses aux niveaux mondial et régional par l'ONUSIDA. Ces informations aident à concentrer l'appui technique sur l'analyse, le plaidoyer, la mobilisation des ressources, la planification des programmes, la conception, l'évaluation et l'appui à la mise en œuvre dans les domaines où cela peut apporter une plus forte valeur ajoutée. Le Groupe de travail du COC a convenu au mois de novembre 2000 de tenir compte des estimations des dépenses allouées par les coparrainants à l'échelon des pays à des activités en rapport avec le VIH/SIDA pour le prochain exercice biennal au sein du budget-plan intégré pour 2002-2003. Le Secrétariat a élaboré avec des partenaires une « classification » indicative des dépenses liées à la lutte contre le VIH/SIDA pour aider les coparrainants à harmoniser leurs méthodes d'estimation des engagements des ressources et des dépenses au niveau mondial, au plan régional et à l'échelon des pays, mais il reste encore d'importants travaux à réaliser.
- c. Rationaliser les mécanismes interinstitutions de communication des informations et de transfert financier.**  
Les autres activités à réaliser avant l'examen commun du plan de travail incluront une nouvelle simplification des mécanismes de transfert financier du budget-plan intégré jusqu'à chaque organisme en minimisant les besoins d'accords interinstitutions supplémentaires outre l'accord du budget-plan intégré. Opter pour une avance annuelle des fonds de base du budget-plan intégré, plutôt que le virement semestriel actuel, sous réserve qu'il y ait les ressources financières

adéquates, devrait également résoudre les problèmes posés pour les coparrainant par la conclusion de contrats personnels et autres contrats à long terme lorsqu'ils ne peuvent virer par avance l'intégralité des fonds du budget-plan intégré.

Actuellement, les demandes d'avances sur le budget-plan intégré et les rapports sur l'utilisation des fonds peuvent être réalisés via Internet. Le système sera perfectionné avant le début du prochain exercice biennal pour permettre un meilleur suivi du niveau de performance des résultats du budget-plan intégré également.

Bien que l'utilité d'outils basés sur Internet pour rationaliser la communication des informations et pour améliorer la coordination par le biais de « dialogues virtuels » plus nombreux ait été bien démontrée dans le processus préparatoire du budget-plan intégré actuel, nous sommes loin d'avoir pris totalement conscience de tout leur potentiel.

## **I. Actions attendues du Conseil de Coordination du Programme**

Il est demandé au CCP d'examiner la proposition de budget et plan de travail intégré de l'ONUSIDA pour 2002-2003, de l'approuver et de donner les directives nécessaires pour son exécution. Notamment :

1. il est demandé au CCP d'examiner et d'approuver la proposition de budget et plan de travail intégré de l'ONUSIDA pour 2002-2003, y compris :
  - (1) un montant total de US\$ 190 millions pour la composante de base du budget-plan intégré pour 2002-2003, tel qu'indiqué dans le Tableau à approuver 1,
  - (2) la répartition de la composante de base du budget-plan intégré pour 2002-2003 par domaine d'activité, telle qu'indiquée dans le Tableau à approuver 2,
  - (3) la répartition mondiale et régionale de la composante de base du budget-plan intégré pour 2002-2003 entre les coparrainants et le Secrétariat de l'ONUSIDA, telle qu'indiquée dans le Tableau à approuver 3a,
  - (4) le montant global et la répartition de la composante supplémentaire du budget-plan intégré pour 2002-2003, tels qu'indiqués dans le Tableau à approuver 4.
2. Il est, en outre, demandé au CCP de clarifier l'autorité budgétaire du Directeur exécutif de l'ONUSIDA concernant le transfert des ressources budgétaires entre les principales lignes budgétaires des Tableaux d'approbation 1 à 4 dans le cadre d'une reprogrammation périodique du budget-plan intégré.
3. Il est, en outre, demandé au CCP d'approuver le virement par avance des ressources mobilisées ou des économies éventuelles réalisées au cours de l'exercice biennal actuel aux coparrainants dès finalisation des plans de travail pour permettre une mise en œuvre précoce et urgente des activités du budget-plan intégré 2002-2003.

4. Il est, en outre, demandé au CCP de fournir des directives sur les étapes supplémentaires planifiées pour finaliser la composante plan de travail du budget-plan intégré, y compris la coordination des activités de collecte de fonds pour le budget-plan intégré entre le Secrétariat et les coparrainants de l'ONUSIDA.
5. Il est demandé au CCP d'encourager les gouvernements et les autres partenaires à indiquer, dans les meilleurs délais possibles, le montant probable de leur promesse de contribution/contribution au budget-plan intégré de l'ONUSIDA pour l'exercice biennal 2002-2003, à informer par écrit des contributions à venir le plus tôt possible et à faire tous les efforts nécessaires pour virer les fonds dès que possible pendant l'exercice biennal.

**PROPOSITION DE  
BUDGET-PLAN DE TRAVAIL  
INTEGRE DE L'ONUSIDA  
POUR 2002 - 2003**

---

**TABLE DES MATIERES**

<b>Section I.</b>	<b>Vue d'ensemble du budget-plan de travail intégré.....</b>	<b>1</b>
A.	Orientations stratégiques sous-tendant le budget-plan de travail intégré .....	2
B.	Principes convenus pour le budget-plan de travail intégré .....	3
C.	Elaboration du budget-plan de travail intégré.....	4
D.	Examen annuel et harmonisation du plan de travail de l'ONUSIDA.....	5
E.	Processus d'examen du budget et de la stratégie au niveau régional .....	7
F.	Suivi et évaluation du budget-plan de travail intégré .....	9
G.	Vue d'ensemble et structure du budget-plan de travail intégré pour 2002-2003.....	14
<b>Section II.</b>	<b>Synthèse des propositions de budget par domaine d'activité .....</b>	<b>22</b>
1.	Garantir une riposte extraordinaire à l'épidémie .....	23
2.	Questions communes à tous les domaines dans une riposte élargie .....	30
3.	Protéger les enfants et les jeunes de l'épidémie et de son impact .....	34
4.	S'occuper de ceux qui sont les plus vulnérables et les plus exposés au risque d'infection à VIH .....	40
5.	Prise en charge et soutien des individus, des ménages et des communautés affectés par le VIH/SIDA .....	44
6.	Recherche opérationnelle et biomédicale .....	48
7.	Ressources humaines et capacités institutionnelles .....	50
8.	Politiques, législations et programmes pour s'attaquer au VIH/SIDA et à ses effets socio-économiques.....	55
9.	Direction, gestion et administration.....	59
<b>Section III.</b>	<b>Priorités et allocation des ressources.....</b>	<b>62</b>
1.	Fonds des Nations Unies pour l'enfance .....	63
2.	Programme des Nations Unies pour le Développement .....	65
3.	Fonds des Nations Unies pour la Population .....	67
4.	Organisation des Nations Unies pour l'Education, la Science et la Culture.....	69
5.	Programme des Nations Unies pour le Contrôle International des Drogues .....	71
6.	Organisation Mondiale de la Santé .....	74
7.	Banque mondiale .....	77
8.	Autres organismes des Nations Unies.....	79
9.	Interinstitutions .....	81
10.	Secrétariat de l'ONUSIDA .....	84

# **S E C T I O N I**

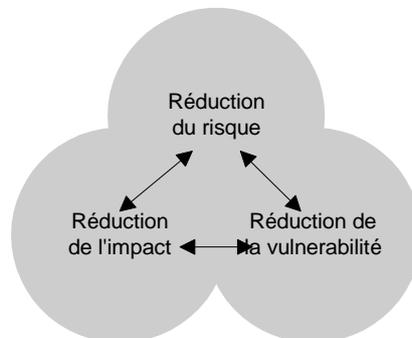
## **VUE D'ENSEMBLE DU BUDGET-PLAN DE TRAVAIL INTEGRE**

## A. Orientations stratégiques sous-tendant le budget-plan de travail intégré

Le Conseil de Coordination du Programme de l'ONUSIDA (CCP) est tenu d'examiner et d'approuver le plan de travail et le budget, inclus dans le budget-plan de travail intégré (ci-après désigné le « budget-plan intégré ») de l'ONUSIDA, préparé par le Directeur exécutif de l'ONUSIDA et revu par le Comité des organismes coparrainants (COC).

Conformément aux recommandations du CCP, le Cadre stratégique mondial sur le VIH/SIDA (UNAIDS/PCB(10)/00.3) approuvé par le CCP lors de sa réunion du mois de décembre a orienté l'élaboration parallèle d'un Plan stratégique du système des Nations Unies sur le VIH/SIDA (ci-après désigné le « Plan stratégique ») pour 2001- 2005 et d'un budget-plan de travail intégré (ci-après désigné le « budget-plan intégré ») pour 2002-2003.

Le Cadre stratégique mondial explique les raisons justifiant des efforts urgents pour mobiliser une riposte élargie contre l'épidémie. Une « riposte élargie » contre l'épidémie est une riposte que agit simultanément sur la réduction du risque, de la vulnérabilité et de l'impact. Ces stratégies qui se renforcent mutuellement permettent aux programmes de lutter à la fois contre ce qui met les personnes dans une situation à risque et pourquoi elles sont dans cette situation. Une riposte élargie crée des synergies importantes en associant les stratégies de prévention aux stratégies de soin et d'appui, tout en assurant simultanément la promotion des actions visant à faire évoluer les normes sociales, atténuer la stigmatisation et accroître l'engagement politique pour lutter contre ces problèmes et les profondes différences économiques et sexospécifiques qui favorisent la propagation de l'épidémie.



La capacité du système des Nations Unies à mobiliser les engagements du leadership en faveur d'une riposte élargie contre l'épidémie et, parallèlement, à agir pour réduire le risque, la vulnérabilité et l'impact est une hypothèse essentielle qui sous-tend le Plan stratégique du système des Nations Unies sur le VIH/SIDA.

Le Plan stratégique oriente la riposte du système des Nations Unies sur une période de cinq ans comprise entre 2001 et 2005. Il définit les objectifs d'ensemble du système des Nations Unies en direction des cibles et buts mondiaux de lutte contre l'épidémie, recense les fonctions clé du système des Nations Unies à l'appui des ripostes nationales contre l'épidémie, et décrit la stratégie et les priorités des différents organismes des Nations Unies dans le cadre d'une riposte coordonnée du système des Nations Unies.

Le budget-plan intégré définit des résultats spécifiques devant être atteints par les coparrainants, le Secrétariat et d'autres partenaires des Nations Unies au cours des deux prochaines années (2002-2003) à l'appui des objectifs du Plan stratégique.

Le budget-plan intégré a été articulé autour de neuf grands domaines d'activité, basés sur les engagements du leadership inclus dans le Cadre stratégique mondial<sup>8</sup>, à savoir :

1. garantir une riposte extraordinaire à l'épidémie
2. questions communes à tous les domaines dans une riposte élargie
3. protéger les enfants et les jeunes de l'épidémie et de son impact
4. s'occuper de ceux qui sont les plus vulnérables et les plus exposés au risque d'infection à VIH
5. prise en charge et soutien des individus, des ménages et des communautés affectés par le VIH/SIDA
6. recherche opérationnelle et biomédicale
7. ressources humaines et capacités institutionnelles dans les secteurs clés
8. politiques, législations et programmes pour s'attaquer au VIH/SIDA et à ses effets socio-économiques.
9. direction, gestion et administration

## **B. Principes convenus du budget-plan intégré**

Le Comité des organismes coparrainants de l'ONUSIDA (COC) a convenu un certain nombre de principes pour orienter le développement du budget-plan de travail intégré pour 2002 – 2003, y compris :

1. L'élaboration du budget-plan intégré devrait servir d'exercice stratégique pour une planification commune et en collaboration afin de clarifier les rôles et les apports complémentaires des coparrainants et du Secrétariat.
2. Le budget-plan intégré devrait inclure l'ensemble des activités – des coparrainants et du Secrétariat de l'ONUSIDA en rapport avec le VIH/SIDA aux niveaux mondial et régional – engagées dans le but de faciliter une riposte élargie du système des Nations Unies à l'échelon des pays.
3. Le budget-plan intégré devrait chercher à appuyer et à compléter la lutte des coparrainants à l'échelon des pays, mais ne devrait pas inclure leurs activités à cet échelon. Bien que l'on dispose d'estimations du total des dépenses consacrées à la lutte contre le VIH/SIDA par les coparrainants à l'échelon des pays, les programmes et les activités dans les pays ne sont pas inclus dans le budget-plan intégré.
4. Le budget-plan intégré devrait fournir un appui aux activités en rapport avec le VIH/SIDA du système des Coordinateurs résidents, par le biais des Groupes thématiques sur le VIH/SIDA, des Conseillers de Programme (ONUSIDA) dans les pays, et par le biais de la fourniture de Fonds d'accélération programmatique de sorte qu'au niveau des pays l'appui des Nations Unies à la lutte nationale contre l'épidémie puisse être plus efficacement menée et coordonnée.
5. Le budget-plan intégré devrait s'articuler autour de trois composantes : (1) le budget régulier/les ressources générales des coparrainants, (2) une composante « budget de base »

---

<sup>8</sup> UNAIDS/PCB(10)/00.3.

mobilisée collectivement sous la direction du Secrétariat, et (3) une composante « budget supplémentaire » mobilisée par chacun des coparrainants.

6. Le budget-plan intégré devrait servir d'instrument pour renforcer le rôle du Secrétariat qui consiste à faciliter les travaux des coparrainants grâce à un plaidoyer au niveau mondial, l'élaboration et l'orientation des politiques, le recensement et la diffusion des meilleures pratiques, le suivi de la riposte, et le renforcement des réseaux techniques. Le Secrétariat pourrait, en outre, fournir un appui technique au programme de manière transitionnelle là où des manques ne peuvent pas être comblés par les coparrainants ou d'autres partenaires des Nations Unies.
7. Les ressources multi-bilatérales et autres ressources supplémentaires nécessaires pour les activités à l'échelon des pays ne seraient reçues par le Secrétariat que lorsque l'un ou plusieurs des coparrainants lui demanderait de servir de mécanisme d'acheminement pour ces ressources.
8. Le Secrétariat et les coparrainants ne devraient pas chercher des fonds pour les activités en rapport avec le VIH/SIDA aux niveaux mondial et régional en dehors du budget-plan intégré sans consulter préalablement le Directeur exécutif de l'ONUSIDA et la Présidence du Comité des organismes coparrainants, tous les coparrainants étant tenus informés.

### **C. Elaboration du budget-plan intégré**

Les principaux objectifs du budget-plan intégré sont de tirer le meilleur parti possible des avantages comparatifs de chacun des coparrainants et du Secrétariat et de traduire une définition des priorités et une planification communes, plutôt qu'une simple compilation de huit budgets et plans de travail distincts.

Le recensement et l'application de critères objectifs pour guider la répartition des ressources entre les entités organisationnelles participant au budget-plan intégré aux niveaux mondial et régional demeurent une difficulté majeure. Nonobstant leurs limites intrinsèques, plusieurs critères ont été utilisés pour déterminer le partage des responsabilités entre les organismes, les propositions qui devraient être incluses dans le budget-plan intégré, leurs allocations budgétaires spécifiques, et l'allocation des ressources de base et supplémentaires. Ces critères incluaient :

- la pertinence des propositions par rapport à la Stratégie mondiale et au Plan stratégique du système des Nations Unies,
- la mission institutionnelle de chaque coparrainant, en cherchant des synergies dans les zones de chevauchement,
- les capacités opérationnelles, et l'historique passé des investissements dans des activités de lutte contre le VIH/SIDA de chacun des coparrainants, y compris les allocations de leurs propres ressources à des domaines d'activité spécifiques,
- la valeur ajoutée aux efforts collectifs des autres coparrainants pour élargir les ripostes contre l'épidémie à l'échelon des pays,
- le coût des actions proposées et le caractère avantageux des biens livrables
- le potentiel des actions proposées pour mobiliser des ressources supplémentaires auprès du système des Nations Unies et de la communauté internationale,
- le niveau d'harmonisation des propositions individuelles avec les autres propositions budgétaires.

Suivant les orientations du CCP et du COC, l'accent doit continuer d'être mis à tous les niveaux du processus sur :

- démontrer des liens clairs entre les buts mondiaux de la lutte contre le VIH/SIDA (anticipés de la Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH/SIDA), les objectifs stratégiques du système des Nations Unies élaborés au sein du Plan stratégique du système des Nations Unies pour 2001-2005, et les résultats spécifiques à atteindre en 2002-2003 via le budget-plan intégré,
- définir clairement les objectifs proposés et les résultats attendus élaborés au sein du budget-plan intégré,
- recenser les indicateurs nécessaires pour suivre les progrès lors de la mise en œuvre du budget-plan intégré,
- rationaliser l'allocation des ressources entre les régions géographiques et les sièges centraux, et
- estimer plus précisément les ressources des coparrainants pour les activités proposées et les dépenses à l'échelon des pays destinées à la lutte contre le VIH/SIDA pendant le prochain exercice biennal.

#### **D. Examen annuel et harmonisation du budget-plan intégré de l'ONUSIDA**

Un examen et une reprogrammation annuels des ressources du budget-plan intégré actuel sont nécessaires pour enregistrer de nouvelles améliorations au niveau de sa cohérence globale et de son orientation stratégique, et pour constituer un point de départ plus solide pour l'élaboration du budget-plan intégré du prochain exercice biennal. Trois opérations liées, qui devraient contribuer de manière significative au renforcement du budget-plan intégré, incluent :

- un examen commun du plan de travail aux niveaux régional et mondial
- un examen du plan de travail et de la stratégie au niveau régional
- un examen du suivi des performances et de l'évaluation

##### **1. Examen commun du plan de travail aux niveaux régional et mondial**

Les coparrainants et le Secrétariat de l'ONUSIDA réaliseront des examens communs annuels de leurs propres plans de travail aux niveaux régional et mondial. L'opération fournira une opportunité nécessaire pour s'assurer que les apports des processus d'examen du suivi des performances et de l'évaluation et d'examen du plan de travail et de la stratégie au niveau régional (décrits ci-dessous) sont complètement pris en compte au sein du budget-plan intégré. A mi parcours de l'exercice biennal, un examen similaire facilitera une reprogrammation au sein du budget-plan intégré lorsque cela pourrait s'avérer nécessaire.

Les Equipes de travail interinstitutions (thématiques, fonctionnelles et régionales) devraient jouer un rôle plus important dans la promotion d'une harmonisation et d'une définition des priorités plus efficaces au sein de la planification du travail et de la reprogrammation, y compris par le biais d'examen transversaux des résultats du budget-plan intégré dans les secteurs fonctionnels et thématiques. Une carte actualisée des estimations des ressources du système des Nations Unies à l'échelon des pays potentiellement disponibles pour des activités

en rapport avec le VIH/SIDA sera également utilisée pour favoriser un déploiement plus rationnel des dépenses aux niveaux régional et mondial par l'ONUSIDA. Des informations sur la carte des ressources sont nécessaires pour aider à concentrer l'appui technique sur l'analyse, le plaidoyer, la mobilisation des ressources, la planification des programmes, la conception, l'évaluation et l'appui à la mises en oeuvre dans des domaines où cela peut apporter une plus forte valeur ajoutée.

## **2. Processus d'examen du plan de travail et de la stratégie au niveau régional**

En réponse aux directives du CCP et du COC, le Groupe de travail du COC a convenu d'une approche pour renforcer et harmoniser davantage les activités régionales au sein du budget-plan intégré. L'objet d'ensemble de ce processus d'examen de la stratégie et du plan de travail au niveau régional – décrit de manière plus détaillée dans la Section I.E – est de s'assurer que l'appui interpays et régional aux programmes interpays et nationaux des organismes des Nations Unies et bilatéraux et d'autres partenaires internationaux font le meilleur usage partagé des rares ressources financières et techniques.

## **3. Examen du suivi des performances et de l'évaluation du budget-plan intégré**

Les recommandations du CCP concernant le budget-plan intégré ont régulièrement souligné la nécessité d'élaborer un budget « axé sur les résultats » avec des impacts clairs liés à des objectifs susceptibles d'être atteints et des indicateurs de réussite mesurables. Le Groupe spécial d'Evaluation des coparrainants assurera un examen annuel systématique du budget-plan intégré et fournira des recommandations collectives et individuelles à chaque organisme concernant un nouvel affinage des résultats attendus, les liens avec les résultats intermédiaires et l'utilisation d'indicateurs quantifiables permettant de mesurer les performances du programme. Le suivi des performances et l'évaluation du budget-plan intégré pour 2002-2003 sont décrits plus en détail dans la Section I.F.

## **E. Processus d'examen de la stratégie et du plan de travail au niveau régional**

L'objet des processus d'examen de la stratégie et du plan de travail au niveau régional est de créer un appui programmatique et technique, multisectoriel plus efficace aux actions nationales de lutte contre le VIH/SIDA, et de faciliter une meilleure coordination des efforts des principales parties prenantes dans ce processus. Outre la clarification des rôles, des responsabilités et des procédures opérationnelles des coparrainants de l'ONUSIDA et autres partenaires collaborant, les processus d'examen du plan de travail et de la stratégie au niveau régional encourageront également une planification plus intégrée et un appui stratégique intensifié aux efforts nationaux.

Il est recommandé d'utiliser un processus en deux étapes. Premièrement, un dialogue incluant davantage les parties avec un éventail complet de partenaires (gouvernements, société civile, bureaux régionaux des Nations Unies, donateurs bilatéraux, ONG et secteur privé) pour recenser les priorités et harmoniser les stratégies régionales. Deuxièmement, un dialogue de suivi limité aux parties prenantes au budget-plan intégré régional pour se concentrer de manière plus spécifique sur les résultats du budget-plan intégré et clarifier les domaines de responsabilité spécifique des coparrainants et la manière dont ils peuvent compter davantage les uns sur les autres dans différents domaines fonctionnels et techniques.

### **1. Elaboration des priorités et d'une stratégie régionales**

Les principaux objectifs du processus d'élaboration de la stratégie régionale sont :

- d'encourager une planification plus intégrée, ce qui conduira à une clarification plus stratégique des rôles, des responsabilités et des procédures opérationnelles des partenaires, notamment des organismes des Nations Unies, et
- d'améliorer le fonctionnement et l'accessibilité des plates-formes de ressources régionales existantes, notamment en ce qui concerne la réactivité aux demandes d'assistance technique des pays.

Les discussions pour l'élaboration d'une stratégie régionale devraient fournir des opportunités pour :

- prendre connaissance des actions actuelles et des lacunes de la riposte,
- explorer et définir les domaines dans lesquels les principales parties prenantes disposent d'avantages comparatifs ; recenser également les intérêts convergents et les capacités techniques,
- impliquer de nouvelles parties prenantes et susciter un nouveau niveau de riposte chez les parties prenantes actuelles, et
- explorer différentes manières pour harmoniser les efforts, les ressources et les compétences techniques.

En outre, les discussions devraient créer des opportunités pour :

- que les principales parties prenantes acquièrent des connaissances communes de la nature, de l'étendue et des dynamiques particulières de l'épidémie dans la région, de

sorte qu'elles puissent constituer une base de connaissances commune pour lutter contre le VIH/SIDA,

- favoriser le plaidoyer politique et la mobilisation sociale, si l'on peut obtenir une représentation au plus haut niveau, et
- faciliter les possibilités de partage des innovations entre les parties prenantes au niveau mondial, au plan régional et à l'échelon des pays grâce à la constitution de réseaux.

Les processus stratégiques régionaux doivent autant que possible inclure toutes les parties prenantes, en allant au delà des préoccupations immédiates et des ordres du jour de chaque participant. Bien que ce concept d'inclusion soit essentiel, la taille et la structure du processus stratégique régional devraient faciliter la formation d'un consensus sur les priorités régionales de base. L'approche suivante est recommandée :

- Les coparrainants de l'ONUSIDA et les autres parties prenantes (gouvernements nationaux, donateurs bilatéraux, ONG et secteur privé) doivent nommer des points focaux régionaux.
- Le Secrétariat de l'ONUSIDA et/ou certains coparrainants prépareront des informations actualisées sur l'envergure, les dynamiques et les répercussions de l'épidémie dans la région pour orienter le recensement des priorités stratégiques et des besoins spécifiques en matière de ressources techniques.
- Le Secrétariat de l'ONUSIDA compilera les informations sur les stratégies, les programmes et les plans des coparrainants, des donateurs et des principales ONG pour « dresser la carte » des activités existantes. Les organismes ont, pour la plupart, des activités et des projets régionaux en rapport avec le VIH/SIDA. Dans quelques cas, ceux-ci sont soutenus par une analyse stratégique commune de la situation régionale. Une « carte » donnera des informations sur les activités existantes au niveau régional et à l'échelon des pays, et permettra de recenser les principales lacunes programmatiques et stratégiques.
- Le Secrétariat de l'ONUSIDA convoquera, avec les coparrainants intéressés, une réunion régionale pour former un consensus sur 3-4 objectifs stratégiques régionaux, et priorités régionales en matière de ressources. Ceci inclut l'examen des ressources disponibles auprès du système des Nations Unies ainsi que d'autres parties prenantes clé telles que les donateurs bilatéraux.
- Les organisateurs et les participants devraient recenser les réseaux et les plates-formes techniques existants et déterminer le niveau des ressources nécessaires pour les renforcer. Dans certaines régions, les Groupes de travail sur des questions telles que la Promotion de la santé des jeunes et la Prévention du VIH/SIDA parmi les consommateurs de drogues ont déjà été mis en place et servent de forums pour obtenir des informations sur la situation dans la région et sur les ripostes programmatiques.

## **2. Examens régionaux du budget-plan intégré de l'ONUSIDA**

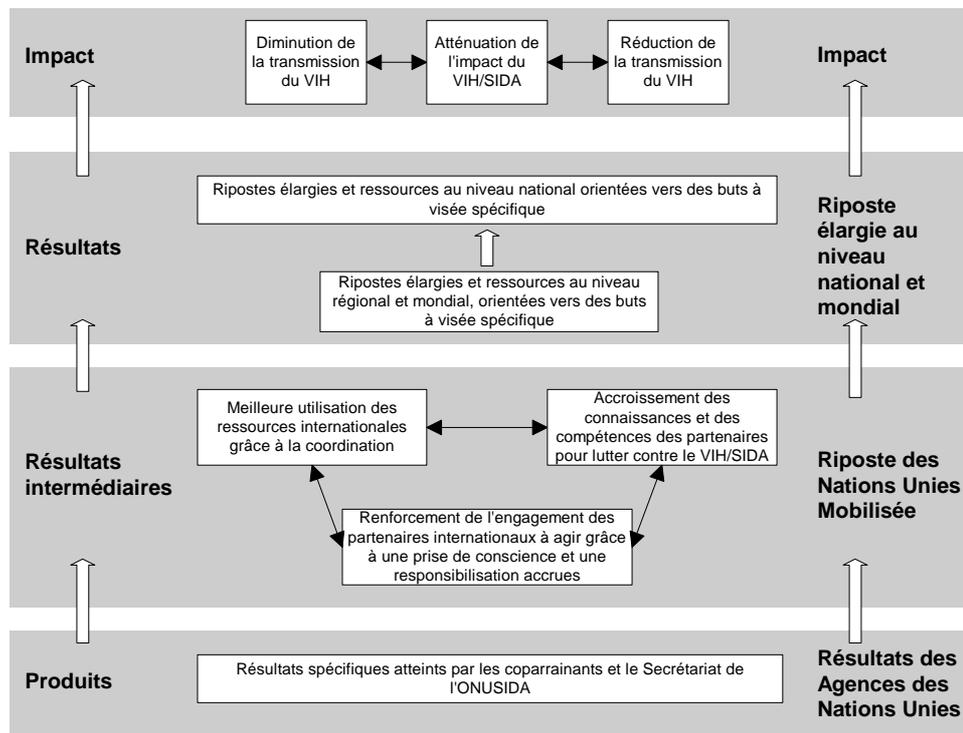
Dans le cadre du processus global, un dialogue distinct mais lié doit être organisé entre les coparrainants et le Secrétariat de l'ONUSIDA pour convenir de priorités en matière de financement du budget-plan intégré au niveau régional dans le cadre (i) des priorités stratégiques régionales convenues, et (ii) d'un budget-plan intégré régional convenu pour les travaux de l'ONUSIDA au niveau régional, basé sur les allocations de chacun des coparrainants à leurs entités régionales. Les étapes incluent :

- Examiner les résultats du budget-plan intégré du Secrétariat de l'ONUSIDA au niveau régional avec pour but de s'assurer que les activités proposées par le Secrétariat viennent bien à l'appui de et apportent une certaine « valeur ajoutée » aux travaux des coparrainants.
- Examiner et harmoniser les activités du budget-plan intégré des coparrainants au niveau régional, en mettant particulièrement l'accent sur (i) la manière dont elles sont liées aux priorités stratégiques régionales convenues, et (ii) la manière dont elles pourraient mieux appuyer les programmes des pays par le biais d'une mobilisation de l'appui technique, du développement de réseaux techniques et de l'appui aux systèmes d'information.
- Examiner et actualiser les budgets supplémentaires du budget-plan intégré au niveau régional, en incluant des plans pour faire valoir l'effort des Nations Unies auprès des bureaux régionaux des donateurs et des banques régionales pour le développement, et déterminer la manière dont les activités du Secrétariat pourraient promouvoir le financement des budgets supplémentaires des coparrainants. Des discussions plus larges avec les parties prenantes pourraient aider à déterminer les besoins de financements supplémentaires par le biais du système des Nations Unies et les opportunités pour mobiliser des fonds supplémentaires auprès des donateurs bilatéraux.

#### **F. Suivi et évaluation du budget-plan de travail intégré pour 2002 - 2003**

Le plan de suivi des performances et d'évaluation du budget-plan de travail intégré est basé sur le cadre de suivi et d'évaluation de l'ONUSIDA (Figure 1) élaboré et affiné sous la direction du Groupe de référence pour le suivi et l'évaluation de l'ONUSIDA (MERG). L'approche et les priorités présentées dans le cadre ont été avalisées par le CCP lors de sa réunion de décembre 1998 (UNAIDS/PCB(7)/98.4). Le plan de suivi des performances et d'évaluation du budget-plan intégré tient également compte des expériences enregistrées à ce jour en matière de suivi et d'évaluation du budget-plan de travail intégré 2000-2001.

Figure 1: Cadre de suivi et d'évaluation ONUSIDA appliqué au budget-plan intégré

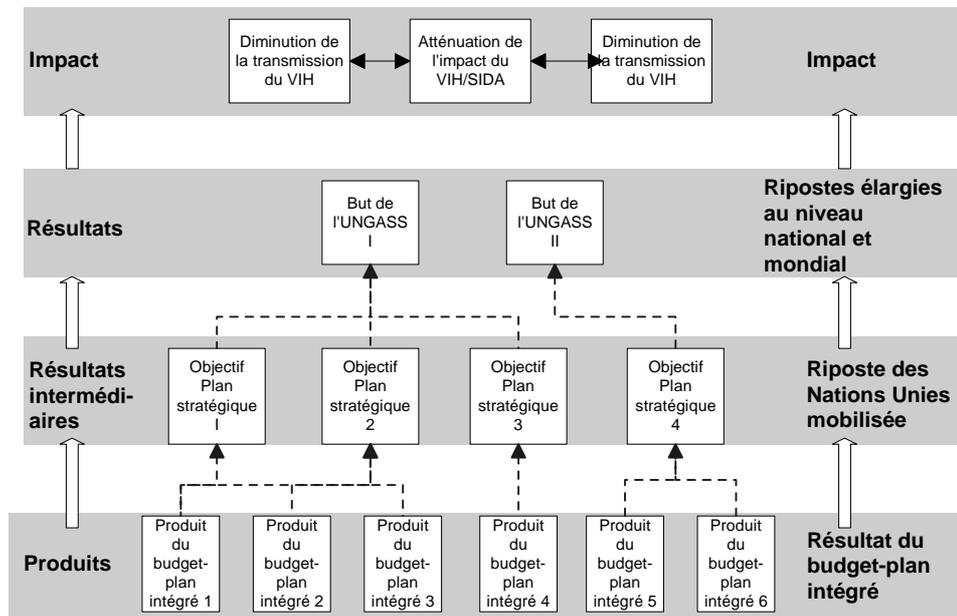


## 1. Niveau de responsabilité des impacts et des résultats intermédiaires

Le plan de suivi des performances et d'évaluation du budget-plan intégré va plus loin que le cadre d'évaluation initial en reliant les résultats de chacun des budget-plans intégrés des coparrainants et du Secrétariat de manière plus explicite aux résultats intermédiaires. Ces résultats intermédiaires ont été élaborés dans le cadre de la définition des objectifs stratégiques du système des Nations Unies au sein du Plan stratégique pour 2001-2005.

Les prévisions de résultat de l'ONUSIDA sont définies à deux niveaux distincts : premièrement, les résultats au niveau des résultats spécifiques du budget-plan intégré, et deuxièmement, les résultats au niveau des objectifs stratégiques spécifiques du système des Nations Unies. En reliant chacun des résultats du budget-plan intégré à un objectif spécifique du système des Nations Unies, le plan tient compte du fait qu'il pourrait être nécessaire que plusieurs des ou tous les coparrainants et le Secrétariat – travaillant ensemble à différents niveaux ou dans des combinaisons différentes – fassent des efforts pour atteindre un objectif stratégique particulier du système des Nations Unies.

Figure 2: Schéma des liens entre les résultats du budget-plan intégré et les objectifs du Plan stratégique



La responsabilité organisationnelle des résultats doit en conséquence être évaluée à la fois au niveau des résultats du budget-plan intégré et au niveau des résultats intermédiaires. Au niveau des résultats du budget-plan intégré, les efforts doivent être définis en termes de résultats pratiques et imputables. Les indicateurs quantitatifs et qualitatifs de performance mis en place par chaque coparrainant pour mesurer le niveau de réalisation de ces résultats sont définis pour chaque résultat du budget-plan intégré et inclus dans le document de conférence qui sera remis lors de la réunion du CCP de mai-juin 2001. Des indicateurs plus détaillés des résultats et des performances seront définis au sein de chacun des plans de travail. Une assistance technique peut être obtenue auprès du Secrétariat ou du Groupe spécial d'Évaluation des coparrainants pour aider à élaborer de manière plus approfondie et affiner la spécification des résultats et les indicateurs de performance.

Bien que la responsabilité d'ensemble de la réalisation d'un suivi régulier et d'évaluations périodiques incombe au Secrétariat, le suivi des performances de résultats spécifiques atteints par rapport aux résultats du budget-plan intégré incombe à chacun des coparrainants ou à une entité du Secrétariat chargée de la gestion des ressources associées. Au niveau des résultats intermédiaires et des objectifs stratégiques du système des Nations Unies, le suivi des performances et l'évaluation des résultats incombent au Secrétariat ainsi qu'au Groupe spécial d'Évaluation des coparrainants.

## 2. Niveau de responsabilité des résultats et des impacts finaux

La responsabilité organisationnelle du système des Nations Unies aux niveaux des résultats et des impacts finaux ne peut être évaluée qu'indirectement. Il y a une hypothèse implicite dans le choix des objectifs stratégiques du système des Nations Unies selon laquelle leur réalisation peut contribuer de manière significative aux résultats d'actions et de ressources nationales, régionales et mondiales élargies. Le plan d'évaluation de l'ONUSIDA insistera sur un

élargissement des partenariats incluant d'autres partenaires techniques pour tester ces hypothèses et fournir des motifs plus rationnels pour redéfinir les priorités.

De même, bien qu'il soit généralement reconnu que des ripostes élargies au niveau des résultats se transformeront directement en succès au niveau des impacts finaux, des efforts d'évaluation permanents sont nécessaires pour valider les hypothèses de travail et appuyer des prises de décisions plus stratégiques. C'est pour cela que l'amélioration des capacités du système des Nations Unies et des partenaires nationaux et internationaux en matière d'informations stratégiques demeure une priorité absolue. Le Système d'information sur les ripostes pays, actuellement en cours d'élaboration par le Secrétariat, reliera les informations épidémiologiques, sur les ripostes programmatiques, sur le suivi des ressources et d'autres informations pertinentes afin de fournir aux partenaires nationaux et internationaux des apports d'évaluation clé pour leurs prises de décisions.

### 3. Evaluation et suivi des performances

Trois principaux instruments seront utilisés pour fournir en temps voulu des informations de suivi et d'évaluation sur la mise en œuvre du budget-plan intégré :

- **Le Rapport annuel d'évaluation de l'ONUSIDA** fournira aux partenaires collaborant des informations analytiques et synthétiques détaillées sur les résultats d'évaluation et les progrès dans la mise en œuvre du budget-plan intégré. Celui-ci développera de manière substantielle les conclusions d'évaluation résumées actuellement incluses dans le Rapport du Directeur exécutif au CCP et dans le Rapport d'activité bisannuel de l'ONUSIDA au CCP et à l'ECOSOC. Le Rapport annuel d'évaluation de l'ONUSIDA inclura également un rapport de situation sur les efforts à l'appui des coparrainants de l'ONUSIDA et des programmes nationaux de lutte contre le SIDA dans l'élaboration de leurs plans de suivi et d'évaluation à l'échelon des pays. En outre, le Rapport annuel d'évaluation de l'ONUSIDA inclura des rapports de situation et des conclusions résumées tirées du Rapport sur le suivi des performances de l'ONUSIDA et l'Evaluation annuelle des Groupes thématiques de l'ONUSIDA.
- **Rapport sur le suivi des performances de l'ONUSIDA.** Ce document de travail, auquel les administrateurs des coparrainants et du Secrétariat de l'ONUSIDA peuvent actuellement avoir accès, est une compilation : d'actualisations des performances annuelles dans plus de 50 domaines d'activité thématiques, fonctionnels et régionaux au sein du Programme, des rapports semestriels des administrateurs du Secrétariat sur leurs indicateurs de résultat du budget-plan intégré, et des rapports annuels des administrateurs des coparrainants sur les indicateurs de résultat du budget-plan intégré.
- **Evaluation annuelle des Groupes thématiques de l'ONUSIDA.** L'évaluation annuelle du Groupe thématique des Nations Unies sur le VIH/SIDA suit les impacts et les résultats à l'appui des efforts nationaux de lutte contre le VIH/SIDA, y compris l'état d'avancement de l'élaboration et de la mise en œuvre à l'échelon des pays de Plans de travail intégrés sur le VIH/SIDA pour le système des Nations Unies. Les Plans de travail intégrés et les Plans stratégiques nationaux compilés seront également mis à la disposition des partenaires et collaborateurs de l'ONUSIDA via l'espace électronique de l'ONUSIDA.

#### 4. Ressources de l'ONUSIDA pour l'évaluation et le suivi des performances

Les ressources de l'ONUSIDA en matière d'évaluation incluent : l'Unité Evaluation du Secrétariat, l'Unité Planification et suivi des résultats, et l'Unité Suivi des ressources, le Groupe sur les ressources d'évaluation et de suivi de l'ONUSIDA, le Groupe spécial d'Evaluation des coparrainants, le Groupe d'appui à l'évaluation des pays, les réseaux de ressources d'évaluation régionaux et mondiaux financés par le budget-plan intégré, et des projets d'appui à l'évaluation plus ciblés dans différents domaines thématiques spécifiques, tels que l'appui d'évaluation aux programmes pour les jeunes en Afrique australe financé par la Fondation des Nations Unies.

- **Groupe spécial d'Evaluation des coparrainants.** Pour aider à orienter et fournir un appui et une certaine cohérence aux efforts globaux d'évaluation de l'ONUSIDA, un Groupe spécial d'Evaluation des coparrainants a été mis en place ; il est très étroitement lié au Groupe de référence pour le suivi et l'évaluation de l'ONUSIDA (MERG) et au Groupe de travail interinstitutions des Nations Unies sur l'évaluation. Les membres du Groupe de travail aideront leurs propres points focaux de programme de lutte contre le VIH/SIDA en matière d'examen et d'appui, en intégrant le cadre d'évaluation de l'ONUSIDA dans leur travail, y compris en affinant les résultats de leur propre budget-plan intégré et l'élaboration d'indicateurs de suivi des performances appropriés. Le Groupe de travail aidera également à l'élaboration de systèmes de suivi efficaces au niveau mondial, au plan régional et à l'échelon des pays, et de systèmes d'examen internes pour un meilleur apprentissage organisationnel et un meilleur partage des informations sur le VIH/SIDA. En outre, le Groupe spécial d'Evaluation des coparrainants supervisera une évaluation plus approfondie des performances du système des Nations Unies à l'échelon des pays en mettant en place des Groupes de travail intégrés sur le VIH/SIDA, notamment par le biais d'études de cas de pays communes dans certains pays pour compléter l'Evaluation annuelle du Groupe thématique actuelle.
- **Groupe de référence pour le suivi et l'évaluation de l'ONUSIDA (MERG).** Les travaux du Groupe spécial d'Evaluation des coparrainants pour élaborer et renforcer une fonction d'évaluation indépendante pour une meilleure responsabilisation et un meilleur apprentissage organisationnel, et pour proposer un calendrier de recherche et d'évaluation thématique commun, seront réalisés dans le cadre du Groupe de référence sur le suivi et l'évaluation de l'ONUSIDA (MERG). Grâce à son large éventail de participants spécialistes de l'évaluation nationaux, d'organismes bilatéraux et indépendants, le MERG est le mieux placé pour aider à l'harmonisation des approches de suivi et d'évaluation parmi les organismes collaborant et à l'élaboration de méthodes efficaces de suivi et d'évaluation de la riposte à l'épidémie.
- **Groupe d'appui aux pays en matière d'évaluation.** Pour que les coparrainants de l'ONUSIDA puissent mieux évaluer les ressources nécessaires pour un suivi et une évaluation du programme d'un pays, un Groupe d'appui aux pays en matière d'évaluation, financé par une contribution de la Banque mondiale au budget-plan intégré, sera mis en place pendant l'exercice biennal 2002-2003. Le Groupe d'appui aux pays en matière d'évaluation collaborera étroitement avec et viendra compléter les travaux renforcés d'appui en matière de suivi des performances et d'évaluation des Conseillers de Programme (ONUSIDA) dans les Pays.

- **Unité Evaluation du Secrétariat de l'ONUSIDA.** A l'appui de ces efforts, l'Unité Evaluation du Secrétariat de l'ONUSIDA concentrera ses ressources sur l'élaboration de systèmes de partage des informations, des rapports d'évaluation et des conclusions, en soutenant les réseaux de ressources techniques d'évaluation et de suivi régionaux, et en mobilisant les ressources d'évaluation nécessaires pour orienter un riposte élargie contre le VIH/SIDA.

## G. Vue d'ensemble et structure du budget-plan de travail intégré pour 2002 - 2003

### 1. Comparaison entre la proposition de budget-plan intégré pour 2002 - 2003 et le budget-plan intégré de 2000-2001

Bien que la proposition de budget-plan intégré pour 2002-2003 s'appuie sur le budget-plan intégré de 2000-2001 et lui ressemble à de nombreux égards, il existe plusieurs différences importantes concernant le contexte de la planification, le processus et le résultat éventuel de l'élaboration du budget-plan intégré. Ces différences incluent :

- **Clarification plus poussée des priorités et des rôles.** A quelques exceptions près, le présent processus d'élaboration du budget-plan intégré bénéficie d'une clarification plus poussée des priorités et des rôles de ses participants. Ceci est notamment une conséquence du Cadre stratégique mondial, du processus en tandem d'élaboration du Plan stratégique du système des Nations Unies pour 2001-2005 et de l'élaboration de stratégies institutionnelles associées par plusieurs coparrainants. En outre, certains coparrainants ont renforcé leurs capacités dans des domaines techniques prioritaires. Ceci s'est accompagné d'un processus parallèle de réalignement de la structure et des fonctions du Secrétariat, soulignant trois fonctions clés, à savoir : leadership stratégique et coordination des politiques, mobilisation des ressources politiques, sociales et programmatiques, et amélioration de l'accès à des informations stratégiques.
- **Intégration plus complète.** Le budget-plan intégré inclut toutes les activités des coparrainants et du Secrétariat en rapport avec le VIH/SIDA aux niveaux mondial et régional, y compris leurs budgets réguliers/ressources générales. Toutes les activités du Secrétariat sont incluses dans la composante de base du budget. Le Programme des Nations Unies pour le Contrôle International des Drogues est désormais inclus dans le budget-plan intégré. En outre, la Banque mondiale participe maintenant complètement à l'élaboration du budget-plan de travail intégré.

Le budget-plan intégré inclut une « composante budget de base » dont la mobilisation incombe principalement au Secrétariat de l'ONUSIDA ainsi qu'une « composante budget supplémentaire » dont la mobilisation incombera principalement aux coparrainants. En outre, les estimations des dépenses à l'échelon des pays des coparrainants sont également incluses dans le budget-plan intégré.

- **Outils plus performants pour le partage des informations.** Les informations concernant le budget-plan intégré peuvent être consultées grâce à un système d'information accessible via Internet qui intègre complètement les propositions individuelles de budget-plan intégré de chaque organisme et de chaque unité de gestion desdits organismes. Le « système de transparence » permet aux coparrainants d'examiner et d'harmoniser entre eux les impacts de leur budget-plan intégré. En effet, ils fournissent tous une « image complète » des activités, des informations financières

et des indicateurs de suivi des performances de leur propre budget-plan intégré. La base de données du budget-plan est davantage intégrée grâce à des forums à accès limité qui permettent des discussions d'harmonisation entre les organismes ou au sein de chaque organisme par l'intermédiaire des Equipes de travail interinstitutions régionales ou thématiques, discussions dont l'accès est contrôlé par un mot de passe. Les demandes d'avances sur le budget-plan intégré et les rapports sur l'utilisation des fonds peuvent être transmis par les coparrainants via Internet. Le système sera également perfectionné pour permettre un meilleur suivi des performances au niveau des résultats du budget-plan intégré pendant le prochain exercice biennal.

- **Ressources supplémentaires.** L'augmentation de 36 % de la composante de base du budget-plan intégré pour 2002-2003 par rapport au budget-plan 2000-2001 inclut un doublement des ressources des coparrainants et une allocation accrue des ressources gérées au niveau régional, laquelle passe de 18 % en 2000-2001 à 42 % pour l'exercice biennal 2002-2003.

## 2. Structure du budget-plan intégré

Le budget-plan de travail intégré pour 2002-2003 est divisé en trois sections :

- La Section I de la proposition de budget-plan intégré présente une vue d'ensemble de celui-ci, le cadre de suivi et d'évaluation du budget-plan intégré, et le processus convenu par l'intermédiaire duquel harmoniser davantage les activités des coparrainants et du Secrétariat au niveau régional.
- La Section II présente une synthèse des propositions de budget pour neuf domaines d'activité distincts. Elle relie ces domaines d'activité aux buts, cibles et objectifs stratégiques du système des Nations Unies élaborés au sein du Plan stratégique du système des Nations Unies pour 2001-2005, et décrit les principaux résultats que les coparrainants et autres organismes des Nations Unies prévoient chacun d'atteindre pendant l'exercice biennal.
- La Section III inclut un résumé de la stratégie d'ensemble et des allocations des ressources de chacun des coparrainants et du Secrétariat de l'ONUSIDA ainsi que des activités interinstitutions et autres activités des Nations Unies qui entrent dans le cadre du budget-plan intégré.

Les impacts spécifiques du budget-plan intégré de chacun des coparrainants, du Secrétariat et des autres organismes des Nations Unies sont regroupés – ainsi que des indicateurs des niveaux d'impact du budget-plan intégré destinés à suivre les progrès – dans un document distinct.

## 3. Répartition des ressources au sein du budget-plan intégré

Le Secrétariat et les coparrainants de l'ONUSIDA estiment qu'un budget total de US\$ 378 millions est nécessaire pour les activités mondiales et régionales des coparrainants et du Secrétariat de l'ONUSIDA à l'appui d'une riposte élargie contre le VIH/SIDA pendant l'exercice biennal 2002-2003.

Ce montant total de **US\$ 378 millions** inclut :

- **US\$ 68 millions** de ressources des coparrainants, qui incluent toutes leurs activités en rapport avec le VIH/SIDA financées sur leurs propres budgets réguliers/ressources générales.
- **US\$ 190 millions** de « ressources de base du budget-plan intégré », destinés aux activités programmatiques visant à améliorer l'effort collectif de l'ONUSIDA à l'appui d'une riposte élargie contre le VIH/SIDA à l'échelon des pays.
- **US\$ 120 millions** de « ressources supplémentaires du budget-plan intégré », couvrant les autres activités programmatiques essentielles des coparrainants et des autres organismes des Nations Unies visant à fournir un appui supplémentaire à une riposte élargie contre le VIH/SIDA.

Le montant global de US\$ 190 millions pour la composante de base du budget-plan intégré pour 2002 - 2003 est réparti comme indiqué dans le Tableau 1 ci-dessous.

**Tableau 1** : Proposition de budget de base de l'ONUSIDA pour 2002 - 2003

	<b>En milliers d'US\$</b>	<b>%</b>
<b>Coparrainants</b>	65.200	34 %
<b>Interinstitutions</b>	41.800	22 %
<b>Activités du Secrétariat</b>	48.510	26 %
<b>Postes du Secrétariat</b>	34.490	18 %
<b>TOTAL</b>	<b>190.000</b>	<b>100 %</b>

La répartition de la composante de base du budget-plan intégré pour 2002-2003 par domaine d'activité est présentée dans le Tableau 2 ci-dessous. Vous trouverez de plus amples informations concernant la répartition des ressources de base du budget-plan intégré par domaine d'activité et entre les coparrainants et le Secrétariat de l'ONUSIDA dans les Sections II et III.

**Tableau 2** : Répartition des ressources de base du budget-plan intégré par domaine d'activité

<b>Domaines d'activité</b>	<b>Total en milliers d'US\$</b>	<b>% du total</b>
1. Garantir une riposte extraordinaire à l'épidémie		
1.1 Mobiliser l'appui politique et public	<b>11.116</b>	<b>6</b>
1.2 Mobilisation du système des Nations Unies, planification, suivi et évaluation des performances	<b>9.573</b>	<b>5</b>
1.3 Renforcement de la coordination et de la planification stratégique nationale	<b>48.654</b>	<b>26</b>
1.4 Informations stratégiques et épidémiologiques	<b>8.204</b>	<b>4</b>
1.5 Mobilisation de ressources financières	<b>9.479</b>	<b>5</b>
1.6 Appui technique et à la stratégie régionale	<b>12.120</b>	<b>6</b>
2. Questions communes à tous les domaines dans une riposte élargie	<b>2.751</b>	<b>1</b>
3. Protéger les enfants et les jeunes de l'épidémie et de son impact	<b>18.810</b>	<b>10</b>
4. S'occuper de ceux qui sont les plus vulnérables et les plus exposés au risque d'infection à VIH	<b>5.956</b>	<b>3</b>
5. Prise en charge et soutien des individus, des ménages et des communautés affectés par le VIH/SIDA	<b>8.500</b>	<b>5</b>
6. Recherche opérationnelle et biomédicale	<b>5.295</b>	<b>3</b>
7. Ressources humaines et capacités institutionnelles dans les secteurs clés	<b>11.238</b>	<b>6</b>
8. Politiques, législations et programmes pour s'attaquer au VIH/SIDA et à ses effets socio-économiques	<b>14.049</b>	<b>7</b>
9. Direction, gestion et administration	<b>24.255</b>	<b>13</b>
<b>TOTAL</b>	<b>190.000</b>	<b>100</b>

La répartition mondiale et régionale de la composante de base du budget-plan intégré pour 2002-2003 entre les coparrainants et le Secrétariat de l'ONUSIDA est présentée dans les Tableaux 3a et 3b ci-dessous. Les ressources régionales incluent celles allouées aux bureaux/équipes régionales ou aux divisions/bureaux des sièges sociaux régionaux des coparrainants et du Secrétariat de l'ONUSIDA. Vous trouverez de plus amples informations concernant la répartition mondiale et régionale des ressources de base du budget-plan intégré entre les différents coparrainants et le Secrétariat de l'ONUSIDA dans les Sections II et III.

**Tableau 3a** : Répartition des ressources de base du budget-plan intégré entre les unités de gestion mondiales et régionales (en milliers d'US\$)

	Afrique	Moyen Orient/A.N.	Asie*	Amériques	Europe et CEI*	Total régional	Total mondial	Total
<b>Secrétariat</b>	13,330	830	7,639	3,925	1,500	27,224	55,776	<b>83,000</b>
<b>UNICEF</b>	1,750	750	3,900	1,400	1,200	9,000	5,500	<b>14,500</b>
<b>PNUD</b>	3,245	0	708	865	580	5,398	2,402	<b>7,800</b>
<b>FNUAP</b>	3,320	819	2,855	949	767	8,710	2,290	<b>11,000</b>
<b>UNESCO</b>	685	0	0	0	400	1,085	2,915	<b>4,000</b>
<b>OMS**</b>	0	0	0	0	0	0	19,500	<b>19,500</b>
<b>Banque mondiale</b>	2,300	100	1,050	400	250	4,100	1,600	<b>5,700</b>
<b>PNUCID</b>	250	0	875	500	875	2,500	200	<b>2,700</b>
<b>Interinstitutions</b>	11,202	102	5,248	3,633	1,615	21,800	20,000	<b>41,800</b>
<b>Total</b>	<b>36,082</b>	<b>1,771</b>	<b>23,105</b>	<b>13,172</b>	<b>5,687</b>	<b>79,817</b>	<b>110,183</b>	<b>190,000</b>

\*La colonne Asie exclut l'Asie centrale, laquelle est incluse dans la colonne Europe et CEI

\*\*Répartition régionale non disponible

**Tableau 3b** : Répartition des ressources de base du budget-plan intégré entre les unités de gestion mondiales et régionales (en pourcentage)

	Afrique	Moyen Orient/A.N.	Asie*	Amériques	Europe et CEI*	Total régional	Total mondial	Total
<b>Secrétariat</b>	16%	1%	9%	5%	2%	33%	67%	100%
<b>UNICEF</b>	12%	5%	27%	10%	8%	62%	38%	100%
<b>PNUD</b>	42%	0%	9%	11%	7%	69%	31%	100%
<b>FNUAP</b>	30%	7%	26%	9%	7%	79%	21%	100%
<b>UNESCO</b>	17%	0%	0%	0%	10%	27%	73%	100%
<b>OMS**</b>	0%	0%	0%	0%	0%	0%	100%	100%
<b>Banque mondiale</b>	40%	2%	18%	7%	4%	72%	28%	100%
<b>PNUCID</b>	9%	0%	32%	19%	32%	93%	7%	100%
<b>Interinstitutions</b>	27%	0%	13%	9%	4%	52%	48%	100%
<b>Moyenne</b>	<b>19%</b>	<b>1%</b>	<b>12%</b>	<b>7%</b>	<b>3%</b>	<b>42%</b>	<b>58%</b>	<b>100%</b>

\*La colonne Asie exclut l'Asie centrale, laquelle est incluse dans la colonne Europe et CEI.

\*\*Répartition régionale non disponible

Le montant global et la répartition de la composante supplémentaire du budget-plan intégré pour 2002-2003 sont présentés dans le Tableau 4 ci-dessous. Vous trouverez de plus amples informations concernant la répartition des ressources de base du budget-plan intégré, des ressources supplémentaires du budget-plan intégré et des ressources des coparrainants entre les différents coparrainants et le Secrétariat de l'ONUSIDA, par domaine d'activité, par zone géographique des activités (région/monde) et par unité de gestion dans les Sections II et III.

**Tableau 4 :** Répartition des ressources de base du budget-plan intégré, des ressources supplémentaires du budget-plan intégré et des ressources des coparrainants entre les différents organismes (en milliers d'US\$)

Organisme	Ressources de l'organisme à l'échelon des pays	Ressources de l'organisme aux niveaux mondial et régional	Proposition de budget-plan intégré de base total	Proposition de budget-plan intégré supplémentaire total	Total des ressources mondiales et régionales
<b>Secrétariat</b>	Sans objet	Sans objet	83.000	Sans objet	83.000
<b>PNUCID</b>	21.400	4.509	2.700	6.463	13.672
<b>PNUD</b>	120.000	16.600	7.800	24.000	48.400
<b>UNESCO</b>	Non disponible	2.180	4.000	4.750	10.930
<b>FNUAP</b>	62.000	14.080	11.000	14.500	39.580
<b>UNICEF</b>	100.000	15.000	14.500	20.300	49.800
<b>OMS</b>	50.000	9.845	19.500	30.000	59.345
<b>Banque mondiale</b>	Voir ci-dessous	5.800	5.700	8.500	20.000
<b>Interinstitutions</b>	Composante du budget-plan intégré	Sans objet	41.800	2.000	43.800
<b>Autres organismes des Nations Unies</b>	Non disponible	Non disponible	Sans objet	10.000	10.000
<b>TOTAL</b>	<b>353.400</b>	<b>68.014</b>	<b>190.000</b>	<b>120.513</b>	<b>378.527</b>

Le Tableau 4 inclut les estimations des dépenses des coparrainants affectées à l'échelon des pays à des activités *spécifiques de lutte contre le VIH/SIDA* ainsi qu'à des activités qui (a) incluent le VIH/SIDA en tant que composante *intégrée*, ou (b) ont un effet indirect sur le VIH/SIDA par le biais de résultats qui viennent à *l'appui* des efforts de lutte contre le VIH/SIDA. Les deux dernières catégories de dépenses ont été calculées en pourcentage du budget total dans des domaines ayant un rapport fort avec la question du VIH/SIDA, tels que la santé reproductive dans le cas du FNUAP, ou la réduction de la demande de drogues dans le cas du PNUCID. Outre les estimations des dépenses des coparrainants à l'échelon des pays incluses dans le Tableau à approuver 4, il est prévu que les prêts de la Banque mondiale destinés à de nouveaux projets et composantes en rapport avec le VIH/SIDA en 2002-2003 (nouveaux engagements) soient de US\$ 580 millions par an sous forme de crédits IDA et de US\$ 170 millions sous forme de prêts BIRD<sup>9</sup>.

L'estimation des dépenses des coparrainants à l'échelon des pays pose un certain nombre de difficultés méthodologiques et les chiffres figurant dans le Tableau à approuver 4 doivent être considérés comme des estimations préliminaires. Plusieurs coparrainants ont seulement été capables d'estimer les dépenses dans certains domaines clés, celles d'autres domaines restant

<sup>9</sup> Les crédits IDA (Association Internationale de Développement) sont extrêmement avantageux : il n'y a pas d'intérêt et la composante subvention représente de 65 à 70 pour-cent. La BIRD (Banque internationale pour la reconstruction et le développement) utilise les taux en vigueur sur le marché. Les emprunteurs peuvent choisir des produits de prêt cohérents avec leur stratégie de gestion de la dette et adaptés à leurs capacités de service de la dette.

à évaluer – dans le cas de l'UNICEF, par exemple, celles qui concernent le renforcement des systèmes de santé et l'éducation des jeunes filles. Les coparrainants poursuivent leurs efforts pour affiner leurs estimations avec le soutien méthodologique du Secrétariat. L'une des principales difficultés est le *mainstreaming* ou intégration accru(e) du VIH/SIDA dans différents secteurs et autres activités des coparrainants – du fait d'une concentration accrue des coparrainants sur la question du VIH/SIDA – ce qui rend l'évaluation des dépenses affectées ou liées à la lutte contre le VIH/SIDA plus difficile. L'une des autres difficultés est que les travaux en rapport avec le VIH/SIDA des coparrainants à l'échelon des pays sont, dans une large mesure, basés sur des contributions volontaires, lesquelles sont difficiles à estimer avec précision avant qu'elles ne soient engagées.

Les premières estimations des dépenses à l'échelon des pays ont été évaluées pour les catégories telles qu'indiquées dans le Tableau 5.

**Tableau 5** : Estimations des dépenses en rapport avec le VIH/SIDA à l'échelon des pays

Catégorie	Attribution du financement	Description
<b>Activités spécifiques de lutte contre le VIH/SIDA</b>	Attribuable à <b>100 %</b> à la lutte contre le VIH/SIDA	Inclut des activités principalement axées sur la réalisation de résultats en rapport avec le VIH/SIDA, indépendamment de leurs autres avantages.  <i>Quelques exemples</i> : Elaboration de politiques et de stratégies en rapport avec le VIH/SIDA, projets d'information publique et d'éducation spécifiquement liés au VIH/SIDA, dépistage et conseil volontaires, traitement des infections opportunistes liées au VIH/SIDA, prise en charge des et appui aux enfants affectés par le VIH/SIDA.
<b>Le VIH/SIDA est une composante intégrée des activités</b>	Attribuable à <b>moins de 100 %</b> à la lutte contre le VIH/SIDA d'après le contenu du projet	Inclut des activités axées sur la réalisation de résultats multiples dont les résultats en rapport avec le VIH/SIDA sont un paramètre principal.  <i>Quelques exemples</i> : éducation aux compétences psychosociales, services de santé reproductive pour les populations hautement vulnérables, prévention de la consommation de drogues injectables parmi les jeunes.
<b>Activités venant à l'appui de la lutte contre le VIH/SIDA</b>	Attribuable à <b>moins de 50 %</b> à la lutte contre le VIH/SIDA d'après le résultat du projet en rapport avec le VIH/SIDA	Inclut des activités ayant des résultats en rapport avec le VIH/SIDA plus marginaux, sauf dans les pays fortement endémiques dans lesquels elles peuvent être essentielles pour permettre des activités liées au VIH/SIDA plus ciblées.  <i>Quelques exemples</i> : programmes favorisant l'égalité entre les sexes (tels qu'une scolarisation accrue des jeunes filles dans le secondaire), élaboration de médias communautaires, renforcement des capacités des systèmes de soins, renforcement des capacités des services sociaux et juridiques.

## **S E C T I O N   I I**

### **S Y N T H E S E   D E S   P R O P O S I T I O N S D E   B U D G E T   P A R   D O M A I N E D ' A C T I V I T E**

## 1. GARANTIR UNE RIPOSTE EXTRAORDINAIRE A L'EPIDEMIE

Répartition par domaine d'action, pour garantir une riposte extraordinaire à l'épidémie

	Domaine d'intervention	Ressources des Coparrainants	Ressources du BPTI		Total général
			De base	Supplémentaires	
1.1	Mobiliser un soutien politique et public	1,025	11,116	1,150	13,291
1.2	Mobilisation, planification, suivi et évaluation des résultats, au niveau du système des Nations Unies	400	9,573	2,900	12,873
1.3	Renforcement de la planification stratégique et de la coordination au niveau national	600	48,654	11,600	60,854
1.4	Information épidémiologique et stratégique	480	8,204	2,720	11,404
1.5	Mobilisation de ressources financières	2,900	9,479	1,600	13,979
1.6	Stratégie régionale et soutien technique	1,026	12,120	7,939	21,085
	<b>Total</b>	<b>6,431</b>	<b>99,146</b>	<b>27,909</b>	<b>133,486</b>

(en milliers d'US\$)

### 1.1 Objectifs stratégiques du système des Nations Unies, pour garantir une riposte extraordinaire

Les objectifs stratégiques pour le système des Nations Unies fixés en vue d'atteindre les objectifs de résultat mondiaux sont développés dans le Plan stratégique onusien pour 2001-2005.

1. Mobiliser plus efficacement le soutien mondial, politique et public, y compris celui des leaders au plus haut niveau, pour agir contre l'épidémie.
2. Obtenir l'engagement sans réserve du leadership du système des Nations Unies, ainsi que ses ressources en matière de politiques et de programmes, pour s'attaquer au VIH/SIDA.
3. Renforcer les partenariats institutionnels permettant de produire l'information épidémiologique nécessaire pour piloter la riposte à l'épidémie.
4. Mobiliser et coordonner un appui international accru en faveur des efforts déployés au niveau national pour formuler et mettre en œuvre des Plans stratégiques nationaux sur le VIH/SIDA.
5. Mobiliser et contribuer à canaliser les ressources financières et techniques nécessaires à des ripostes nationales urgentes et élargies.
6. Encourager les partenaires régionaux à collaborer à la mise en place de mécanismes et à l'élaboration de stratégies régionales à l'appui des efforts déployés par les pays pour combattre le VIH/SIDA.

## 1.2 Action de l'ONUSIDA

Répartition par organisme/programme, pour garantir une riposte extraordinaire à l'épidémie

Organisme/Programme	Ressources des Coparrainants	Ressources BPTI		Total général
		De base	Supplémentaires	
UNICEF	0	1,035	2,550	3,585
PNUD	0	3,820	11,950	15,770
FNUAP	1,350	400	0	1,750
UNESCO	375	250	400	1,025
PNUCID	1,506	875	2,259	4,640
OMS	0	2,000	2,000	4,000
BANQUE MONDIALE	3,200	2,900	4,750	10,850
Autres organismes des Nations Unies	0	0	2,000	2,000
Interinstitutions	0	37,800	2,000	39,800
Secrétariat	0	50,066	0	50,066
<b>Total</b>	<b>6,431</b>	<b>99,146</b>	<b>27,909</b>	<b>133,486</b>

(en milliers d'US\$)

Dans le cadre du BPTI et au niveau « réalisations », les résultats des Coparrainants et du Secrétariat de l'ONUSIDA, qui contribueront à la réalisation des objectifs du système des Nations Unies, sont décrits ci-après.

Grâce aux travaux du **PNUD** et de ses partenaires, on attend les résultats suivants :

- Des plans stratégiques nationaux améliorés, incluant des actions multisectorielles, à grande échelle, orientées vers les résultats, qui intègrent les questions relatives au VIH/SIDA dans les budgets et les politiques macro-économiques, avec un éventail élargi de partenaires engagés dans une riposte coordonnée contre l'épidémie.
- Un meilleur accès à l'échelon pays aux services d'appui au développement des politiques et des programmes à l'échelon mondial et régional.
- Une capacité renforcée des processus CCA/UNDAF à s'attaquer à l'épidémie avec toute l'efficacité voulue et offrir aux pays un soutien en matière de politique afin qu'ils tirent parti au maximum du produit de l'allègement de la dette.
- Un potentiel renforcé dans les pays les plus durement touchés, pour relever le défi de la direction de la lutte contre l'épidémie dans ces pays.
- Des partenariats et un financement au niveau local renforcés de par les liens avec les mécanismes financiers à l'échelle micro et un meilleur accès à l'information.
- Le développement de réseaux dans et entre les régions pour tous les domaines d'intervention, en insistant sur la collaboration technique parmi les pays en développement.

Grâce aux travaux de l'**OMS** et de ses partenaires, on attend les résultats suivants :

- Un meilleur accès, à l'échelle mondiale, à l'information épidémiologique sur les tendances temporelles et géographiques de l'épidémie de VIH/SIDA
- Une collaboration solide avec les Coparrainants de l'ONUSIDA, les autres organisations des Nations Unies et autres partenaires, afin de faciliter l'adoption massive d'une stratégie pour le secteur de la santé, dans le but d'aider les pays à renforcer leur action nationale contre le VIH/SIDA et à développer considérablement leur potentiel de façon à offrir systématiquement des interventions à ceux qui en ont besoin.
- Des systèmes renforcés de surveillance au niveau national, et un meilleur soutien aux niveaux régional et mondial pour l'analyse et la diffusion des données de surveillance.
- Des systèmes pour suivre l'information sur la prévalence et l'incidence des autres infections sexuellement transmissibles et utiliser les données en la matière aux fins de la surveillance du VIH.

Grâce aux travaux de la **Banque mondiale** et de ses partenaires, on attend les résultats suivants :

- Un meilleur accès aux analyses, aux comptes-rendus et au matériel de plaidoyer, pour utilisation dans les briefings, les ateliers, les discours à haut niveau, les réunions et consultations, permettant de soutenir le plaidoyer au niveau mondial dans les secteurs de la planification et du financement économiques ainsi que dans les secteurs clés relatifs aux prêts de la Banque mondiale.
- Des mécanismes financiers novateurs au niveau mondial pour la programmation VIH/SIDA, et notamment ceux qui sont nécessaires pour stimuler la demande et l'offre de vaccins, de microbicides et d'autres produits publics clés.
- L'accès aux services techniques et politiques, permettant aux programmes de pays des Coparrainants de l'ONUSIDA, d'introduire des mécanismes financiers novateurs, notamment des mécanismes financiers au niveau communautaire et à l'échelle macro, et les modules de développement pour la prise en compte du VIH/SIDA dans les cadres stratégiques pour la réduction de la pauvreté (ex : accords relatifs aux pays pauvres très endettés), les stratégies d'assistance et autres, en Asie du Sud et en Afrique.
- Des mécanismes régionaux renforcés pour l'élaboration d'outils et de stratégies de suivi et d'évaluation à l'appui du programme de pays des Coparrainants de l'ONUSIDA.
- Un accès considérablement élargi à l'échelon pays, pour les Coparrainants de l'ONUSIDA, aux ressources techniques de suivi et d'évaluation nécessaires pour améliorer la conception et les comptes-rendus d'activité des programmes orientés vers les résultats à l'échelon pays dans les régions d'Asie du Sud, d'Afrique, d'Amérique Latine et des Caraïbes.

Grâce aux travaux de l'UNICEF et de ses partenaires, on attend les résultats suivants :

- Une plus grande prise de conscience, de la part des dirigeants politiques et de la communauté internationale, des effets du VIH/SIDA sur les enfants à l'échelle mondiale.
- Un accès facilité pour les médias et autres partenaires mondiaux à la documentation, une intensification des relations avec les médias, et l'élaboration d'une stratégie de plaidoyer pour la planification et la mise en œuvre de programmes VIH/SIDA ainsi que la diffusion des meilleures pratiques en vue de développer les programmes s'attaquant aux problèmes des enfants.
- Un renforcement des processus et produits stratégiques à l'échelle régionale à l'appui des efforts nationaux, dans les régions les plus touchées, dans le domaine de la mobilisation sociale et du plaidoyer pour les jeunes, de la prévention et de la prise en charge du VIH/SIDA et de l'élaboration de stratégies visant à élargir la couverture dans les milieux économiquement faibles.
- Une intensification de l'appui au travail de développement de l'accès à l'échelon pays aux matériels et à l'assistance techniques, par le biais d'une formation et d'une consultation au niveau subrégional, la constitution de réseaux régionaux, et une accélération de la distribution des matériels sur les meilleures pratiques.

Grâce aux travaux du PNUCID et de ses partenaires, on attend les résultats suivants :

- La cartographie et l'évaluation des facteurs de risques liés à la drogue, afin de caractériser la physionomie et la dynamique de l'infection à VIH ainsi que de la riposte en Asie, Afrique, Europe centrale et orientale, et Amérique Latine.
- Un soutien aux processus d'élaboration de stratégies nationales notamment en Asie du Sud Est, en Asie du Sud, et dans les sub-régions du cône australe.
- La création de groupes de travail régionaux offrant un cadre où définir les priorités, proposer des stratégies, des principes directeurs ainsi que des options pour l'action concertée en matière de politiques et de programmes sur la prévention du VIH/SIDA eu égard à la consommation de drogues.

Grâce aux travaux du FNUAP et de ses partenaires, on attend les résultats suivants :

- Un meilleur suivi à l'échelle mondiale, et l'analyse de l'information, concernant les mouvements de ressources des donateurs pour les activités menées en collaboration avec le Secrétariat de l'ONUSIDA et les organismes collaborateurs.
- Un meilleur accès, à l'échelon pays, à l'appui technique dans le domaine du développement des capacités des programmes de santé reproductive, de la transmission de savoir, du plaidoyer, de la recherche et de l'évaluation.
- Une plus grande prise de conscience chez les décideurs, et notamment les parlementaires des régions d'Amérique Latine et des Caraïbes, des effets des MST/du VIH/SIDA sur la santé sexuelle et reproductive et les droits en la matière.

Grâce aux travaux de l'**UNESCO** et de ses partenaires, on attend les résultats suivants :

- L'engagement actif dans l'action contre le VIH/SIDA d'un nombre nettement plus élevé de ministères, d'organismes et d'organisations non gouvernementales (ONG) oeuvrant dans les domaines de l'éducation, de la communication, des sports et de la culture.

Les résultats spécifiques auxquels parvenir grâce aux initiatives **interinstitutions** sont les suivants :

- Un meilleur accès aux services de conception et de planification programmatiques permettant au système des Nations Unies, par le biais du Fonds ONUSIDA d'Accélération programmatique (FAP) de soutenir le démarrage de nouvelles activités reconnues comme urgentes et prioritaires dans le cadre du processus de planification stratégique nationale.
- Un renforcement des plans nationaux de lutte contre le VIH/SIDA, de par l'amélioration des approches de planification nationale et infranationale, et notamment analyses de la situation, analyses de la riposte et formulation de plan stratégiques.
- Un soutien opérationnel aux Groupes thématiques onusiens sur le VIH/SIDA aidant à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi des stratégies nationales, par le biais de la mise en œuvre des Plans de Travail Intégrés du système des Nations Unies.

Les résultats spécifiques du **Secrétariat de l'ONUSIDA** à l'appui du programme dans son ensemble sont décrits ci-après.

Résultats au niveau mondial :

- Des politiques de lutte contre le VIH/SIDA reflétant une bonne coordination et une bonne cohésion entre les Coparrainants de l'ONUSIDA et au sein du système des Nations Unies dans son intégralité.
- Un accès nettement meilleur à l'échelon mondial et pays, grâce au Système d'Information sur la Riposte Pays, à l'information stratégique sur la riposte à l'épidémie, et notamment de meilleures estimations des coûts et une meilleure modélisation de l'impact potentiel des diverses interventions.
- Un élargissement et une intensification des investissements de ressources onusiennes dans la riposte au VIH/SIDA, et notamment son incorporation au nombre des questions transversales, des questions en rapport avec la direction de l'action, les droits de la personne humaine et la sécurité, et des priorités programmatiques du système des Nations unies. Un accès facilité, pour les Coparrainants et partenaires de l'ONUSIDA, à l'éventail complet des politiques, stratégies et connaissances à la pointe, permettant de soutenir le développement programmatique dans le domaine de la réduction du risque, de l'impact et de la vulnérabilité, et du traitement et des soins aux personnes vivant avec le VIH.
- L'application d'une stratégie onusienne coordonnée et cohérente relative au plaidoyer, à l'information du public et à la Campagne mondiale contre le SIDA, afin de mobiliser

l'appui des milieux politiques et du public en faveur de l'action mondiale contre l'épidémie.

- Un meilleur accès à l'échelle mondiale à une collection élargie sur les meilleures pratiques, facilité par un répertoire web d'informations/de connaissances.
- Des mécanismes en place pour le suivi des meilleures pratiques, afin de garantir la prise en compte des données d'expériences acquises au niveau des pays et sub-régional, dans les politiques, stratégies et programmes nationaux, régionaux et mondiaux.
- Des mécanismes renforcés d'appui politique et programmatique mis en place au sein du secteur privé afin d'offrir des produits informatifs de qualité sur les initiatives de la société civile et du secteur des entreprises, permettant d'accroître la programmation sur le lieu de travail, les contributions financières, et l'utilisation d'actifs autres que financiers par les grandes entités du secteur des entreprises (syndicats, fondations, compagnies commerciales)) dans le cadre de la lutte contre l'épidémie.
- Facilitation de la tâche et soutien pour l'Equipe Interinstitutions sur les Opérations Pays, chargée de donner des orientations et un appui renforçant l'activité des Groupes thématiques onusiens sur le VIH/SIDA.
- Une amélioration du guidage et de l'appui offerts au système des Nations Unies dans les pays et aux programmes nationaux de lutte contre le VIH/SIDA, en matière de conception, de développement de programmes en rapport avec le VIH/SIDA et de suivi des programmes.
- Un flux accru de ressources financières vers les programmes nationaux, grâce au plaidoyer auprès des partenaires bailleurs de fonds, à un meilleur accès à l'information stratégique sur les promesses de contributions et sur les dépenses, et à de meilleurs mécanismes mondiaux de mobilisation des ressources.
- Un Budget-Plan de Travail intégré (BPTI) entièrement financé, avec un suivi efficace des résultats des efforts programmatiques des Coparrainants et du Secrétariat de l'ONUSIDA ainsi que des autres organisations des Nations Unies.

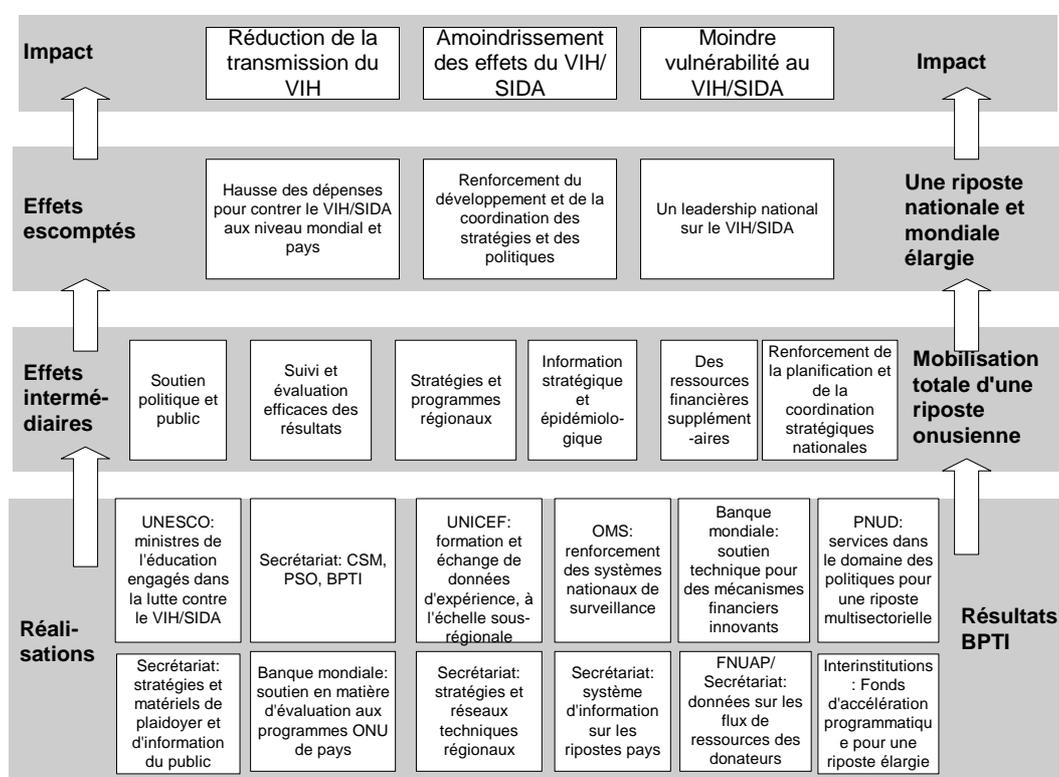
Résultats au niveau régional :

- Des stratégies régionales efficaces, et des processus en place dans toutes les régions touchées, nécessaires pour : définir les priorités urgentes ; soutenir la coopération horizontale entre les gouvernements ; et soutenir la mobilisation de ressources destinées aux pays ainsi que l'élaboration d'initiatives et partenariats au niveau sub-régional.
- Des réseaux et mécanismes renforcés d'appui technique au niveau régional, facilitant l'accès à l'échelon pays aux ressources techniques des partenaires nationaux, régionaux et internationaux.

Résultats au niveau des pays :

- Une plus grande coordination du programme pays onusien sur le VIH/SIDA, grâce à des outils et principes directeurs affinés facilitant l'appui onusien à l'action nationale, notamment la conception et le suivi des plans de travail onusiens intégrés ainsi que la promotion de modèles efficaces d'appui aux Groupes thématiques sur la base des évaluations annuelles.
- Un Système d'Information sur la Riposte Pays (SIRP) conçu et opérationnel, qui facilite la compilation, l'analyse et la diffusion des toutes dernières informations stratégiques sur l'épidémie, son impact et la riposte au niveau mondial, régional et pays.

Figure 3: Garantir une riposte extraordinaire



## 2 QUESTIONS TRANSVERSALES, DANS LE CADRE D'UNE ACTION ELARGIE

Répartition par domaine d'action, pour les objectifs transversaux, permettant une action élargie

	Domaine d'intervention	Ressources des Coparrainants	Ressources du BPTI		Total général
			De base	Supplémentaires	
2.1	Protection des droits de la personne et élimination de la stigmatisation liée au VIH/SIDA	135	1,351	1,150	2,636
2.2	Inégalités sexospécifiques alimentant l'épidémie	0	600	1,800	2,400
2.3	Participation des personnes vivant avec et affectées par le VIH/SIDA	0	300	2,900	3,200
2.4	Partenariats avec le secteur privé et la société civile	0	500	500	1,000
	<b>Total</b>	<b>135</b>	<b>2,751</b>	<b>6,350</b>	<b>9,236</b>

(en milliers d'US\$)

### 2.1 Objectifs stratégiques du système des Nations Unies rattachés aux questions transversales

Les objectifs stratégiques onusiens rattachés aux questions transversales, en vue d'atteindre les objectifs de résultats mondiaux, sont développés dans le Plan stratégique onusien pour 2001-2005.

1. Intensifier le plaidoyer du système des Nations Unies autour des traités internationaux, des résolutions de l'ONU et des accords intergouvernementaux, qui aident les gouvernements à promouvoir, protéger et satisfaire les droits de la personne humaine et à réduire la stigmatisation liée au VIH.
2. Renforcer considérablement les mécanismes onusiens nécessaires pour surveiller et notifier les violations des droits de la personne humaine dans le domaine du VIH/SIDA.
3. Mobiliser un soutien politique et programmatique en faveur des gouvernements qui tentent de renforcer les cadres législatifs, juridiques et relatifs aux droits de la personne humaine protégeant les populations vulnérables et les personnes vivant avec le VIH/SIDA.
4. Renforcer un plaidoyer fondé sur le concret en faveur des politiques et des programmes qui aident les gouvernements à s'attaquer aux inégalités entre les sexes qui alimentent l'épidémie de VIH/SIDA.
5. Mobiliser un appui politique et programmatique en faveur des gouvernements qui s'efforcent de réduire l'inégalité d'accès des femmes aux informations, à la protection juridique et aux biens et services essentiels liés au VIH/SIDA.
6. Faire progresser les stratégies et les mécanismes essentiels à une riposte élargie qui:
  - renforcent la participation des personnes infectées et affectées par le VIH/SIDA aux actions contre l'épidémie, et
  - renforcent les capacités nécessaires pour constituer des partenariats avec le secteur privé et la société civile.

## 2.2 Action de l'ONUSIDA

### Répartition par organisme/programme pour les objectifs transversaux, permettant une action élargie

Organisme/Programme	Ressources des Coparrainants	Ressources		Grand total
		De base	Supplémentaires	
UNICEF	0	500	500	1,000
PNUD	0	1,200	3,600	4,800
UNESCO	135	250	250	635
Autres organismes des Nations Unies	0	0	2,000	2,000
Secrétariat	0	801	0	801
<b>Total</b>	<b>135</b>	<b>2,751</b>	<b>6,350</b>	<b>9,236</b>

(en milliers d'US\$)

La défense des droits de la personne humaine ainsi que les efforts visant à éliminer la discrimination constituent des éléments intrinsèques du travail des Coparrainants et du Secrétariat de l'ONUSIDA décrit tout au long du BPTI, de même que les objectifs s'y rattachant pour s'attaquer aux inégalités sexospécifiques qui alimentent l'épidémie. On insiste sur la participation accrue et le développement des partenariats d'un bout à l'autre du BPTI. En plus des réalisations prévues dans le BPTI rattachées à ces objectifs, les résultats spécifiques – au niveau « réalisations » dans le cadre de ce même BPTI – des Coparrainants et du Secrétariat de l'ONUSIDA, qui aideront à atteindre les objectifs rattachés aux questions transversales, sont décrits ci-après.

Grâce aux travaux du **PNUD** et de ses partenaires, on attend les résultats suivants :

- La question des inégalités sexospécifiques fondamentales est traitée dans tous les programmes des Nations Unies, et notamment le plaidoyer en faveur du droit des femmes à l'information et de l'élimination de vulnérabilité particulière des femmes et des filles au VIH/SIDA.
- Des réseaux régionaux renforcés sur l'éthique et les lois traitant les problèmes concernant les personnes vivant avec le VIH. Une participation facilitée des personnes vivant avec le SIDA aux travaux des organes nationaux et locaux, ainsi qu'à la planification et à la mise en œuvre.
- Un appui aux gouvernements pour l'application des principes directeurs internationaux relatifs aux droits de la personne humaine dans le contexte du VIH/SIDA ainsi que des clauses connexes énoncées dans la Convention sur l'Élimination de toutes les formes de Discrimination à l'égard des Femmes et autres conventions concernant les droits de la personne humaine.
- Une assistance et des avis techniques aux gouvernements, pour la réforme des législations et la formulation de lois contre la discrimination visant à protéger les droits des personnes vivant avec le VIH/SIDA ; et un soutien aux groupes de défense des droits de la personne humaine qui travaillent sur le VIH/SIDA, notamment ceux qui traitent les problèmes spéciaux auxquels les femmes sont confrontées.

Grâce aux travaux de l'**UNESCO** et de ses partenaires, on attend les résultats suivants :

- Un meilleur accès, à l'échelle mondiale, au soutien en matière de politiques et de programmation, pour le développement de programmes éducatifs visant à prévenir la discrimination et l'intolérance par rapport au VIH/SIDA (travaux à mener en collaboration avec le BIT).
- Une plus grande prise de conscience, grâce au plaidoyer dans les écoles et les organismes culturels, de la nécessité de protéger les droits de la personne humaine et d'éliminer la stigmatisation ainsi que la discrimination.

Grâce aux travaux du **Haut Commissariat des Nations Unies aux Droits de l'Homme** (HCDH) et de ses partenaires, on attend les résultats suivants :

- Un renforcement des mécanismes onusiens pour les droits de la personne humaine eu égard au VIH/SIDA.
- Un meilleur accès, à l'échelle mondiale, à du matériel d'information actualisée sur le VIH/SIDA et les droits de l'homme, et notamment aux outils pour la surveillance des violations des droits de la personne humaine en rapport avec le VIH/SIDA, aux
- indicateurs sur les droits de l'homme et le VIH/SIDA, et promotion de l'intégration du VIH/SIDA dans le travail des institutions nationales de défense des droits de l'homme.
- Un meilleur accès, à l'échelle mondiale, au soutien en matière de politiques et de
- programmes, et à la formation sur les droits de la personne humaine eu égard au VIH/SIDA pour les hauts responsables.
- Des examens des lois terminés, comme stipulé dans le projet de Déclaration d'Engagement des Nations Unies sur le VIH/SIDA.

Les résultats spécifiques du **Secrétariat de l'ONUSIDA** à l'appui du programme dans son ensemble sont les suivants :

- Un accès nettement meilleur, à l'échelle mondiale, à l'information stratégique, aux outils et mécanismes pour les travaux de suivi et d'analyse relatifs aux droits de la personne humaine dans le contexte du VIH/SIDA.
- Un meilleur accès, à l'échelle mondiale, aux cadres et mécanismes législatifs favorisant la réparation et la surveillance des violations des droits de l'homme en rapport avec le VIH/SIDA.
- Un nombre accru de plans de travail onusiens intégrés et de plans stratégiques nationaux traitant explicitement les questions relatives aux droits de l'homme et à la discrimination.
- Facilitation et soutien pour les travaux du groupe de travail interinstitutions (IAWG) sur la sexospécificité avec focalisation sur le développement et la promotion d'un programme

---

de travail à l'échelle onusienne visant à éliminer les disparités sexospécifiques liées à une vulnérabilité accrue au VIH.

### 3. PROTECTION DES ENFANTS ET DES JEUNES CONTRE L'ÉPIDÉMIE ET SES EFFETS

Répartition par domaine d'intervention, pour la protection des enfants et des jeunes contre l'épidémie et ses effets

	Objectifs opérationnels	Ressources des coparrainants	Ressources BPTI		Total général
			De base	Supplémentaires	
3.1	Politiques et programmes sur les enfants et les jeunes affectés par l'épidémie	35	5,260	6,075	11,370
3.2	Dispositifs d'apprentissage des compétences psychosociales pour les jeunes scolarisés et non scolarisés	330	2,915	3,725	6,970
3.3	Services de santé sexuelle et reproductive accueillants pour les jeunes	850	2,260	4,650	7,760
3.4	Prévention de la transmission du VIH aux mères et aux nourrissons	500	6,350	6,300	13,150
3.5	Politiques et programmes traitant les besoins des enfants et des jeunes particulièrement vulnérables	474	875	1,511	2,860
3.6	Enfants affectés par le VIH/SIDA, en particulier les orphelins	0	1,150	2,550	3,700
	<b>Total</b>	<b>2,189</b>	<b>18,810</b>	<b>24,811</b>	<b>45,810</b>

(en milliers d'US\$)

#### 3.1 Objectifs stratégiques onusiens, pour la protection des enfants et des jeunes contre l'épidémie et ses effets

Les objectifs stratégiques onusiens en vue d'atteindre les objectifs de résultats mondiaux sont développés dans le Plan stratégique pour 2001-2005.

1. Intensifier un plaidoyer fondé sur le concret en faveur des approches politiques et programmatiques susceptibles de garantir au mieux la protection des enfants et des jeunes contre le VIH/SIDA.
2. Augmenter l'appui politique et programmatique aux gouvernements qui s'efforcent de s'attaquer aux besoins des enfants et des adolescents particulièrement vulnérables au VIH/SIDA, y compris en reconnaissant leurs droits en matière d'accès aux services fondamentaux d'éducation, de santé et de bien-être social et à une protection juridique.
3. Mobiliser des ressources techniques et programmatiques internationales à l'appui des efforts déployés par les gouvernements nationaux et la société civile pour accroître considérablement l'accès :
  - à l'information et à l'apprentissage des compétences psychosociales pour les jeunes scolarisés ou non;
  - à des services de santé reproductive et de santé sexuelle à l'écoute des jeunes;
  - à des services de prévention de l'infection à VIH chez les mères et les nourrissons; et
  - à des services de base dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la formation professionnelle pour les enfants affectés par le VIH/SIDA, en particulier les orphelins.

### 3.2 Action de l'ONUSIDA

#### Répartition par organisme/programme, pour la protection des enfants et des jeunes contre l'épidémie et ses effets

Organisme/programme	Ressources des Coparrainants	Ressources BPTI		Total général
		De base	Supplémentaires	
UNICEF	0	10,320	13,300	23,620
FNUAP	1,350	2,700	5,150	9,200
UNESCO	365	1,015	2,100	3,480
PNUCID	474	125	711	1,310
OMS	0	2,650	3,550	6,200
Interinstitutions	0	2,000	0	2,000
<b>Total</b>	<b>2,189</b>	<b>18,810</b>	<b>24,811</b>	<b>45,810</b>

(en milliers d'US\$)

Les approches stratégiques du système des Nations Unies reliées à ces objectifs sont développées dans le Plan stratégique onusien. Dans le cadre du BPTI et au niveau « réalisations », les résultats spécifiques des Coparrainants et du Secrétariat de l'ONUSIDA, qui contribueront à la réalisation des objectifs, sont décrits ci-après.

Grâce aux travaux de l'UNICEF et de ses partenaires, on attend les résultats suivants :

Au niveau mondial :

- Un meilleur accès, à l'échelle mondiale, au soutien en matière de politiques et de programmes pour l'élaboration d'un programme axé sur la prévention primaire chez les jeunes y compris les soins et l'appui aux orphelins et aux autres enfants vulnérables.
- Un accès large, à l'échelle mondiale, aux stratégies et outils de communication novateurs pour un programme VIH se concentrant sur les adolescents et les populations vulnérables, et notamment fiches d'information pour les adolescents, manuels pour les parents, et dossiers de presse pour les journalistes et les médias à adapter dans les stratégies locales de communication à l'échelon pays.
- Un plaidoyer intensifié et un meilleur accès, à l'échelle mondiale, aux manuels d'information, à l'appui en matière de politiques et de programmes, permettant d'inclure les questions relatives au VIH/SIDA dans les écoles et les initiatives pour la santé à l'école qui soient à l'écoute des enfants.
- Des mécanismes de suivi et d'évaluation en place, pour la collecte de données sur la situation des orphelins et des enfants vulnérables.
- Des Réponses aux Evaluations Rapides mises au point, concernant la santé sexuelle et la consommation de substances, et notamment la consommation de drogues chez les jeunes, par l'apport d'une assistance technique, d'une formation et grâce à une consultation au niveau sub-regional, ainsi qu'à l'échange de matériels sur les meilleures pratiques.

Au niveau régional :

- Plaidoyer intensifié au niveau régional et meilleur accès à l'échelon pays à l'appui en matière de politiques et de programmes ainsi qu'à la documentation sur les meilleures pratiques, permettant d'incorporer la programmation VIH/SIDA spécialement axée sur la prévention et les soins chez les jeunes dans toutes les sections des plans de travail pays de l'UNICEF.
- Une mobilisation et un soutien programmatique renforcés pour les soins et l'appui aux orphelins et aux autres enfants affectés par le VIH/SIDA, en insistant sur les efforts visant à offrir des systèmes de prise en charge communautaire, ou autre, des orphelins. Une formation régional (ROSA, WCARO, CEE/CIS) pour développer le potentiel et le savoir des pouvoirs publics, des ONG et des partenaires clés.
- Un soutien technique accru aux pays en matière de recherche opérationnelle portant sur l'apprentissage des compétences psychosociales, en vue de la préparation et de l'introduction de matériels de formation à l'échelon pays.
- Un meilleur accès des pays à l'appui technique pour l'apprentissage des compétences psychosociales, et notamment des matériels d'information sur la façon de planifier et de mettre en œuvre des projets de développement des compétences psychosociales pour les jeunes, des ateliers de formation régionaux sur la programmation dans ce domaine, et le développement des ressources informatives et meilleures pratiques à partir du web.
- Une assistance et un soutien technique renforcés pour l'amélioration de l'accès à des services à l'écoute des jeunes, par le biais de la formation et de consultations au niveau sub-régional, et l'échange des matériels sur les meilleures pratiques concernant les services de santé de qualité dans les domaines de la santé sexuelle et reproductive, de la consommation de drogues et du conseil.
- Un soutien technique accru offert aux pays et aux régions, permettant de développer le programme de terrain sur la prévention de l'infection à VIH chez les mères et de la transmission aux nourrissons.
- Un meilleur accès, à l'échelon pays, à l'appui politique et programmatique à la recherche opérationnelle, à la formulation des politiques et au développement des moyens en matière d'alimentation des nourrissons eu égard au VIH et pour soutenir les travaux visant à protéger et à favoriser l'allaitement au sein.

A l'échelon pays :

- Une participation accrue des jeunes à l'élaboration des politiques et stratégies relatives au VIH/SIDA.
- Un meilleur accès, à l'échelon pays, à l'assistance technique des partenaires, des pouvoirs publics et des ONG, afin d'élargir et de renforcer les activités et les programmes sur la prévention primaire du VIH/SIDA chez les jeunes.

- Un soutien apporté à la mise en route d'interventions au sein du programme de prévention de l'infection à VIH chez les mères et de la transmission aux nourrissons dans 15 pays supplémentaires, et pour renforcer la mise en œuvre dans les 15 pays déjà bénéficiaires.

Grâce aux travaux du **FNUAP** et de ses partenaires, on attend les résultats suivants :

- Un meilleur accès des structures nationales actives dans le domaine des services de santé sexuelle et reproductive aux ressources en matière de politiques et de programmes, permettant de renforcer le conseil pour les jeunes à risque.
- Un meilleur accès par le biais d'un appui régional aux outils programmatiques pertinents pour la prévention du VIH et la promotion d'un comportement sexuel sûr chez les adolescents et les jeunes, et aux principes directeurs pour le renforcement des compétences des groupes d'appui (enseignants, pairs, parents, prestataires de services), afin de répondre aux besoins des jeunes en matière de santé reproductive (y compris la prévention du VIH) et offrir des services de conseil et autres qui soient à l'écoute des jeunes.
- Un soutien intensifié en matière de politiques et programmes, apporté à l'échelon pays pour un meilleur accès des jeunes à l'information et aux produits pour la prévention des MST et du VIH/SIDA, résultant de la programmation régionale dans le domaine du marketing social, et pour la réplique ainsi que le développement des interventions éprouvées (meilleures pratiques) en Afrique, spécialement destinées aux jeunes et aux adolescents.
- Un meilleur accès à l'appui social ainsi qu'à la prise en charge à des fins de prévention du VIH, pour les femmes et les adolescentes, avec centrage sur les interventions pour les femmes enceintes, indépendamment de leur statut VIH. Des données d'évaluation de base seront fournies concernant la faisabilité de programmes de prévention de l'infection à VIH chez les femmes enceintes et de la transmission aux enfants.
- Un programme expérimental élargi et transposé à grande échelle, pour la prévention du VIH chez les femmes et les filles dans 10 pays, portant sur les aspects suivants : a) éducation pour la santé sexuelle et le changement de comportement ; b) analyse des besoins pour l'adoption d'un comportement sexuel sûr ; et c) échange et utilisation des meilleures pratiques.

Grâce aux travaux de l'**OMS** et de ses partenaires, on attend les résultats suivants :

- Une base concrète sur laquelle s'appuyer pour élaborer des politiques, des stratégies et des principes directeurs sur la prévention de l'infection à VIH chez les mères et de la transmission aux nourrissons.
- Un accès mondial à l'information sur l'utilisation des antirétroviraux pour la prévention de l'infection à VIH chez les mères et de la transmission aux nourrissons, et notamment l'innocuité à court et à moyen terme pour la mère et le nourrisson, le développement d'une résistance à l'échelle individuelle et d'une population, sur l'utilisation des traitements antirétroviraux pour prévenir la transmission du VIH par le biais de l'allaitement au sein. Un meilleur accès, à l'échelon pays, à l'information et aux principes directeurs sur la marche à suivre et les méthodes pour nourrir les nourrissons sans risque

de transmission du VIH, et sur la faisabilité, l'acceptabilité et l'impact du conseil en matière d'alimentation des nourrissons.

- Un meilleur accès, à l'échelon pays, aux principes directeurs relatifs aux techniques et à la gestion, aux outils de formation, et à l'appui en matière de suivi et d'évaluation, pour l'introduction et l'intégration de la prévention de l'infection à VIH chez les mères et de la transmission aux nourrissons, et de la prise en charge du VIH dans les programmes pour la santé reproductive et pour la santé de la mère et de l'enfant.

Grâce aux travaux de l'**UNESCO** et de ses partenaires, on attend les résultats suivants :

- Un plaidoyer intensifié et un meilleur accès au soutien en matière de politiques pour les pays créant des programmes d'éducation officiels et officieux dans les écoles qui soient sûrs et instaurant des contextes de nature à protéger - en particulier les filles -, offrant aux jeunes de l'information sur la façon de se protéger du VIH/SIDA et de tirer parti de ce savoir.
- Un meilleur accès au soutien technique et programmatique afin de renforcer les approches d'apprentissage des compétences psychosociales aux jeunes scolarisés et non scolarisés à l'échelon pays.

Grâce aux travaux du **PNUCID** et de ses partenaires, on attend les résultats suivants :

- Un appui au programme régional d'éducation et de sensibilisation afin de prévenir et de freiner la propagation de l'infection à VIH associée à la consommation de drogues chez les professionnel(le)s du sexe, les enfants des rues et les jeunes scolarisés et non scolarisés en Afrique de l'Ouest.
- Un appui pour le programme expérimental de prévention de la transmission de l'infection à VIH/SIDA imputable à la consommation de drogue, ciblé sur les jeunes/les consommateurs de drogues (en traitement ou non)/les professionnel(le)s du sexe dans les rues, et sur les détenus en Afrique subsaharienne.
- Des politiques, des stratégies et un programme pour réduire les risques de VIH/SIDA liés à la drogue et à l'alcool chez les jeunes en Asie.
- Un appui technique et programmatique apporté pour la création d'un réseau d'associations de jeunes en Amérique Centrale sur les stratégies de prévention de la consommation de drogues, du VIH/SIDA et des autres maladies sexuellement transmissibles (MST), et l'aide à la planification d'activités de développement communautaire.

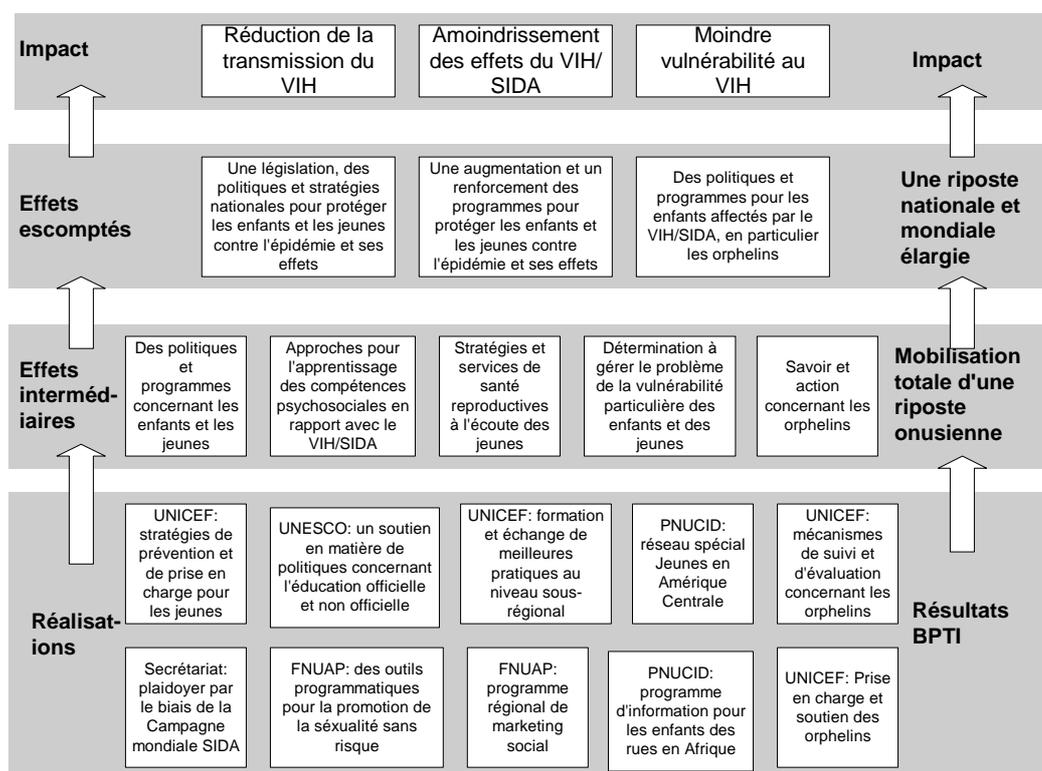
Les résultats spécifiques du **Secrétariat de l'ONUSIDA** à l'appui du programme dans son ensemble sont les suivants :

- Facilitation et soutien effectifs à l'équipe spéciale interinstitutions sur les jeunes, pour renforcer la collaboration dans le cadre de l'apport d'appui technique et pour améliorer le développement et l'échange des matériels sur les meilleures pratiques, et pour faciliter le

suivi et l'évaluation, ainsi que le suivi des programmes d'apprentissage des compétences psychosociales au sein et en dehors du milieu scolaire.

- Facilitation et soutien effectifs à l'équipe spéciale interinstitutions sur la prévention de l'infection à VIH chez les mères et de la transmission aux nourrissons, qui continuera d'harmoniser les travaux des organismes Coparrainants onusiens aux niveaux régional et mondial et d'assurer la liaison avec les autres organisations qui ont un intérêt pour l'appui à l'élargissement des efforts visant à réduire la transmission mère-enfant aux niveaux mondial et régional.
- Appui à l'élaboration de stratégies pour le développement, le suivi et l'évaluation des programmes visant à protéger les enfants et les jeunes.
- Poursuite du plaidoyer pour la protection des enfants et des jeunes contre le VIH/SIDA, par la diffusion des données d'expériences réussies, au moyen de la collection Meilleures Pratiques, des médias et des Campagnes mondiales SIDA.

**Figure 4: Protection des enfants et des jeunes contre l'épidémie et ses effets**



## 4. S'OCCUPER DE CEUX QUI SONT LES PLUS VULNERABLES ET LES PLUS EXPOSES AU RISQUE D'INFECTION A VIH

Répartition par domaine d'intervention, pour ceux qui sont les plus vulnérables et les plus exposés au risque d'infection à VIH

	Objectifs opérationnels	Ressources des Coparrainants	Ressources BPTI		Total général
			De base	Supplémentaires	
4.1	Les professionnel(le)s du sexe et leurs clients	200	1,000	1,950	3,150
4.2	Infection à VIH liée à la consommation de drogues	1,033	1,590	2,049	4,672
4.3	La prévention du VIH pour les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, et autres groupes vulnérables	0	2,617	0	2,617
4.4	Migrants, réfugiés et personnes déplacées dans leur pays	1,192	700	6,788	8,680
4.5	Femmes et enfants victimes de violences et de trafic	0	50	0	50
	<b>Total</b>	<b>2,425</b>	<b>5,957</b>	<b>10,787</b>	<b>19,169</b>

(en milliers d'US\$)

### 4.1 Objectifs stratégiques onusiens, pour contrer la vulnérabilité et le risque

Les objectifs stratégiques onusiens en vue d'atteindre les objectifs de résultats mondiaux sont développés dans le Plan stratégique pour 2001-2005.

1. Encourager des approches politiques et programmatiques qui protègent les droits de la personne et réduisent la stigmatisation, la marginalisation et la discrimination des groupes les plus exposés au VIH/SIDA.
2. Offrir des services en matière de politique et mobiliser un appui programmatique aux pays qui s'efforcent de satisfaire les besoins essentiels et liés au VIH/SIDA :
  - des professionnel(le)s du sexe
    - des consommateurs de drogues injectables (CDI) et de leurs partenaires
    - des hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes
    - des migrants, des réfugiés et des personnes déplacées dans leur pays
    - des détenus et autres personnes placées dans des établissements spéciaux
    - des hommes et des femmes séparés de leur famille
    - des femmes et des enfants victimes de trafic et de violences.

## 4.2 Action de l'ONUSIDA

### Répartition par organisme/programme, pour répondre aux besoins des plus vulnérables et des plus exposés au risque d'infection à VIH

Organisme/Programme	Ressources des Coparrainants	Ressources BPTI		Total général
		De base	Supplémentaires	
UNICEF	0	110	0	110
PNUD	0	400	1,200	1,600
FNUAP	1,000	1,050	4,150	6,200
PNUCID	1,425	1,130	2,137	4,692
OMS	0	650	900	1,550
Autres organismes des Nations Unies	0	0	2,400	2,400
Secrétariat	0	2,617	0	2,617
<b>Total</b>	<b>2,425</b>	<b>5,957</b>	<b>10,787</b>	<b>19,169</b>

(en milliers d'US\$)

L'approche stratégique ainsi que les initiatives de chaque organisation pour réaliser les objectifs stratégiques onusiens sont développés dans le Plan stratégique onusien. Dans le cadre du BPTI et au niveau « réalisations », les résultats des Coparrainants et du Secrétariat de l'ONUSIDA, qui contribueront à la réalisation des objectifs de l'ONUSIDA sont décrits ci-après.,

Grâce aux travaux du **FNUAP** et de ses partenaires, on attend les résultats suivants :

- un soutien accru pour l'incorporation, dans les plans stratégiques nationaux, des modèles de programmes éprouvés pour la prévention des IST/du VIH/SIDA chez les professionnel(le)s du sexe et leurs clients dans la région Asie Pacifique.
- Un soutien accru en matière de politiques et de programmation pour l'incorporation d'un appui dans le domaine de la formation aux questions de sexospécificité, en matière de plaidoyer et de produits de base, dans l'optique de la prévention de la violence contre les femmes et de la transmission du VIH, y compris au sein des forces de maintien de la paix, dans les situations de conflit et après conflit.

Grâce aux travaux du **PNUCID** et de ses partenaires, on attend les résultats suivants :

- Des programmes expérimentaux en place, avec des formules globales de prise en charge du problème de la consommation de drogues grâce à des systèmes de prestation de services améliorés, un nombre accru de mesures coordonnées de réduction de la demande, et des mesures pour prévenir la propagation du VIH/SIDA liée à la consommation de drogues injectables.
- Des approches de prévention de la consommation de drogues intégrées au travail de prévention du VIH/SIDA entrepris par les National Attention Centres for Migrants, assurant des services de conseil, des activités de proximité dans les régions à forte concentration de migrants, avec recours aux médias pour faire prendre conscience des réalités du VIH/SIDA.
- Un soutien en matière de politiques et de programmation pour la diversification des services de prévention du VIH et de traitement de la toxicomanie pour les consommateurs de drogues injectables en Europe Orientale.

- Une meilleure prise de conscience des problèmes de vulnérabilité au VIH liée à la consommation de drogues chez les professionnel(le)s du sexe et plaider pour des activités et interventions communautaires efficaces de prévention en Asie de l'Est et en Chine.
- Un soutien en matière de politiques et de programmation pour l'amélioration des capacités de divers services de réduction de la demande, avec pour but de promouvoir la prévention de la propagation du VIH/SIDA imputable à la consommation de drogues dans les pays du Moyen-Orient et dans les pays du cône australe d'Amérique du Sud par le biais d'une approche favorisant un élargissement de l'action de par la participation des organisations et des institutions de la société civile ainsi que d'un large éventail d'organismes gouvernementaux.
- Une évaluation à l'échelle de l'Afrique subsaharienne des tendances en matière de consommation de drogues, afin de déterminer et d'analyser les liens entre consommation abusive de substances et transmission du VIH, en particulier concernant la consommation de drogues injectables et le comportement sexuel à haut risque.

Grâce aux travaux de l'OMS et de ses partenaires, on attend les résultats suivant :

- Un meilleur accès, à l'échelle mondiale, aux principes directeurs et aux guides de programmation sur la réduction de la fréquence des comportements sexuels à haut risque associés à la consommation de substances, la prévention de l'infection à VIH liée à la consommation de drogues, et l'intégration de la prévention du VIH dans les services de traitement de la toxicomanie.
- Un meilleur accès, à l'échelle mondiale, aux principes directeurs sur les interventions de proximité et ciblées pour la prévention des IST/du VIH chez les jeunes vulnérables, les professionnel(le)s du sexe et autres populations vulnérables.
- Un programme régional en place, afin d'évaluer la situation des populations mobiles eu égard au VIH/SIDA et de promouvoir les politiques élaborées pour réduire la vulnérabilité des migrants et des réfugiés.

Grâce aux travaux de l'UNICEF et de ses partenaires, on attend les résultats suivants :

- Un soutien à l'élaboration de stratégies et de plans d'action sub-régionaux entre les Coparrainants de l'ONUSIDA, les partenaires bilatéraux, les gouvernements et les ONG, sur le trafic de femmes et de filles et sur la réduction du risque pour les professionnel(le)s du sexe.
- Des ressources accrues au sein du programme UNICEF dans les pays, pour le travail sur la réduction des risques associés à la consommation de drogues et d'alcool, notamment le risque d'infection à VIH lié à la consommation de drogues.

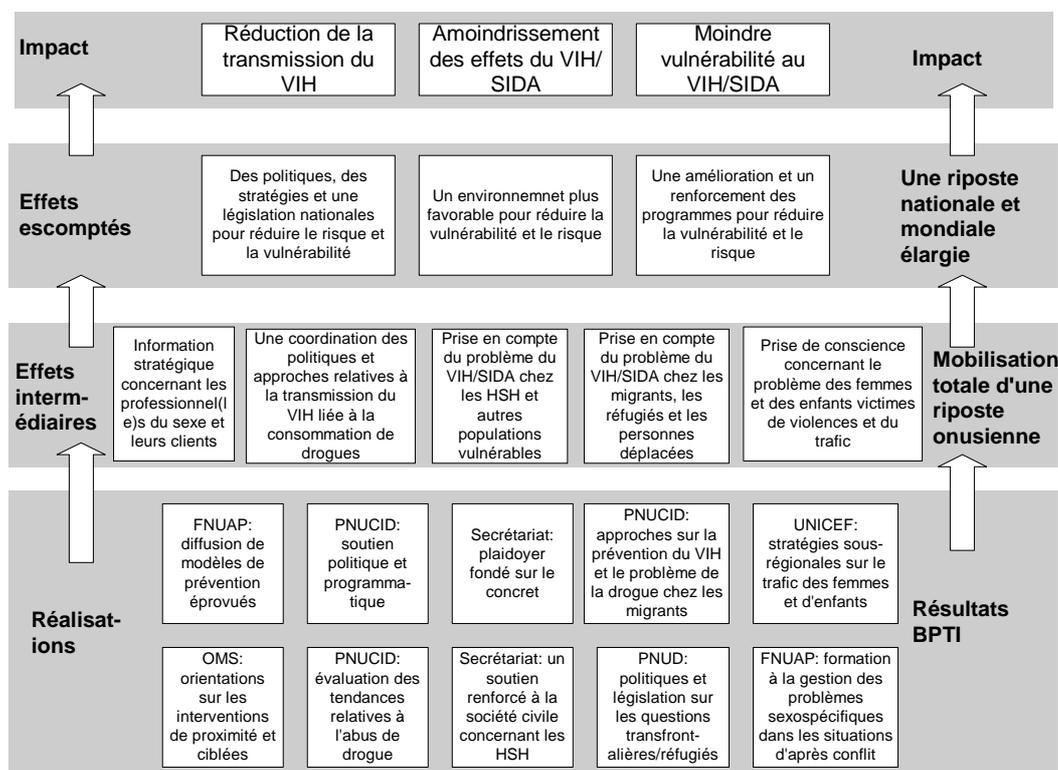
Grâce aux travaux du **PNUD** et de ses partenaires, on attend les résultats suivants :

- Un soutien accru en matière de politiques et de programmation apporté aux pays pour garantir l'incorporation, dans les plans stratégiques nationaux concernant les besoins des groupes vulnérables, des politiques et lois relatives aux questions transfrontalières, telles que la migration, les transports et les mouvements de réfugiés.

Les résultats spécifiques du **Secrétariat de l'ONUSIDA** à l'appui du programme dans son ensemble sont les suivants :

- Un meilleur accès, à l'échelle mondiale, à l'information stratégique permettant un plaidoyer en faveur des groupes vulnérables davantage fondé sur le concret.
- Des stratégies élaborées avec les partenaires afin de guider l'intensification des efforts programmatiques.
- Un plus grand potentiel de coordination et d'appui au sein des grandes organisations de la société civile – ONG, associations de personnes vivant avec le VIH/SIDA, associations de femmes, organisations clés et grands réseaux travaillant avec, et représentant, les populations vulnérables (hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes, professionnel(le)s du sexe, consommateurs de drogues injectables).

**Figure 5: S'occuper des plus vulnérables et des plus exposés au VIH**



## 5. PRISE EN CHARGE ET SOUTIEN DES INDIVIDUS, DES MENAGES ET DES COMMUNAUTES AFFECTES PAR LE VIH/SIDA

Répartition par domaine d'intervention, pour la prise en charge et le soutien des individus, des ménages et des communautés affectés par le VIH/SIDA

	Domaine d'intervention	Ressources des Coparrainants	Ressources BPTI		Total général
			De base	Supplémentaires	
5.1	Soins de santé et traitements financièrement abordables, notamment antirétroviraux	0	6,775	12,350	19,125
5.2	Test et conseil volontaires, et appui psychosocial	0	1,425	2,850	4,275
5.3	Services juridiques, pédagogiques et sociaux essentiels	0	300	900	1,200
	<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>8,500</b>	<b>16,100</b>	<b>24,600</b>

(en milliers d'US\$)

### 5.1 Objectifs stratégiques onusiens concernant la prise en charge et le soutien

L'objectif stratégique du système des Nations Unies, pour atteindre les objectifs de résultats mondiaux dans le domaine de la prise en charge et de l'appui, tel que développé dans le plan stratégique onusien 2001-2005, est le suivant :

Aider les gouvernements et les partenariats de la société civile à accroître la proportion des personnes infectées ou affectées par le VIH/SIDA ayant accès à une filière financièrement abordable de prise en charge et de traitement, comprenant:

- des services sûrs de santé reproductive et de traitement des infections sexuellement transmissibles;
- le conseil et le test volontaires et l'appui psychologique;
- le traitement de la tuberculose et des autres infections opportunistes;
- une thérapie contre le VIH/SIDA, y compris les antirétroviraux;
- des services juridiques, pédagogiques et sociaux essentiels.

## 5.2 Action de l'ONUSIDA

### Répartition par organisme/programme, pour la prise en charge et le soutien des individus, des ménages et des communautés affectés par le VIH/SIDA

Organisme/Programme	Ressources des Coparrainants	Ressources BPTI		Total général
		De base	Supplémentaires	
UNICEF	0	600	2,850	3,450
PNUD	0	300	900	1,200
OMS	0	5,600	12,350	17,950
Interinstitutions	0	2,000	0	2,000
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>8,500</b>	<b>16,100</b>	<b>24,600</b>

(en milliers d'US\$)

L'approche stratégique ainsi que les efforts spécifiques de chaque organisation pour réaliser les objectifs stratégiques onusiens sont développés dans le plan stratégique onusien. Dans le cadre du BPTI et au niveau « réalisations », les résultats des Coparrainants et du Secrétariat de l'ONUSIDA qui contribueront à la réalisation de cet objectif sont décrits ci-après.

Grâce aux travaux de l'OMS et de ses partenaires, on attend les résultats suivants :

- Un meilleur accès, à l'échelle mondiale, aux politiques et stratégies, et protocoles, outils et principes directeurs techniques et de gestion - finalisés/élaborés - sur :
  - > la prise en charge clinique des infections de l'appareil reproducteur et des IST ;
  - > l'accès à des soins anti-IST de qualité, et notamment les médicaments, grâce à un meilleur maillage régional ;
  - > le développement de l'application des meilleures pratiques concernant la prévention des IST et les services de prise en charge pour les populations vulnérables ;
  - > la sélection de modèles appropriés de mise en œuvre du conseil et du test volontaires (CTV) et de stratégies pour développer les services de CTV et d'appui psychosocial ;
  - > l'offre, le suivi et l'évaluation des services de CTV et d'appui psychosocial dans le cadre de la prévention de l'infection à VIH chez les mères et de la transmission aux nourrissons, du traitement et de la prise en charge de la tuberculose et des IST ;
  - > l'intégration des services de soins anti-tuberculeux et anti-VIH ;
  - > la prévention et les soins essentiels, et notamment un meilleur accès aux médicaments, l'assurance de la qualité et le soutien de laboratoire (finalisés) ;
  - > l'usage à bon escient des antirétroviraux (ARV) dans les endroits aux ressources faibles (élaborés) ;
  - > la prévention et la prise en charge du VIH pour les agents de santé.
- Un accès élargi, au niveau régional, au soutien technique et à la formation pour :
  - > une plus grande aptitude du personnel à dispenser des services de CTV et d'appui psychosocial dans divers milieux cliniques et communautaires ; notamment formation aux soins de santé primaires, aux soins prénatals, à la prestation de services de soins antituberculeux et anti-IST ;
  - > la normalisation du traitement antirétroviral.
- Des réseaux et mécanismes d'appui technique en place, pour prêter assistance aux programmes nationaux sur les médicaments essentiels et de lutte contre le VIH/SIDA, et faciliter le transfert de technologie concernant les médicaments anti-VIH.

- Des médicaments anti-VIH de meilleure qualité, plus sûrs, et plus efficaces, grâce au renforcement des normes dans les domaines de la réglementation pharmaceutique et de l'assurance de la qualité, en particulier élaboration de spécifications pour les antirétroviraux et autres médicaments anti-VIH nouveaux, et sélection préalable assurée des fournisseurs de certains médicaments.
- Des mécanismes de coordination pour la mise en œuvre de modules de prévention et de prise en charge essentielles, notamment création d'un réseau d'experts et identification des pays où expérimenter la mise en œuvre de ces modules.
- Des mécanismes et processus définis et mis en œuvre pour le suivi et l'évaluation des retombées au niveau du secteur de la santé, concernant le VIH/SIDA ; notamment la surveillance de la pharmacorésistance.
- Un programme de recherche fondamentale et opérationnelle défini et certains projets soutenus sur :
  - > les ARV ; l'utilisation correcte et appropriée des médicaments antirétroviraux dans les différents contextes ;
  - > l'efficacité du traitement contre la dépendance, pour la prévention et la prise en charge VIH/SIDA des consommateurs de drogues ;
  - > des processus pour faire face à l'impact du VIH dans le secteur de la santé, notamment des ressources humaines améliorées;
  - > des services de traitement médicamenteux dans le cadre de la prise en charge des toxicomanes dépendants vivant avec le VIH/SIDA.

Grâce aux travaux de l'UNICEF et de ses partenaires, on attend les résultats suivants :

- des stratégies et plans régionaux d'action, réunissant Coparrainants de l'ONUSIDA, partenaires bilatéraux, gouvernements et ONG, sur le développement du programme pour prévenir la transmission du VIH à la mère et au nourrisson et la mise en œuvre des interventions appropriées pour la prise en charge et le soutien des enfants vivant avec le VIH/SIDA.
- Un meilleur accès aux principes directeurs, aux plans de formation et aux réseaux d'appui technique créés au niveau régional avec les ONG et d'autres partenaires, afin de développer les services de CTV et d'appui psychosocial.
- Des directives programmatiques et un appui élargi à disposition à l'échelon pays, pour faire progresser les stratégies visant à offrir une chaîne des soins cliniques et à domicile et des traitements, y compris les antirétroviraux.
- Un soutien pour que les femmes infectées par le VIH puissent avoir plus équitablement accès aux soins et à l'appui social.

---

Grâce aux travaux du **PNUD** et de ses partenaires, on attend les résultats suivants :

- Un soutien accru en matière de politiques et de programmes apporté aux initiatives nationales visant à accroître l'accès aux services juridiques, pédagogiques et sociaux essentiels pour les individus, les ménages et les communautés affectées par le VIH/SIDA.
- Un soutien programmatique pour favoriser et encourager le dialogue et l'action publics – maîtres d'oeuvre : les secteurs gouvernemental et non gouvernemental – en vue d'élaborer et de mettre en place des stratégies visant à garantir un accès plus équitable aux soins, notamment en s'attaquant aux facteurs juridiques et institutionnels qui entravent l'accès aux nouveaux médicaments contre le SIDA.

Grâce aux travaux de la **Banque mondiale** et de ses partenaires, on attend les résultats suivants :

- Un meilleur financement des programmes publics de santé et de leurs besoins en matière de produits de base, grâce aux dispositifs de prêt de la Banque mondiale, notamment des mécanismes renforcés pour l'achat de produits de santé reproductive de base, eu égard au VIH/SIDA, et aux dispositifs d'achats du FNUAP.

Les résultats spécifiques du **Secrétariat de l'ONUSIDA** à l'appui du programme dans son ensemble sont les suivants :

- Un meilleur accès, à l'échelle mondiale, aux matériels, servant la mise en œuvre des programmes et le plaidoyer, représentant le must en matière de soins et d'appui, et sur le conseil et le test volontaires.
- Un soutien accru à la coordination du travail des Coparrainants de l'ONUSIDA dans le domaine des soins et de l'appui aux niveaux régional et mondial, et des partenariats renforcés avec d'autres organisations – organismes donateurs, fondations et secteur privé.
- Facilitation et appui pour les équipes spéciales interinstitutions sur le conseil et le test volontaires, et sur les soins et l'appui.

## 6. INTENSIFICATION DES EFFORTS DANS LE DOMAINE DE LA RECHERCHE OPERATIONNELLE ET BIOMEDICALE

Répartition par domaine d'intervention, pour la recherche opérationnelle et biomédicale

	Objectifs opérationnels	Ressources des Coparrainants	Ressources		Grand total
			De base	Supplémentaires	
6.1	Recherche pour mieux comprendre l'épidémie et les ripostes	684	1,145	3,121	4,950
6.2	Recherche sur les technologies pour la prévention et les soins, en particulier moyens diagnostiques et vaccins anti-VIH	0	3,200	4,625	7,825
6.3	Recherche pour accélérer l'accès aux approches thérapeutiques	0	950	875	1,825
	<b>Total</b>	<b>684</b>	<b>5,295</b>	<b>8,621</b>	<b>14,600</b>

I. (en milliers d'US\$)

### 6.1 Les objectifs stratégiques onusiens en vue de réaliser les objectifs de résultats mondiaux sont développés dans le Plan stratégique onusien pour 2001-2005.

1. Mobiliser les gouvernements, le secteur privé, les fondations et la communauté scientifique internationale, afin qu'ils accroissent le financement des recherches prioritaires nécessaires pour améliorer la compréhension de l'épidémie et les actions susceptibles de la combattre.
2. Intensifier le plaidoyer et le soutien en faveur de la recherche destinée à accélérer l'accès aux approches et techniques nouvelles et améliorées en matière de prévention et de traitement, y compris les moyens diagnostiques, les microbicides et les vaccins contre le VIH.

### 6.2 Action de l'ONUSIDA

Répartition par organisme/programme, pour la recherche opérationnelle et biomédicale

Organisme/Programme	Ressources des Coparrainants	ressources		Total général
		II. De base	III. Supplémentaires	
UNESCO	70	100	100	270
PNUCID	614	245	921	1,780
OMS	0	4,950	7,600	12,550
<b>Total</b>	<b>684</b>	<b>5,295</b>	<b>8,621</b>	<b>14,600</b>

(en milliers d'US\$)

L'approche stratégique et les efforts spécifiques de chaque organisme pour atteindre les objectifs stratégiques sont développés dans le Plan stratégique onusien. Dans le cadre du BPTI et au niveau « réalisations », les résultats spécifiques des Coparrainants et du Secrétariat de l'ONUSIDA, qui contribueront à la réalisation des objectifs, sont décrits ci-après.

Grâce aux travaux de l'**OMS** et de ses partenaires, on attend les résultats suivants :

- Dans le domaine des vaccins anti-VIH et des moyens diagnostiques :
  - > Un plaidoyer accru pour en accélérer le développement et l'expérimentation.
  - > Une coordination renforcée des travaux de développement de vaccins candidats et de tests VIH à partir de la salive, pour le dépistage et l'utilisation future dans les pays en développement.
  - > Une meilleure coordination des principes scientifiques et éthiques pour améliorer la conduite des essais internationaux.
  - > Des stratégies mises au point pour un accès accru aux futures vaccins anti-VIH.
- Dans le domaine de la sécurité transfusionnelle :
  - > Des principes directeurs dans les domaines technique et gestionnaire, afin d'améliorer la sécurité transfusionnelle.
  - > Des moyens diagnostiques nouveaux et améliorés, utilisant le sang total, expérimentés.
  - > Des préparations OMS de référence d'ARN du VIH-1, sous-types A et C, pour la détermination de la charge virale VIH dans les échantillons cliniques et les produits sanguins.
- Dans le domaine des microbicides :
  - > Un plaidoyer intensifié pour en accélérer le développement et l'expérimentation.
  - > Une coordination et un appui renforcés dans le cadre du développement de microbicides vaginaux.

Grâce aux travaux de l'**UNESCO** et de ses partenaires, on attend les résultats suivants :

- Des données de recherche opérationnelle sur le lien entre abus de drogues et VIH/SIDA et sur les facteurs de risque associés, afin de guider l'élaboration de stratégies interventionnelles dans les pays de la région d'Afrique subsaharienne.

Grâce aux travaux du **PNUCID** et de ses partenaires, on attend les résultats suivants :

- Une étude initiale pour déterminer les liens entre abus de drogue et VIH/SIDA chez les jeunes de la région des Caraïbes, axée sur les perceptions et le comportement social, à partir de quoi élaborer des politiques relatives à l'abus de drogues et le VIH/SIDA et des stratégies de prévention.

Les résultats spécifiques du **Secrétariat de l'ONUSIDA** à l'appui du programme dans son ensemble sont les suivants :

- Appui au groupe spécial d'évaluation des Coparrainants dans le cadre de l'élaboration d'un programme de recherche opérationnelle dans des domaines prioritaires définis, concernant l'ensemble du programme ONUSIDA.

## 7. RENFORCEMENT DES RESSOURCES HUMAINES ET DES CAPACITES INSTITUTIONNELLES DANS LES SECTEURS CLES

Répartition par domaine d'intervention, pour le renforcement des ressources humaines et des capacités institutionnelles

	Domaine d'intervention	Ressources des Coparrainants	Ressources BPTI		Total général
			De base	Supplémentaires	
7.1	Potentiel d'action contre le VIH/SIDA, du secteur de l'éducation	610	1,225	950	2,785
7.2	Potentiel d'action contre le VIH/SIDA, du secteur de la santé	0	2,800	3,200	6,000
7.3	Potentiel d'action contre le VIH/SIDA, du secteur de la protection sociale	0	1,160	1,100	2,260
7.4	Potentiel d'action contre le VIH/SIDA, de l'armée et des services en uniforme	80	1,501	1,800	3,381
7.5	Potentiel d'action contre le VIH/SIDA, des secteurs judiciaires et autres secteurs publiques	0	600	1,800	2,400
7.6	Potentiel des secteurs publics et privés, pour améliorer l'accès aux produits de base	4,200	1,500	3,600	9,300
7.7	Potentiel d'action contre le VIH/SIDA, du secteur des médias et de l'information	700	1,457	300	2,457
7.8	Potentiel institutionnel local d'action contre le VIH/SIDA	160	995	1,915	3,070
	<b>Total</b>	<b>5,750</b>	<b>11,238</b>	<b>14,665</b>	<b>31,653</b>

(en milliers d'US\$)

### 7.1 Objectifs stratégiques onusiens, rattachés au renforcement du potentiel des secteurs clés

Les objectifs stratégiques onusiens, en vue de la réalisation des objectifs de résultats mondiaux, sont développés dans le Plan stratégique onusien pour 2001-2005 :

1. Recommander et encourager des stratégies efficaces susceptibles d'aider les gouvernements et la société civile à établir des priorités et mobiliser des ressources pour renforcer les capacités dans les secteurs clés, notamment:
  - le secteur de l'enseignement
  - la santé
  - le bien-être social
  - l'armée et les services en uniforme
  - les secteurs judiciaire et juridique
  - l'information et les médias.
2. expérimenter et encourager des approches et des mécanismes qui renforcent les capacités institutionnelles locales susceptibles d'appuyer les actions communautaires relatives à l'épidémie.
3. Elaborer et renforcer les mécanismes et les partenariats internationaux nécessaires pour améliorer l'accès aux biens et services en rapport avec la lutte contre le VIH/SIDA dans les pays les plus touchés.

## 7.2 Action de l'ONUSIDA

### Répartition par organisme/programme, pour le renforcement des ressources humaines et des capacités institutionnelles

Organisme/Programme	Ressources des Coparrainants	Ressources BPTI		Total général
		De base	Supplémentaires	
UNICEF	0	1,635	1,100	2,735
PNUD	0	1,170	3,450	4,620
FNUAP	4,780	2,050	4,000	10,830
UNESCO	960	1,785	1,300	4,045
PNUCID	10	125	15	150
OMS	0	2,800	3,200	6,000
Autres organismes onusiens	0	0	1,600	1,600
Secrétariat	0	1,673	0	1,673
<b>Total</b>	<b>5,750</b>	<b>11,238</b>	<b>14,665</b>	<b>31,653</b>

(en milliers d'US\$)

L'approche stratégique et les efforts spécifiques de chaque organisme pour atteindre les objectifs stratégiques sont développés dans le Plan stratégique onusien. Dans le cadre du BPTI et au niveau « réalisations », les résultats spécifiques des Coparrainants et du Secrétariat de l'ONUSIDA, qui contribueront à la réalisation des objectifs, sont décrits ci-après.

Grâce aux travaux du **FNUAP** et de ses partenaires, on attend les résultats suivants :

- Une plus grande prise de conscience et un changement de comportement du personnel militaire et policier en Amérique Latine et aux Caraïbes, en ce qui concerne la prévention du VIH/SIDA/des MST, les inégalités sexospécifiques et les droits relatifs à la reproduction, grâce à une formation soutenue par le FNUAP.
- Un accès nettement amélioré aux préservatifs et aux produits de base pour la santé reproductive, grâce à la mise en œuvre de la stratégie relative à la sécurité des produits de base pour la santé reproductive (SPSR).
- Des mécanismes en place et opérationnels, pour la mise en œuvre de la SPSR, notamment l'élaboration d'une base de ressources techniques et l'apport d'avis techniques, politiques et programmatiques additionnels.
- Une capacité médiatique accrue, et une couverture plus importante des questions relatives au VIH/SIDA dans la programmation des médias en rapport avec la santé reproductive, grâce au renforcement et à l'élargissement des partenariats entre les réseaux communautaires de radio et de l'information, l'Equipe interpays et les organismes travaillant dans le domaine de la santé reproductive.

Grâce aux travaux de l'**OMS** et de ses partenaires, on attend les résultats suivants :

- Un meilleur accès, à l'échelon pays, à l'appui OMS en matière de politiques et de programmation pour le renforcement des activités du secteur de la santé et des systèmes de santé, combinant stratégies de développement éprouvées et offre d'interventions pour la santé d'un bon rapport coût/efficacité.

- Un soutien accru aux Etats Membres, de la part des Bureaux régionaux et de pays, afin d'incorporer à leurs plans stratégiques nationaux pour la santé une approche cohérente et durable pour la prévention et la prise en charge du VIH/SIDA.

Grâce aux travaux de l'**UNESCO** et de ses partenaires, on attend les résultats suivants :

- Un meilleur accès, à l'échelle mondiale, aux matériels concernant la façon de contrer les effets du VIH/SIDA sur l'éducation, incorporés dans des modules de formation à l'usage des administrateurs d'école, des leaders nationaux et des représentants d'ONG.
- Des modes de communication plus efficaces et une meilleure compréhension du VIH/SIDA chez les professionnels de l'information et les agents de la communication, afin d'atteindre efficacement les groupes analphabètes.
- L'élaboration et la promotion de stratégies pour le renforcement des systèmes éducatifs, grâce à la coopération avec les universités.
- Des ressources sociales et culturelles mobilisées au niveau local, afin d'aider les groupes particulièrement vulnérables à riposter à l'épidémie.
- Des formateurs formés, au sein de la Communauté de Développement de l'Afrique Australe (SADC) et de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), dans le domaine des stratégies régionales sur le SIDA et l'Education.

Grâce aux travaux de l'**UNICEF** et de ses partenaires, on attend les résultats suivants :

- Un potentiel renforcé pour la formation et l'enseignement au sein de l'UNICEF et chez le personnel des ONG et pouvoirs publics collaborateurs, concernant les toutes dernières connaissances scientifiques sur le VIH, l'impact du VIH sur les enfants et la façon dont l'épidémie s'étend dans diverses régions ; en collaboration avec d'autres organismes.
- Un accès accru à la formation et aux consultations au niveau sub-régional, l'échange de matériels sur les meilleures pratiques, et l'élaboration d'un réseau régional, à l'appui d'une programmation de qualité en matière d'éducation par les pairs, afin de promouvoir l'adoption d'un comportement bénéfique pour la santé et la participation des jeunes.
- L'apport d'une assistance technique et d'un soutien pour mobiliser les partenariats avec les fondations, les ONG et les acteurs de la société civile, dans l'optique de développer les potentiels, de susciter une plus grande prise de conscience et de renforcer les programmes qui atteignent les enfants affectés par le VIH/SIDA.
- Un accès accru, à l'échelon pays, à l'assistance technique et au soutien pour le développement d'activités de communication destinées à mobiliser les leaders politiques et religieux, les médias et la société civile et à faire prendre davantage conscience du problème des jeunes face au VIH/SIDA et de la transmission du virus aux mères et à leurs nourrissons.

Grâce aux travaux du **PNUD** et de ses partenaires, on attend les résultats suivants :

- Un programme de développement des potentiels en matière de gestion, de ressources humaines et de budgétisation dans les ministères concernés, afin de faciliter une riposte multisectorielle à la perte de ressources humaines, comprenant une formation accélérée des personnels de remplacement, et un ajustement des politiques en matière de ressources humaines.
- Un accès accru au soutien en matière de politiques et de programmation, pour une action efficace contre l'épidémie de VIH/SIDA au sein des services nationaux en uniforme mise en œuvre par l'intermédiaire de la division PNUD des réponses aux situations d'urgence (ERD - Emergency Response Division).
- Le renforcement des partenariats avec les pouvoirs publics locaux et la société civile, grâce au développement des réseaux et la promotion d'un dialogue réunissant les parties prenantes de toutes conditions sociales.

Grâce aux travaux du **PNUCID** et de ses partenaires, on attend les résultats suivants :

- Un renforcement du potentiel des ONG (et dans une certaine mesure, des organismes gouvernementaux pertinents), afin de mener des programmes de proximité visant à prévenir l'abus de drogues injectables et les cas d'infection à VIH imputables à la drogue en Afrique de l'Est.

Grâce aux travaux du **Département des Opérations de Maintien de la Paix des Nations Unies** (DPKO) et de ses partenaires, on attend les résultats suivants :

- La mise en œuvre des tâches prioritaires rattachées aux opérations de maintien de la paix dans le cadre de la Coopération ONUSIDA/DPKO, y compris la création d'un groupe d'experts pour analyser et définir une position globale concernant le dépistage du VIH au sein des forces de maintien de la paix.

Les résultats spécifiques du **Secrétariat de l'ONUSIDA** à l'appui du programme dans son ensemble sont les suivants :

- Un soutien en matière de développement, information et planification stratégiques, apporté aux Coparrainants et aux partenaires, pour des approches plus efficaces de gestion des obstacles critiques, au niveau des infrastructures, qui limitent la riposte à l'épidémie dans des secteurs clés.
- Un renforcement du potentiel, au niveau des régions, de traduction des matériels dans la langue nationale, d'impression et de distribution de ces matériels.
- L'élaboration et la promotion de stratégies pour s'attaquer au problème du VIH/SIDA au sein des services en uniforme, soutenues par un meilleur accès aux données et à l'information stratégiques pertinentes.

- En collaboration avec le Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme (UNIFEM), l'élaboration de stratégies pour l'intégration d'une approche tenant compte de la sexospécificité, dans la formation des services en uniforme.

## 8. POLITIQUES, LEGISLATION ET PROGRAMMES POUR S'ATTAQUER AU VIH/SIDA ET A SES EFFETS SOCIO-ECONOMIQUES

Répartition par domaine d'intervention, pour les politiques et programmes s'attaquant au VIH/SIDA et à ses effets socio-économiques

	Domaine d'intervention	Ressources des Coparrainants	Ressources BPTI		Total général
			De base	Supplémentaires	
8.1	Stratégies pour la réduction de la pauvreté et le développement humain	2,700	4,300	5,700	12,700
8.2	Information et politiques concernant les effets socio-économiques de l'épidémie	775	2,557	1,200	4,532
8.3	Intégration des stratégies VIH/SIDA aux travaux de planification et d'élaboration	100	7,192	150	7,442
8.4	Politiques et programmes s'attaquant au VIH/SIDA dans le monde du travail	280	0	2,420	2,700
	<b>Total</b>	<b>3,855</b>	<b>14,049</b>	<b>9,470</b>	<b>27,374</b>

(en milliers d'US\$)

### 8.1 Objectifs stratégiques onusiens relatifs au VIH/SIDA et à ses effets socio-économiques

Les objectifs stratégiques onusiens rattachés à la réalisation des objectifs de résultats mondiaux sont développés dans le Plan stratégique onusien pour 2001-2005 :

1. Renforcer les partenariats institutionnels nécessaires pour produire et diffuser une information relative à l'impact de l'épidémie de VIH/SIDA sur tous les secteurs de la production et des services.
2. Fournir des services en matière de politiques et mobiliser un appui programmatique en faveur des pays qui s'efforcent d'élaborer des stratégies destinées à s'attaquer à l'impact du VIH/SIDA sur l'individu, la famille, la communauté et le pays.
3. Promouvoir des stratégies éprouvées et mobiliser les ressources à l'appui des programmes qui permettront aux gouvernements nationaux de renforcer la riposte au VIH/SIDA dans le monde du travail, notamment par la mise en place de cadres juridiques et politiques pour protéger les droits des travailleurs.

## 8.2 Action de l'ONUSIDA

### Répartition par organisme/programme, pour les politiques et programmes s'attaquant au VIH/SIDA et à ses effets socio-économiques

Organisme/Programme	Ressources des Coparrainants	Ressources BPTI		Total général
		De base	Supplémentaires	
UNICEF	0	300	0	300
PNUD	0	500	1,500	2,000
FNUAP	700	1,600	1,200	3,500
UNESCO	275	600	600	1,475
PNUCID	280	0	420	700
Banque mondiale	2,600	2,800	3,750	9,150
Autres organismes onusiens	0	0	2,000	2,000
Secrétariat	0	8,249	0	8,249
<b>Total</b>	<b>3,855</b>	<b>14,049</b>	<b>9,470</b>	<b>27,374</b>

(en milliers d'US\$)

L'approche stratégique et les efforts spécifiques de chaque organisme pour atteindre les objectifs stratégiques sont développés dans le Plan stratégique onusien. Dans le cadre du BPTI et au niveau « réalisations », les résultats spécifiques des Coparrainants et du Secrétariat de l'ONUSIDA, qui contribueront à la réalisation des objectifs, sont décrits ci-après.

Grâce aux travaux de la **Banque mondiale** et de ses partenaires, on attend les résultats suivants :

- Un appui aux efforts du système des Nations Unies pour déterminer les effets socio-économiques du VIH/SIDA, et un soutien pour l'élaboration d'outils à cet effet ainsi que pour la diffusion des conclusions.
- Un appui aux Groupes thématiques pour l'évaluation des effets du VIH/SIDA sur le plan économique et l'élaboration d'outils d'établissement des coûts des projets (par exemple logiciels) à utiliser dans certains pays d'Asie du Sud et d'Afrique.
- Un appui aux mécanismes régionaux de conception et de planification des programmes pays des Coparrainants de l'ONUSIDA, notamment appui à la mise au point d'outils pour l'élaboration de projets.
- Un mécanisme d'appui technique pour la conception et la planification du soutien au programme pays des Coparrainants de l'ONUSIDA, notamment le soutien en matière de suivi et d'évaluation dans les régions Europe, Asie du Sud, Asie de l'Est et Pacifique, Afrique du Nord et Moyen-Orient, et Amérique Latine et Caraïbes.

Grâce aux travaux du **FNUAP** et de ses partenaires, on attend les résultats suivants :

- Un plaidoyer accru en faveur des cadres politiques et modules d'interventions testés relatifs à la lutte contre le VIH/SIDA dans certains pays des régions Asie et Pacifique, et Afrique.

---

Grâce aux travaux de l'**UNESCO** et de ses partenaires, on attend les résultats suivants :

- Un bureau central SIDA et Education, pour l'échange d'informations relatives aux effets du VIH/SIDA sur les systèmes d'éducation dans certains districts d'Afrique.
- La diffusion d'analyses et d'études de cas relatifs aux effets du VIH/SIDA sur les systèmes d'éducation officiels et officieux et la promotion des politiques, des meilleures pratiques et des projets expérimentaux pour aider à atténuer et à surmonter les effets dans certains pays africains.

Grâce aux travaux du **PNUD** et de ses partenaires, on attend les résultats suivants :

- La promotion des orientations stratégiques fondées sur les conclusions de la recherche orientée sur le plaidoyer – et diffusion des résultats - concernant les effets du VIH/SIDA sur le développement humain et des efforts pour la réduction de la pauvreté incorporant une analyse sexospécifique.
- Des principes directeurs et avis en matière de législation en vue d'incorporer les questions relatives au VIH/SIDA dans le programme pour la réduction de la pauvreté et le développement humain.
- Des approches élaborées et testées pour atténuer les effets socio-économiques de l'épidémie dans différents secteurs.
- Des partenariats renforcés avec les institutions économiques régionales afin de fournir des orientations.

Grâce aux travaux de l'**UNICEF** et de ses partenaires, on attend les résultats suivants :

- Examens terminés des évaluations des situations relatives à l'impact du VIH sur les enfants.
- Un inventaire des exemples de meilleures pratiques en matière de promotion des politiques dans les secteurs programmatiques prioritaires de l'UNICEF que sont la prévention de la transmission aux mères et à leurs nourrissons, l'appui aux orphelins et aux jeunes.

Grâce aux travaux du **PNUCID** et de ses partenaires, on attend les résultats suivants :

- un programme expérimental en place, qui mobilise les organisations de la société civile dans l'optique de prévenir l'abus de drogue et d'alcool ainsi que le VIH/SIDA sur le lieu de travail.
- Une meilleure connaissance/prise de conscience concernant les questions de vulnérabilité au VIH liée à la consommation de drogues, chez les gens de la mer de la région Asie de l'Est et Pacifique, et la promotion des politiques pertinentes et des interventions plus efficaces.

Grâce aux travaux du **BIT** et de ses partenaires, on attend les résultats suivants :

- Des stratégies et activités de prévention du VIH/SIDA intégrées au cadre du Programme international pour l'Élimination de la Silicose.
- En collaboration avec l'OMS, un programme spécial lieu de travail, créé dans le domaine du VIH/SIDA et de la tuberculose, l'accent étant en particulier mis sur les mineurs et les communautés minières.

Les résultats spécifiques du **Secrétariat de l'ONUSIDA** à l'appui du programme dans son ensemble sont les suivants :

- De meilleures estimations et prévisions concernant l'impact économique, en particulier l'impact des stratégies d'atténuation des effets au niveau communautaire.
- Un suivi actualisé de la riposte pays contre l'épidémie et réutilisation des données de cette expérience dans les politiques, stratégies et programmes mondiaux, régionaux et nationaux.
- Promotion, coordination, production et diffusion des Meilleures Pratiques, avec au moins 25 sujets traités à la disposition des Coparrainants, des programmes nationaux de lutte contre le SIDA et des réseaux d'ONG.

## 9. Direction, Gestion et Administration

### Répartition par domaine d'intervention, pour la direction, la gestion et l'administration

	Focus area	Ressources des Coparrainants	Ressources BPTI		Total général
			De base	Supplémentaires	
9	Direction, gestion et administration	41,445	0	0	41,445
9.1	Direction du programme, centrée sur les résultats	200	5,380	200	5,780
9.2	Services d'appui financiers, administratifs et d'information	0	12,771	1,600	14,371
9.3	Gestion et développement des ressources humaines	4,900	6,103	0	11,003
	<b>Total</b>	<b>46,545</b>	<b>24,255</b>	<b>1,800</b>	<b>72,600</b>

(en milliers d'US\$)

### 9.1 Objectifs de l'ONUSIDA en rapport avec la Direction, la Gestion et l'Administration

Une direction centrée sur les résultats, des services d'appui financiers et administratifs efficaces et des ressources humaines bien gérées et de bonne qualité sont des éléments essentiels du succès d'un programme coparrainé par l'ONUSIDA. Au cours du prochain exercice, ces domaines demeureront privilégiés, une priorité croissante étant accordée au soutien d'une approche de la direction du Programme faite de transparence et de participation, avec des objectifs et objectifs de résultat clairement définis et un suivi plus rigoureux des résultats.

### 9.2 Contributions des organismes

#### Répartition par organisme/programme, pour la direction, la gestion et l'administration

Organisme/Programme	Ressources des Coparrainants	Ressources BPTI		Total général
		De base	Supplémentaires	
UNICEF	15,000	0	0	15,000
PNUD	16,600	410	1,400	18,410
FNUAP	4,900	3,200	0	8,100
PNUCID	200	200	0	400
OMS	9,845	850	400	11,095
Secrétariat	0	19,595	0	19,595
<b>Total</b>	<b>46,545</b>	<b>24,255</b>	<b>1,800</b>	<b>72,600</b>

(en milliers d'US\$)

Grâce aux travaux du **PNUCID** et de ses partenaires, on attend les résultats suivants :

- Potentiel accru des points focaux concernant les questions en rapport avec le VIH/SIDA, notamment capacité à examiner, à analyser et à évaluer les rapports de recherche sur la prévention de l'infection à VIH liée à la toxicomanie et à instaurer des collaborations avec les spécialistes en évaluation et les représentants des disciplines scientifiques pertinentes et praticiens à travers le monde.

Grâce aux travaux du **FNUAP** et de ses partenaires, on attend les résultats suivants :

- Une plus grande capacité des personnels FNUAP à répondre aux besoins des pays, à élaborer, mettre en œuvre et transposer à grande échelle les interventions pour la prévention du VIH dans les lieux de santé reproductive, et à soutenir le renforcement du potentiel national de riposte à l'épidémie.
- La mise en place de systèmes d'information pour inventorier et échanger les données et les enseignements tirés, concernant les activités du FNUAP et de ses partenaires, pour aider à renforcer le programme de santé reproductive.

Grâce aux travaux de l'**OMS** et de ses partenaires, on attend les résultats suivants :

- Un axe stratégique commun au sein de l'OMS pour les travaux dans le domaine du VIH/SIDA.
- Une collaboration plus efficace et synergique avec l'ONUSIDA/les organismes onusiens sur le VIH/SIDA.
- Une base de données mondiale pour suivre les activités OMS aux niveaux mondial, régional et pays.

Grâce aux travaux du **PNUD** et de ses partenaires, on attend les résultats suivants :

- Un soutien technique et programmatique au renforcement de l'accès à l'information au sein des équipes onusiennes dans les pays, et avec les partenaires.

Les résultats spécifiques du **Secrétariat de l'ONUSIDA** à l'appui du programme dans son ensemble sont les suivants :

- Un soutien de fond au Programme commun par le biais des organes directeurs – CCP, COC et ECOSOC – pour la participation active des membres du CCP et des Coparrainants concernant l'approbation du budget, la politique de suivi financier, les examens et, avec l'ECOSOC, le pilotage de la coordination.
- L'appui et les services pour les organes directeurs, les consultations onusiennes et des donateurs de l'ONUSIDA.
- Un leadership des hauts fonctionnaires et des personnels onusiens bien centrés sur les conséquences de l'épidémie pour le développement et les approches programmatiques pour mettre en œuvre le Plan stratégique onusien, grâce à des briefings systématiques et à un programme de formation.
- La prestation de services en matière de finances, d'administration, et de gestion et développement des ressources humaines, y compris une meilleure circulation de l'information entre le siège et les personnels travaillant aux niveaux région et pays ; et des services administratifs et financiers plus efficaces et intégrés.

- 
- Des liens plus étroits avec les systèmes administratifs des pays hôtes et l'affinement des accords avec les Coparrainants sur l'utilisation de leurs structures administratives existantes, selon des critères arrêtés d'un commun accord.
  - Des systèmes d'information et de communication améliorés et un potentiel renforcé de maillage informatique et d'échange d'informations au sein de l'ONUSIDA aux niveaux mondial, pays et région.

**S E C T I O N   I I I**

**PRIORITÉS ET ALLOCATION DES  
RESSOURCES**

## 1. Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF)

L'objectif du travail de l'UNICEF en rapport avec le VIH/SIDA est de soutenir et de renforcer les capacités des individus, familles, communautés et des nations à prévenir l'infection du VIH et de gérer son impact et ses conséquences. Au sein de ce cadre, la mobilisation mondiale et l'action au niveau régional et national de tous les pays concernés, s'oriente vers un soutien de l'augmentation proportionnelle urgente, substantielle et soutenue de ces actions, en tenant compte des cinq priorités concernant les enfants touchés par le virus du VIH et le SIDA. Elles sont les suivantes :

1. Prévenir la contamination du VIH parmi les enfants et les jeunes.
2. Prévenir la transmission du VIH par le biais des parents.
3. Prendre en charge les enfants, les jeunes et les parents touchés par le VIH et le SIDA.
4. Assurer la protection, la prise en charge et le soutien des orphelins et les enfants rendus vulnérables par le VIH et le SIDA.
5. Renforcer l'action relative au VIH et au SIDA et atténuer les conséquences et les impacts du VIH et du SIDA au sein des familles, communautés et nations.

En agissant sur ces priorités, les stratégies au niveau de chaque pays cherchent à : a) Renforcer l'utilisation d'une politique de sensibilisation basée sur des faits, afin de mobiliser la compréhension et l'engagement; b) Améliorer la qualité et l'utilisation des informations en créant, en effectuant un suivi et en rendant-compte de la riposte au VIH/SIDA; c) Encourager la création de politiques, de normes, et d'une législation permettant un élargissement de la sensibilisation mais orienté; d) Renforcer les services essentiels (Santé, éducation, aide sociale, information, facilitation des communautés, etc.); e) Mettre en place des stratégies de mobilisation relatives à l'information, à la communication et sociales pour parvenir à une prévention et des soins et soutenir les objectifs; et d) Mettre en place des partenariats avec des organisations non gouvernementales et des sociétés civiles pour favoriser l'action à assise communautaire. Aux niveaux régionaux et mondiaux, une attention particulière sera portée à la sensibilisation, au développement des conseils relatifs à la programmation et à l'ordre technique, à la création de partenariats, à la mobilisation des ressources, à l'acquisition des connaissances, à la constitution de réseaux et au développement du personnel.

Les ressources proposées par l'UNICEF pour mettre en œuvre des activités mondiales et régionales afin de lutter contre le VIH/SIDA sont détaillées dans les tableaux figurant sur la page suivante.

**Décomposition des ressources de l'UNICEF par domaines d'intervention, région et unité de gestion**

<b>Ressources attribuées par domaine d'intervention</b>				
<b>Domaines d'intervention</b>	<b>Coparrainant Ressources</b>	<b>Base UBW</b>	<b>Supplémentaire UBW</b>	<b>Total</b>
Assurer un engagement extraordinaire contre l'épidémie	0	1 035	2 550	3 585
Questions interdisciplinaires d'une action élargie	0	500	500	1 000
Protéger les enfants et les jeunes de l'épidémie et de son impact	0	10 320	13 300	23 620
S'occuper des plus vulnérables et les plus exposés au VIH	0	110	0	110
Dispenser un appui médico-social aux individus, aux ménages et aux communautés touchés par le VIH/SIDA	0	600	2 850	3 450
Disposer de capacités institutionnelles et de ressources humaines dans les secteurs-clés	0	1 635	1 100	2 735
Mettre au point des politiques, une législation et des programmes pour s'attaquer au VIH/SIDA et ses impacts socio-économiques	0	300	0	300
Gouverner, gérer et administrer le programme	15 000	0	0	15 000
<b>Total</b>	<b>15 000</b>	<b>14 500</b>	<b>20 300</b>	<b>49 800</b>
<b>Ressources attribuées par région</b>				
<b>Régions</b>	<b>Coparrainant Ressources</b>	<b>Base UBW</b>	<b>Supplémentaire UBW</b>	<b>Total</b>
Non attribuées	15 000	0	2 450	17 450
Monde	0	5 500	8 300	13 800
Pays d'Amérique	0	1 400	500	1 900
Europe centrale et orientale	0	1 200	0	1 200
Afrique occidentale et centrale	0	1 200	2 000	3 200
Asie de l'Est & Pacifique	0	1 300	2 450	3 750
Afrique orientale et australe	0	550	0	550
Afrique du Nord & Moyen-Orient	0	750	0	750
Asie du Sud	0	2 600	4 600	7 200
<b>Total</b>	<b>15 000</b>	<b>14 500</b>	<b>20 300</b>	<b>49 800</b>
<b>Ressources attribuées par unité de gestion</b>				
<b>Unités de gestion</b>	<b>Coparrainant Ressources</b>	<b>Base UBW</b>	<b>Supplémentaire UBW</b>	<b>Total</b>
CEE/CIS	0	1 200	0	1 200
EAPRO	0	1 500	2 950	4 450
ESARO	0	550	2 450	3 000
HQ-Adolescent	0	800	850	1 650
HQ-Cprot	0	550	1 550	2 100
HQ-DOC	0	475	0	475
HQ-Edu	0	675	375	1 050
HQ-GPP	0	475	325	800
HQ-Hea	0	1 100	3 850	4 950
HQ-HVIH/SIDA	15 000	975	500	16 475
HQ-Nut	0	450	850	1 300
MENA	0	750	0	750
ROSA	0	2 600	4 600	7 200
TACRO	0	1 200	0	1 200
WCARO	0	1 200	2 000	3 200
<b>Total</b>	<b>15 000</b>	<b>14 500</b>	<b>20 300</b>	<b>49 800</b>

(En \$ '000)

## **2. Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)**

Le VIH/SIDA constitue l'une des principales priorités du PNUD. Le rôle du PNUD est d'aider les pays à s'attaquer au défi du gouvernement relatif à l'épidémie, ces mesures s'articulant autour de quatre domaines d'intervention :

1. Promouvoir une sensibilisation soutenue à caractère pragmatique pour un leadership à tous les niveaux, un engagement politique et une mobilisation des acteurs et des institutions bien au-delà des secteurs de la santé ;
2. Aider les pays à renforcer leurs capacités d'exécution, ainsi qu'à planifier, gérer et mettre en œuvre des mesures de lutte contre l'épidémie, notamment par l'intégration de la lutte contre le VIH/SIDA dans les stratégies de réduction de la pauvreté, et la réallocation des ressources (y compris des économies réalisées grâce à l'allègement de la dette) en faveur d'activités de prévention, de soins et d'atténuation des effets de l'épidémie ;
3. Intégrer dans tous les aspects de la lutte contre le VIH/SIDA des considérations relatives aux droits de l'homme et une perspective sexospécifique;
4. Accorder une aide spéciale aux pays les plus touchés, afin de les aider à réduire l'impact de l'épidémie sur le développement des ressources humaines, les structures de gouvernance et la fourniture de services essentiels.

En tant que coordonnateur des activités du système des Nations Unies au niveau du pays, le PNUD joue également un rôle décisif dans la mise en place des mesures cohérentes et synergiques que doivent prendre les coparrains de l'ONUSIDA, les donateurs bilatéraux et les fondations privées, dans le cadre des groupes thématiques sur le VIH/SIDA et du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement.

Les ressources proposées par le PNUD pour mettre en œuvre des activités mondiales et régionales afin de lutter contre le VIH/SIDA sont détaillées dans les tableaux figurant sur la page suivante.

**Décomposition des ressources du PNUD par domaine d'intervention, région et unité de gestion**

<b>Ressources attribuées par domaine d'intervention</b>				
<b>Domaines d'intervention</b>	<b>Coparrainant Ressources</b>	<b>Base UBW</b>	<b>Supplémentaire UBW</b>	<b>Total</b>
Assurer un engagement extraordinaire contre l'épidémie	0	3 820	11 950	15 770
Questions interdisciplinaires d'une action élargie	0	1 200	3 600	4 800
S'occuper des plus vulnérables et les plus exposés au VIH	0	400	1 200	1 600
Dispenser un appui médico-social aux individus, aux ménages et aux communautés touchés par le VIH/SIDA	0	300	900	1 200
Disposer de capacités institutionnelles et de ressources humaines dans les secteurs-clés	0	1 170	3 450	4 620
Mettre au point des politiques, une législation et des programmes pour s'attaquer au VIH/SIDA et ses impacts socio-économiques	0	500	1 500	2 000
Gouverner, gérer et administrer le programme	16 600	410	1 400	18 410
<b>Total</b>	<b>16 600</b>	<b>7 800</b>	<b>24 000</b>	<b>48 400</b>
<b>Ressources attribuées par région</b>				
<b>Régions</b>	<b>Coparrainant Ressources</b>	<b>Base UBW</b>	<b>Supplémentaire UBW</b>	<b>Total</b>
Non attribuées	16 600	880	2 850	20 330
Monde	0	1 522	5 246	6 768
Pays d'Amérique	0	708	2 154	2 862
Europe centrale et orientale	0	410	1 090	1 500
Asie centrale	0	170	495	665
Amérique du Sud	0	550	1 600	2 150
Afrique sub-saharienne	0	3 245	9 730	12 975
Caraïbes	0	315	835	1 150
<b>Total</b>	<b>16 600</b>	<b>7 800</b>	<b>24 000</b>	<b>48 400</b>
<b>Ressources attribuées par unité de gestion</b>				
<b>Unités de gestion</b>	<b>Coparrainant Ressources</b>	<b>Base UBW</b>	<b>Supplémentaire UBW</b>	<b>Total</b>
HQ-non spécifiées	16 600	0	0	16 600
BDP	0	1 722	6 246	7 968
RBA	0	3 595	10 680	14 275
RBAP	0	808	2 404	3 212
RBAS	0	205	595	800
RBC	0	315	835	1 150
RBEC	0	480	1 290	1 770
RBLA	0	675	1 950	2 625
<b>Total</b>	<b>16 600</b>	<b>7 800</b>	<b>24 000</b>	<b>48 400</b>

(En \$ '000)

### 3. Fonds des Nations Unies pour la population

La contribution apportée par le FNUAP à la lutte contre le VIH/SIDA se fonde sur sa longue expérience de la négociation de services de planning familial à l'échelle mondiale, qui lui donne la capacité de traiter de problèmes sensibles avec ses partenaires nationaux, notamment les pouvoirs publics. Depuis la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD), tenue au Caire en 1994, le FNUAP a joué un rôle moteur dans les activités de prévention et de programmation de trois domaines : la santé reproductive, en assurant l'accès aux services de santé génésique et la distribution de préservatifs masculins et féminins, la population et les stratégies de développement ainsi que la sensibilisation. L'égalité des sexes et l'émancipation des femmes sont considérées comme des dimensions interdisciplinaires dans les trois domaines de base. L'examen sur une durée de cinq ans du programme d'action (CIPD+5) a souligné le fait que la prévention du VIH constitue une priorité pour la mise en place d'autres initiatives et fournissait des cibles spécifiques à atteindre. Au sein de ce cadre, la prévention de l'infection du VIH est directement liée et de façon appropriée au mandat principal du FNUAP : Permettre d'assurer un accès universel aux services de santé reproductive à tous les couples et les individus pour 2015.

Alors que la pandémie de VIH/SIDA a empiré, le soutien du Fonds s'est intensifié en offrant un appui aux activités de prévention du VIH dans 41 pays en 1991 et dans 138 pays en 1999. En l'an 2000, la capacité régionale du Fonds a été renforcée avec 8 positions supplémentaires (4 en Afrique) pour le VIH/SIDA et la gestion logistique parmi les experts techniques des équipes d'appui régionales. Récemment à son siège, un groupe de travail inter-divisionnel sur le SIDA a été établi pour encourager au maximum les efforts de prévention de l'infection du VIH dans le contexte de la santé reproductive.

Sur la période de 2001 à 2005, les priorités FNUAP continueront de se concentrer sur la prévention du VIH au moyen d'un soutien de son réseau étendu de ses bureaux sur le terrain et d'une collaboration étroite avec les partenaires des Nations Unies, des organismes internationaux et leurs homologues nationaux. Les programmes IEC se concentreront principalement en favorisant un changement d'attitude, tout particulièrement au sein de la communauté des jeunes et des adolescents. Dans l'intégration des interventions de prévention du VIH/SIDA dans les programmes de santé reproductive, une attention particulière sera portée à la santé sexuelle et reproductive de l'adolescent ; la distribution de préservatifs masculins et féminins et la prévention de l'infection du VIH pour les mères ainsi que la transmission du virus à leurs enfants.

Les ressources proposées par le FNUPA pour mettre en œuvre des activités mondiales et régionales afin de lutter contre le VIH/SIDA sont détaillées dans les tableaux figurant sur la page suivante.

**Décomposition des ressources du FNUPA par domaine d'intervention, région et unité de gestion**

<b>Ressources attribuées par domaine d'intervention</b>				
<b>Domaines d'intervention</b>	<b>Coparrainant Ressources</b>	<b>Base UBW</b>	<b>Supplémentaire UBW</b>	<b>Total</b>
Assurer un engagement extraordinaire contre l'épidémie	1 350	400	0	1 750
Protéger les enfants et les jeunes de l'épidémie et de son impact	1 350	2 700	5 150	9 200
S'occuper des plus vulnérables et les plus exposés au VIH	1 000	1 050	4 150	6 200
Disposer de capacités institutionnelles et de ressources humaines dans les secteurs-clés	4 780	2 050	4 000	10 830
Mettre au point des politiques, une législation et des programmes pour s'attaquer au VIH/SIDA et ses impacts socio-économiques	700	1 600	1 200	3 500
Gouverner, gérer et administrer le programme	4 900	3 200	0	8 100
<b>Total</b>	<b>14 080</b>	<b>11 000</b>	<b>14 500</b>	<b>39 580</b>
<b>Ressources attribuées par région</b>				
<b>Régions</b>	<b>Coparrainant Ressources</b>	<b>Base UBW</b>	<b>Supplémentaire UBW</b>	<b>Total</b>
Monde	12 750	2 290	7 400	22 440
Pays d'Amérique	130	949	200	1 279
Asie	500	2 855	1 750	5 105
Europe centrale et orientale	200	767	800	1 767
Afrique du Nord et Moyen-Orient	300	819	400	1 519
Afrique sub-saharienne	200	3 320	3 950	7 470
<b>Total</b>	<b>14 080</b>	<b>11 000</b>	<b>14 500</b>	<b>39 580</b>
<b>Ressources attribuées par unité de gestion</b>				
<b>Unités de gestion</b>	<b>Coparrainant Ressources</b>	<b>Base UBW</b>	<b>Supplémentaire UBW</b>	<b>Total</b>
AD	200	1 550	3 950	5 700
APD	500	1 550	1 750	3 800
DASE-AS	300	400	400	1 100
DASE-E	200	300	800	1 300
LACD	130	450	200	780
TSD	12 750	2 290	7 400	22 440
TSD-A	0	1 771	0	1 771
TSD-AP	0	1 305	0	1 305
TSD-AS	0	419	0	419
TSD-E	0	467	0	467
TSD-LAC	0	498	0	498
<b>Total</b>	<b>14 080</b>	<b>11 000</b>	<b>14 500</b>	<b>39 580</b>

(En \$ '000)

#### 4. Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

Au sein des Nations Unies, la responsabilité spéciale de la question de l'éducation a été attribuée à l'UNESCO. L'ignorance constitue la raison majeure expliquant que l'épidémie est hors de contrôle. La nécessité de mettre en place des flux d'éducation préventive des types d'ignorance associés à l'épidémie, tout particulièrement dans les pays en développement les plus touchés : que la plupart des personnes touchées par le virus ne le savent pas, le peu de connaissance sur la maladie elle-même, les idées fausses sur les remèdes possibles et une mauvaise connaissance entraînant le préjudice et la discrimination, d'où le fait que l'éducation préventive se situe en première ligne du programme de l'UNESCO.

L'éducation préventive doit informer les malades qu'ils sont en danger, et pourquoi – et comment il est possible de ralentir les infections. Cependant, une connaissance s'avère souvent insuffisante pour modifier les comportements. L'éducation préventive doit aborder les mentalités et la culture dans lesquelles ces dernières sont ancrées, afin de générer les attitudes, offrir les compétences et encourager la motivation nécessaire permettant de modifier ces comportements et de réduire ainsi le risque et la vulnérabilité.

La priorité de l'UNESCO au niveau de l'éducation préventive s'articule autour de cinq missions de base :

- *La sensibilisation à tous les niveaux* : L'UNESCO intégrera dans son mandat en particulier les ministères, les agences et organisations non gouvernementales travaillant à l'éducation, la science, la culture, la communication et les sports, ainsi que les sociétés civiles et le secteur privé.
- *Personnaliser le message* : Développement de messages efficaces et particulièrement culturellement sensibles destinés aux groupes cibles, et en premier lieu, les plus menacés.
- *Modifier le comportement à risque et la vulnérabilité* : Promouvoir les programmes d'éducation – formels et informels – afin que les faits sur le VIH/SIDA ainsi que les mesures préventives s'y rapportant soient portés à la connaissance de tous les jeunes, pour permettre une action sur la connaissance acquise dans les écoles où le risque est pratiquement inexistant et dans des environnements protégés, et tout particulièrement celui dans lequel évoluent les filles.
- *Dispenser des soins aux personnes infectées et touchées* : La connaissance, l'attitude et les compétences à fournir des soins aux personnes infectées et touchées par le virus constitue une partie vitale de n'importe quel programme d'éducation préventive. Un engagement actif et un soutien continu dans leurs efforts offrent la possibilité d'aborder l'épidémie dans les communautés à travers le monde.
- *Faire face aux impacts d'ordre institutionnel* : Les demandes croissantes de soins et le manque de professionnels sont des facteurs augmentant la surcharge des systèmes d'éducation et de santé. Par conséquent, une mission critique consiste à protéger les fonctions de base des institutions politiques et sociales clés devant l'attaque du VIH/SIDA. L'UNESCO développera et diffusera des outils de suivi, d'évaluation et de riposte à l'impact de l'épidémie au niveau des écoles, des enseignants et des autres institutions-clés de chaque pays.

Les ressources proposées par l'UNESCO pour mettre en œuvre des activités mondiales et régionales afin de lutter contre le VIH/SIDA sont détaillées dans les tableaux figurant sur la page suivante.

**Décomposition des ressources de l'UNESCO par domaine d'intervention, région et unité de gestion**

<b>Ressources attribuées par domaine d'intervention</b>				
<b>Domaines d'intervention</b>	<b>Coparrainant Ressources</b>	<b>Base UBW</b>	<b>Supplémentaire UBW</b>	<b>Total</b>
Assurer un engagement extraordinaire contre l'épidémie	375	250	400	1 025
Questions interdisciplinaires pour l'élargissement de l'action	135	250	250	635
Protéger les enfants et les jeunes de l'épidémie et de son impact	365	1 015	2 100	3 480
Opérations et recherche biomédicale	70	100	100	270
Disposer de capacités institutionnelles et de ressources humaines dans les secteurs-clés	960	1 785	1 300	4 045
Mettre au point des politiques, une législation et des programmes pour s'attaquer au VIH/SIDA et ses impacts socio-économiques	275	600	600	1 475
<b>Total</b>	<b>2 180</b>	<b>4 000</b>	<b>4 750</b>	<b>10 930</b>
<b>Ressources attribuées par région</b>				
<b>Régions</b>	<b>Coparrainant Ressources</b>	<b>Base UBW</b>	<b>Supplémentaire UBW</b>	<b>Total</b>
Monde	1 820	2 915	2 650	7 385
Asie centrale	200	400	1 200	1 800
Afrique sub-saharienne	160	685	900	1 745
<b>Total</b>	<b>2 180</b>	<b>4 000</b>	<b>4 750</b>	<b>10 930</b>
<b>Ressources attribuées par unité de gestion</b>				
<b>Unités de gestion</b>	<b>Coparrainant Ressources</b>	<b>Base UBW</b>	<b>Supplémentaire UBW</b>	<b>Total</b>
HQ-non-spécifiées	175	50	200	425
CII	200	260	100	560
CLT/P(MK)	150	300	250	700
ED/BAS	310	450	700	1 460
ED/PEQ	550	865	1 650	3 065
IBE	100	300	200	600
IICBA	50	250	100	400
IIEP	420	1 095	1 200	2 715
SC/BES(MPR)	70	100	100	270
SHS(LH)	100	150	150	400
UIE	55	180	100	335
<b>Total</b>	<b>2 180</b>	<b>4 000</b>	<b>4 750</b>	<b>10 930</b>

(En \$ '000)

## 5. Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues

L'infection du VIH constitue l'une des conséquences les plus graves de la toxicomanie. Elle se base sur les critères suivants : (i) La co-opération interinstitutions et l'engagement des ONG; (ii) Le développement d'un potentiel d'action (y compris l'identification des meilleures méthodes); (iii) La gravité du problème et (iv) la mobilisation de la communauté (s'il y a lieu), et le PNUCID a mis en place le programme de priorités suivant :

- 1. Prévenir et maîtriser la propagation du VIH par la consommation de drogues injectables :** L'infection du VIH se propage rapidement avec le partage du matériel d'injection au sein des consommateurs de drogues injectables (CDI). Les CDI comptent pour environ 10% de l'ensemble des infections du VIH et plus de la moitié des cas de SIDA est attribuée à la consommation de drogues injectables dans des pays comme la Biélorussie, la Russie, l'Ukraine, le Géorgie, le Kazakhstan, le Myanmar, l'Iran et la Yougoslavie. De plus, la consommation de drogues injectables représente un problème d'une gravité croissante dans certains pays d'Amérique Latine (Par ex. Le Brésil et l'Argentine), et a également été constatée dans certains pays d'Afrique (Comme l'Egypte, le Nigeria, l'île Maurice et le Kenya). La priorité principale du PNUCID pour 2002-2003 comprend également les activités de prévention du VIH/SIDA au niveau mondial et régional ciblées sur la consommation de drogues injectables, et se concentrant sur les régions les plus touchées d'Europe centrale et orientale et d'Asie. Les mesures à prendre concernent ici les activités de prévention ciblées vers les jeunes et insistant sur la promotion d'un mode de vie sain et un découragement des initiations à la toxicomanie. D'autres projets insistent sur la promotion de la diversification des services des CDI pour prévenir le risque de transmission du VIH et encourager le traitement de la toxicomanie. Des projets spécifiques comprennent le renforcement des capacités, la création d'une meilleure prise de conscience et le soutien au moyen du développement de la politique et de la législation ;
- 2. La prévention du VIH impliquant la consommation de drogues non injectables :** De nombreux types de substances psycho-actives présentent un risque dans la mesure où elles affectent la capacité de l'individu à prendre des décisions sur son comportement sexuel sans risque. Un tel effet produit par ce type de toxicomanie a été décrit de façon globale, mais est susceptible de s'amplifier en Afrique et en Amérique Latine, où le mode prédominant de transmission se situe chez les hétérosexuels. Les activités planifiées ici impliquent la création d'une prise de conscience générale, d'un potentiel d'action et le développement/l'utilisation des outils/matériels d'information, d'éducation et de communication (IEC). Ces activités ciblent les groupes les plus vulnérables de la société ainsi que les enfants d'âge scolaire, les jeunes non scolarisés (y compris les enfants des rues), les professionnels du sexe, les travailleurs immigrants, le corps militaire et les réfugiés ;
- 3. La recherche appliquée :** Les programmes du PNUCID impliquent des activités de recherche dont l'objectif est une meilleure compréhension de divers problèmes relatifs à la consommation de drogues injectables (cartographie, facteurs de risque, conséquences), ainsi que le lien entre les formes de consommations de drogues non injectables et le VIH/SIDA. Les attentes liées aux résultats de cette recherche résident dans une meilleure information un meilleur conditionnement et mise en place des activités d'intervention contre le VIH/SIDA ;

4. **La création des meilleurs documents de pratique :** La collaboration avec d'autres coparrains permettra aux projets du PNUCID de se concentrer sur le développement, l'identification et la distribution d'un modèle de toxicomanie et des activités et supports de prévention du VIH/SIDA.

Les ressources proposées par le PNUCID pour mettre en œuvre des activités mondiales et régionales afin de lutter contre le VIH/SIDA sont détaillées dans les tableaux figurant sur la page suivante.

**Décomposition des ressources de PNUCID par domaine d'intervention, région et unité de gestion**

<b>Ressources attribuées par domaine d'intervention</b>				
<b>Domaines d'intervention</b>	<b>Coparrainant Ressources</b>	<b>Base UBW</b>	<b>Supplémentaire UBW</b>	<b>Total</b>
Assurer un engagement extraordinaire contre l'épidémie	1 506	875	2 259	4 640
Protéger les enfants et les jeunes de l'épidémie et de son impact	474	125	711	1 310
S'occuper des plus vulnérables et les plus exposés au VIH	1 425	1 130	2 137	4 692
Opérations et recherche biomédicale	614	245	921	1 780
Disposer de capacités institutionnelles et de ressources humaines dans les secteurs-clés	10	125	15	150
Mettre au point des politiques, une législation et des programmes pour s'attaquer au VIH/SIDA et ses impacts socio-économiques	280	0	420	700
Gouverner, gérer et administrer le programme*	200	200	0	400
<b>Total</b>	<b>4 509</b>	<b>2 700</b>	<b>6 463</b>	<b>13 672</b>
<b>Ressources attribuées par région</b>				
<b>Régions</b>	<b>Coparrainant Ressources</b>	<b>Base UBW</b>	<b>Supplémentaire UBW</b>	<b>Total</b>
Non-attribuées*	200	200	0	400
Monde	480	0	720	1 200
Europe centrale et orientale	690	875	1 035	2 600
Amérique centrale	392	0	588	980
Asie de l'Est & Pacifique	796	700	1 194	2 690
Afrique du Nord & Moyen-Orient	110	0	165	275
Amérique du Sud	153	255	229	637
Asie du Sud	530	175	795	1 500
Afrique sub-saharienne	1 064	250	1 596	2 910
Caraïbes	94	245	141	480
<b>Total</b>	<b>4 509</b>	<b>2 700</b>	<b>6 463</b>	<b>13 672</b>
<b>Ressources attribuées par unité de gestion</b>				
<b>Unités de gestion</b>	<b>Coparrainant Ressources</b>	<b>Base UBW</b>	<b>Supplémentaire UBW</b>	<b>Total</b>
HQ-Opérations	90	75	135	300
HQ-non-spécifiées*	680	200	720	1 600
RECAP	796	700	1 194	2 690
ROC	94	245	141	480
ROCA	280	300	420	1 000
ROEA	90	125	135	350
ROLAC	153	255	229	637
ROMAC	392	0	588	980
RONAME	110	0	165	275
RORB	320	500	480	1 300
ROSA_Africa	480	0	720	1 200
ROSA_Asia	530	175	795	1 500
ROWCA	494	125	741	1 360
<b>Total</b>	<b>4 509</b>	<b>2 700</b>	<b>6 463</b>	<b>13 672</b>

(En \$ '000)

\* Comprend les frais de personnel du poste Conseiller en toxicomanie et VIH pour 2002- 2003.

## 6. L'organisation mondiale de la santé

En réponse à la résolution de l'Assemblée mondiale de la santé WHA 53.14, dont le rôle est d'élargir l'action contre l'infection du VIH et du SIDA, l'OMS intensifie l'appui qu'elle apporte aux actions que mènent ses Etats membres pour combattre le VIH dans le contexte d'un programme multisectoriel plus vaste. Ces interventions prioritaires devant constituer le noyau du secteur de la santé ont été identifiées et représentent le travail normatif et le support technique de l'OMS aux pays.

L'OMS a renforcé son programme VIH/SIDA, portant en priorité sur les domaines suivants :

- Prévention de la transmission du VIH au sein de la communauté des jeunes, avec une priorité sur la santé sexuelle et reproductive ;
- Prévention des maladies sexuellement transmissibles et administration des soins nécessaires ;
- Conseil et test volontaires ;
- Prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant ;
- Soins et assistance aux personnes séropositives et malades du sida, ainsi qu'un accès aux médicaments et à la thérapie antirétrovirale, prise en charge des infections les opportunistes, la dispense de soins palliatifs et un soutien psychologique et social ;
- Sécurité transfusionnelle ;
- Des pratiques d'injection sans risque et la protection et un soin apportés aux travailleurs sanitaires ; et
- Les groupes vulnérables, y compris les consommateurs de drogues injectables et les professionnels du sexe.

L'OMS continuera de soutenir et de coordonner :

- La surveillance épidémiologique et comportementale ;
- Une recherche de haute qualité dans la santé reproductive, la mise au point de vaccins et la réalisation des diagnostics ; et
- Le suivi de la pharmacorésistance.

L'OMS identifiera les cibles réalisables et quantifiables dans chacun des domaines et apportera un soutien aux pays au niveau de leurs efforts pour améliorer l'accès et l'application de ces interventions-clés.

L'OMS mobilise également des ressources supplémentaires afin de renforcer les capacités techniques de ses équipes régionales et nationales en se concentrant tout particulièrement sur le renforcement de la riposte du secteur de la santé à l'épidémie. Les bureaux régionaux de l'OMS recrutent des experts dans le but d'engager des actions orientées vers des domaines d'intervention spécifiques, à savoir le conseil et test volontaires, la prévention de la transmission du VIH de la mère à l'enfant ainsi que d'autres composantes essentielles du travail sur le VIH/SIDA, la coordination des activités relatives au VIH au sein des systèmes de santé et la surveillance. Du personnel qualifié supplémentaire, comprenant les administrateurs de programme national, est mis en place dans les pays. Les équipes sous-régionales sont mises en place pour apporter un soutien direct aux pays et faciliter la gestion des réseaux techniques régionaux.

---

Les ressources proposées par l'OMS pour mettre en œuvre des activités mondiales et régionales afin de lutter contre le VIH/SIDA sont détaillées dans les tableaux figurant sur la page suivante.

**Décomposition des ressources de l'OMS par domaine d'intervention, région et unité de gestion**

<b>Ressources attribuées par domaine d'intervention</b>				
<b>Domaines d'intervention</b>	<b>Coparrainant Ressources</b>	<b>Base UBW</b>	<b>Supplémentaire UBW</b>	<b>Total</b>
Assurer un engagement extraordinaire contre l'épidémie	0	2 000	2 000	4 000
Protéger les enfants et les jeunes de l'épidémie et de son impact	0	2 650	3 550	6 200
S'occuper des plus vulnérables et les plus exposés au VIH	0	650	900	1 550
Appui médico-social aux individus, ménages et communautés touchés par le VIH/SIDA	0	5 600	12 350	17 950
Opérations et recherche biomédicale	0	4 950	7 600	12 550
Disposer de capacités institutionnelles et de ressources humaines dans les secteurs-clés	0	2 800	3 200	6 000
Gouverner, gérer et administrer le programme	9 845	850	400	11 095
<b>Total</b>	<b>9 845</b>	<b>19 500</b>	<b>30 000</b>	<b>59 345</b>
<b>Ressources attribuées par région</b>				
<b>Régions</b>	<b>Coparrainant Ressources</b>	<b>Base UBW</b>	<b>Supplémentaire UBW</b>	<b>Total</b>
Non-attribuées	9 845	19 500	30 000	59 345
<b>Total</b>	<b>9 845</b>	<b>19 500</b>	<b>30 000</b>	<b>59 345</b>
<b>Ressources attribuées par unité de gestion</b>				
<b>Unités de gestion</b>	<b>Coparrainant Ressources</b>	<b>Base UBW</b>	<b>Supplémentaire UBW</b>	<b>Total</b>
HQ-non spécifiées	9 845	0	0	9 845
CDS-CSR	0	2 000	2 000	4 000
CDS-TB	0	900	200	1 100
EIP-OSD	0	400	1 000	1 400
FCH-CAH	0	950	1 000	1 950
FCH-HIV	0	9 350	17 700	27 050
FCH-RHR	0	1 000	1 150	2 150
HTP-BCT	0	500	1 500	2 000
HTP-EDM	0	1 000	1 500	2 500
HTP/Vaccins	0	2 500	3 000	5 500
NMH	0	900	950	1 850
<b>Total</b>	<b>9 845</b>	<b>19 500</b>	<b>30 000</b>	<b>59 345</b>

(En \$ '000)

## 7. La Banque mondiale

La lutte contre le VIH/SIDA est désormais pour la Banque mondiale une grande priorité institutionnelle, tant au niveau de l'analyse qu'à celui de l'action. Au cours de la réunion des ministres des finances qui s'est tenue en avril 2000, la Banque a placé la lutte contre le VIH/SIDA au centre de l'Agenda international de développement, en dénonçant le grave danger que constituait l'épidémie pour le développement dans de nombreuses régions. Elle a approfondi l'analyse économique de l'impact du sida, et, en collaboration avec le secrétariat de l'ONUSIDA, établi des estimations détaillées du coût de la mise en place de programmes nationaux intégrés de lutte contre le sida. Elle a également joué un rôle de chef de file dans des initiatives visant à commercialiser un vaccin contre le VIH dans les pays en développement et est l'un des coparrains de l'« Accelerating Access Initiative » de l'ONUSIDA qui vise à rendre les médicaments antirétroviraux accessibles aux pays pauvres.

La Banque a également accru son soutien aux programmes contre le VIH/SIDA. En septembre 2000, elle a lancé la première phase du programme MAP pour l'Afrique (Multi-country AIDS Programme). Le programme, qui a été élaboré en collaboration avec l'ONUSIDA, le Partenariat international de lutte contre le sida en Afrique, les principaux organismes d'aide bilatérale et les organisations non gouvernementales chefs de file, vise non seulement à accroître les ressources allouées à la lutte contre le VIH/SIDA, mais également à remédier aux principaux obstacles qui freinent la lutte contre l'épidémie au niveau mondial, tels que les lenteurs dans l'application des programmes et l'insuffisance de l'appui accordé aux collectivités. Dans le cadre de la première phase du Programme, des crédits de 500 millions de dollars ont été mis à la disposition des pays en Afrique pour les aider à renforcer les programmes de prévention, de soins et de traitement à l'échelon national, et à faire face aux effets du sida. Les ressources du Programme peuvent être utilisées pour appuyer les initiatives prises par les pouvoirs publics, la société civile, le secteur privé et les collectivités. Des mécanismes spéciaux ont été conçus afin d'assurer que les fonds atteignent rapidement les collectivités. La Banque prépare actuellement une initiative similaire pour les Caraïbes et apporte son concours à de grands projets VIH/SIDA dans plusieurs autres pays, notamment au Brésil, en Chine et en Inde.

Les ressources proposées par la Banque mondiale pour mettre en œuvre des activités mondiales et régionales afin de lutter contre le VIH/SIDA sont détaillées dans les tableaux figurant sur la page suivante.

**Décomposition des ressources de la Banque mondiale par domaine d'intervention, région et unité de gestion**

<b>Ressources attribuées par domaine d'intervention</b>				
<b>Domaines d'intervention</b>	<b>Coparrainant Ressources</b>	<b>Base UBW</b>	<b>Supplémentaire UBW</b>	<b>Total</b>
Assurer un engagement extraordinaire contre l'épidémie	3 200	2 900	4 750	10 850
Mettre en place des politiques, une législation et des programmes pour s'attaquer au VIH/SIDA et à ses impacts socio-économiques	2 600	2 800	3 750	9 150
<b>Total</b>	<b>5 800</b>	<b>5 700</b>	<b>8 500</b>	<b>20 000</b>
<b>Ressources attribuées par région</b>				
<b>Régions</b>	<b>Coparrainant Ressources</b>	<b>Base UBW</b>	<b>Supplémentaire UBW</b>	<b>Total</b>
Monde	2 700	1 600	3 550	7 850
Pays d'Amérique	300	400	1 200	1 900
Asie de l'Est & Pacifique	125	250	0	375
Europe	125	250	0	375
Afrique du Nord & Moyen-Orient	50	100	0	150
Asie du Sud	700	800	1 450	2 950
Afrique sub-saharienne	1 800	2 300	2 300	6 400
<b>Total</b>	<b>5 800</b>	<b>5 700</b>	<b>8 500</b>	<b>20 000</b>
<b>Ressources attribuées par unité de gestion</b>				
<b>Unités de gestion</b>	<b>Coparrainant Ressources</b>	<b>Base UBW</b>	<b>Supplémentaire UBW</b>	<b>Total</b>
HQ-non spécifiées	2 700	1 600	3 550	7 850
AFR	1 800	2 300	2 300	6 400
EAP	125	250	0	375
ECA	125	250	0	375
LAC	300	400	1 200	1 900
MENA	50	100	0	150
SAS	700	800	1 450	2 950
<b>Total</b>	<b>5 800</b>	<b>5 700</b>	<b>8 500</b>	<b>20 000</b>

(En \$ '000)

## 8. Autres organismes des Nations Unies

En plus des coparrainants de l'ONUSIDA, un certain nombre d'autres fonds en fiducie, programmes, entités et autres organisations intergouvernementales existe et dont l'engagement pour enrayer l'épidémie de VIH/SIDA s'avère très fort, tel que le reflète le Plan stratégique du système des Nations Unies sur le VIH/SIDA des Nations Unies<sup>10</sup>. Ces organismes encouragent les efforts mondiaux en apportant une connaissance, une expertise et une contribution pour élargir l'action d'un point de vue multisectoriel. Ils peuvent étendre la base stratégique de l'action en fournissant un accès à une série plus large d'acteurs, notamment le secteur privé, les organisations internationales et non gouvernementales ainsi que d'autres organes suffisamment compétents pour réduire les impacts économiques, sociaux et de développement de l'épidémie. Ils peuvent coordonner la recherche et l'élaboration de programmes englobant les domaines spécifiques prioritaires en collaboration avec le secrétariat de l'ONUSIDA et ses coparrainants. Enfin, leur engagement pour élargir l'action apporte un poids et une légitimité aux efforts collectifs du système des Nations Unies contre le VIH/SIDA.

La composante additionnelle de l'UBW comprend la présentation de propositions du Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH), du Département des Opérations de Maintien de la Paix des Nations Unies, de l'Organisation internationale du Travail (OIT), du Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR) et de l'Organisation internationale pour les Migrations (OIM).

---

10

1. Organisation internationale du Travail (OIT)
2. Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)
3. Organisation mondiale de la Propriété Intellectuelle (OMPI)
4. Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO)
5. Fonds international de développement agricole (FIDA)
6. Programme alimentaire mondial (PAM)
7. Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine
8. Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement (CNUCED)
9. Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR)
10. Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH)
11. Volontaires des Nations Unies (VNU)
12. Fonds de Développement des Nations Unies pour la Femme (UNIFEM)
13. Bureau des services d'appui aux projets (BSP) des Nations Unies
14. Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social (IRNUDS)
15. Département des Opérations de Maintien de la Paix des Nations Unies
16. Département des affaires économiques et sociales du secrétariat des Nations Unies (DAES)
17. Fonds des Nations Unies pour les partenariats internationaux (FNUPI)
18. Service médical des Nations Unies (SMNU)
19. Organisation mondiale du commerce (OMC)
20. Organisation mondiale du tourisme (OMT)
21. Organisation internationale pour les Migrations (OIM)

**Décomposition des ressources des organismes des Nations Unies par domaine d'intervention, région et unité de gestion**

<b>Ressources attribuées par domaine d'intervention</b>				
<b>Domaines d'intervention</b>	<b>Coparrainant Ressources</b>	<b>Base UBW</b>	<b>Supplémentaire UBW</b>	<b>Total</b>
Assurer un engagement extraordinaire contre l'épidémie	0	0	2 000	2 000
Questions interdisciplinaires d'une action élargie	0	0	2 000	2 000
S'occuper des plus vulnérables et les plus exposés au VIH	0	0	2 400	2 400
Disposer de capacités institutionnelles et de ressources humaines dans les secteurs-clés	0	0	1 600	1 600
Mettre au point des politiques, une législation et des programmes pour s'attaquer au VIH/SIDA et ses impacts socio-économiques	0	0	2 000	2 000
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>10 000</b>	<b>10 000</b>
<b>Ressources attribuées par région</b>				
<b>Régions</b>	<b>Coparrainant Ressources</b>	<b>Base UBW</b>	<b>Supplémentaire UBW</b>	<b>Total</b>
Non attribuées	0	0	7 000	7 000
Monde	0	0	2 000	2 000
Afrique sub-saharienne	0	0	1 000	1 000
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>10 000</b>	<b>10 000</b>
<b>Ressources attribuées par unité de gestion</b>				
<b>Unités de gestion</b>	<b>Coparrainant Ressources</b>	<b>Base UBW</b>	<b>Supplémentaire UBW</b>	<b>Total</b>
HQ-non spécifiées	0	0	10 000	10 000
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>10 000</b>	<b>10 000</b>

(En \$ '000)

## 9. Interagence

L'objectif des ressources de l'interagence incluses dans l'UBW consiste à :

- (a) Apporter un soutien aux activités à l'échelon national au moyen du Fonds d'accélération programmatique (FAP) et un soutien d'ordre opérationnel aux groupes thématiques des NU sur le VIH/SIDA, et
- (b) Faciliter le travail des équipes opérationnelles de l'interagence mondial dans les domaines-clés.

Le but du Fonds d'accélération programmatique (FAP) est d'améliorer le soutien de la planification nationale et sous-nationale, notamment par des analyses de la situation, des analyses de la riposte et la formulation d'un plan stratégique ainsi que l'initiation de nouvelles activités ayant été identifiées comme des priorités urgentes dans le processus de planification stratégique nationale. Le soutien des groupes thématiques des NU à l'égard du VIH/SIDA a pour fonction de renforcer l'élaboration et la mise en œuvre des plans de travail intégrés du système des NU, dont le rôle est de soutenir la planification stratégique nationale, la coordination et la mise en œuvre. Lors de la prochaine période biennale, une attention toute particulière sera portée sur la satisfaction des besoins de formation quant au VIH/SIDA des coparrainants de l'ONUSIDA à l'échelon national.

Les équipes opérationnelles de l'interagence constituent un mécanisme établi permettant au personnel des NU de travailler en étroite collaboration sur des questions particulièrement complexes ou dont les perspectives sont diverses. Les domaines-clés où l'intervention des équipes opérationnelles de l'interagence se révèle nécessaire semblent comprendre la prévention de la transmission du VIH des mères aux enfants, un appui médico-social, un conseil et test volontaires et les jeunes adultes. L'objectif des équipes opérationnelles de l'interagence est d'harmoniser le travail des coparrainants des NU aux niveaux régionaux et mondiaux et de servir de tremplin avec d'autres organisations afin d'intensifier la collaboration dans la dispense de support technique, d'améliorer le développement et l'échange du matériel d'une bonne pratique, de faciliter le suivi et l'évaluation des projets et des programmes et de soutenir les efforts de façon soutenue. Les équipes opérationnelles peuvent également être sollicitées pour accomplir une mission spécifique, par exemple piloter l'organisation d'un événement spécial ou la rédaction de directives techniques.

La décomposition des ressources proposées par l'interagence pour 2002-2003 figure sur le tableau de la page suivante.

**Décomposition des ressources de l'interagence par domaine d'intervention, région et unité de gestion**

<b>Ressources attribuées par domaine d'intervention</b>				
<b>Domaines d'intervention</b>	<b>Coparrainant Ressources</b>	<b>Base UBW</b>	<b>Supplémentaire UBW</b>	<b>Total</b>
Assurer un engagement extraordinaire contre l'épidémie	0	37 800	2 000	39 800
Questions interdisciplinaires d'une action élargie	0	0	0	0
Protéger les enfants et les jeunes adultes de l'épidémie et de son impact	0	2 000	0	2 000
S'occuper des plus vulnérables et les plus exposés au VIH	0	0	0	0
Dispenser un appui médico-social aux individus, aux ménages et aux communautés touchés par le VIH/SIDA	0	2 000	0	2 000
Disposer de capacités institutionnelles et de ressources humaines dans les secteurs-clés	0	0	0	0
Mettre au point des politiques, une législation et des programmes pour s'attaquer au VIH/SIDA et ses impacts socio-économiques	0	0	0	0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>41 800</b>	<b>2 000</b>	<b>43 800</b>
<b>Ressources attribuées par région</b>				
<b>Régions</b>	<b>Coparrainant Ressources</b>	<b>Base UBW</b>	<b>Supplémentaire UBW</b>	<b>Total</b>
Non attribuées	0	20 000	2 000	22 000
Pays d'Amérique	0	3 633	0	3 633
Asie	0	5 248	0	5 248
Europe	0	1 615	0	1 615
Afrique du Nord & Moyen-Orient	0	102	0	102
Afrique sub-saharienne	0	11 202	0	11 202
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>41 800</b>	<b>2 000</b>	<b>43 800</b>
<b>Ressources attribuées par unité de gestion</b>				
<b>Unités de gestion</b>	<b>Coparrainant Ressources</b>	<b>Base UBW</b>	<b>Supplémentaire UBW</b>	<b>Total</b>
Soutien CPA	0	21 800	0	21 800
FAP	0	16 000	2 000	18 000
Soutien des équipes opérationnelles	0	4 000	0	4 000
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>41 800</b>	<b>2 000</b>	<b>43 800</b>

(En \$ '000)

**Tableau 6** : Distribution actuelle et proposée des postes en interagence de l'UBW

	2000-2001			2002-2003		
	Nombre de postes		Coût des postes	Nombre de postes		Coût des postes
	P	G	En US\$ '000	P	G	En US\$ '000
<b>Postes en interagence</b>						
<b>Conseillers de Programme (ONUSIDA) dans les Pays (CPP)</b>	44		10 973 000	54		13 466 864

Comme mentionné dans la section I et dans le tableau ci-dessus, une augmentation du nombre de postes de conseillers de programme (ONUSIDA) dans les pays (CPP) de 44 à 54 est proposée pour 2002-2003.

## 10. Le Secrétariat de l'ONUSIDA

Parallèlement à l'élaboration du plan stratégique du système des NU, du budget et plan de travail intégrés et en prenant en considération les changements de l'environnement externe, Le secrétariat de l'ONUSIDA a ré-examiné sa mission et ses objectifs stratégiques et effectué un processus de réaligement pour agir de façon plus efficace contre l'épidémie. L'ensemble des objectifs du secrétariat de l'ONUSIDA est de fournir un leadership et un soutien pour élargir l'action du système des NU contre le VIH/SIDA. Il est le premier ambassadeur au sein du système des NU pour entamer une action urgente, coordonnée et précise contre l'épidémie en se basant sur les orientations d'une stratégie et d'une politique pertinente et opportune. Il a pour but d'intensifier l'engagement politique à l'échelon national et mondial et de mobiliser de nouveaux partenaires et de nouvelles ressources. Il élabore et délivre des informations destinées aux décideurs politiques, aux administrateurs de programme et plaide pour une intensification de leurs efforts vers un élargissement de l'action contre l'épidémie. Les trois objectifs stratégiques du secrétariat sont les suivants :

1. De fournir un **leadership stratégique et de coordonner la politique** requis pour un élargissement de l'action mondiale en :
  - 1.1 Soutenant l'élaboration et la promotion des instruments stratégiques mondiaux et régionaux, notamment l'harmonisation des objectifs et des cibles.
  - 1.2 Soutenant le renforcement de la planification relative au VIH/SIDA, coordonnant la politique et en élaborant une stratégie au sein du système des NU.
  - 1.3 Soutenant le leadership national à l'égard du VIH/SIDA, particulièrement à l'aide du renforcement de la planification stratégique nationale et des mécanismes de coordination.
2. De favoriser la **mobilisation des ressources politiques, sociales et programmatiques** requises pour augmenter l'action mondiale contre l'épidémie en :
  - 2.1 Encourageant un sens de l'urgence au sein du public afin de créer un environnement de soutien et favorable à l'action.
  - 2.2 Créant et en suivant des engagements politiques et institutionnels plus poussés dans des secteurs importants.
  - 2.3 Favorisant la mobilisation des personnes touchées et infectées par le virus et tout particulièrement les populations vulnérables.
  - 2.4 En élargissant l'éventail des nouveaux partenaires engagés dans la riposte et de soutenir leurs efforts dans l'amélioration de leur efficacité (Par ex. la société civile, notamment les fondations, les institutions académiques, etc.).
  - 2.5 Catalysant et en encourageant l'accès aux ressources requises pour combattre l'épidémie, d'ordre financier, humain, technique, institutionnel et au niveau de l'information, notamment les moyens-clés de prévention et de traitement.
3. D'améliorer **l'accès aux informations stratégiques** requises par les ambassadeurs, les décideurs politiques et les administrateurs de programme en :
  - 3.1 Recueillant et en diffusant de façon opportune, les données importantes, une analyse et une interprétation des informations disponibles sur l'épidémie et l'action engagée contre celle-ci.
  - 3.2 Identifiant, en donnant la priorité et en s'attaquant aux clivages présents dans la disponibilité des données-clés d'ordre technique, épidémiologique et programmatique, notamment à l'aide de la documentation « Meilleures Pratiques ».

---

3.3 Soutenant les efforts des partenaires principaux afin d'élargir l'acquisition de connaissances tirées de l'expérience à l'aide des réseaux techniques interpayes.

La décomposition des ressources proposées par le Secrétariat suivant les domaines d'intervention, les régions et les unités de gestion figure sur les tableaux de la page suivante.

**Décomposition des ressources du Secrétariat par domaine d'intervention, région et unité de gestion**

<b>Ressources attribuées par domaine d'intervention</b>				
<b>Domaines d'intervention</b>	<b>Coparrainant Ressources</b>	<b>Base UBW</b>	<b>Supplémentaire UBW</b>	<b>Total</b>
Assurer un engagement extraordinaire contre l'épidémie	0	50 066	0	50 066
Questions interdisciplinaires d'une action élargie	0	801	0	801
S'occuper des plus vulnérables et les plus exposés au VIH	0	2 617	0	2 617
Disposer de capacités institutionnelles et de ressources humaines dans les secteurs-clés	0	1 673	0	1 673
Mettre au point des politiques, une législation et des programmes pour s'attaquer au VIH/SIDA et ses impacts socio-économiques	0	8 249	0	8 249
Gouverner, gérer et administrer le programme	0	19 595	0	19 595
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>83 000</b>	<b>0</b>	<b>83 000</b>
<b>Ressources attribuées par région</b>				
<b>Régions</b>	<b>Coparrainant Ressources</b>	<b>Base UBW</b>	<b>Supplémentaire UBW</b>	<b>Total</b>
Monde	0	55 776	0	55 776
Pays d'Amérique et Europe	0	5 425	0	5 425
Asie	0	8 469	0	8 469
Afrique sub-saharienne	0	13 330	0	13 330
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>83 000</b>	<b>0</b>	<b>83 000</b>
<b>Ressources attribuées par unité de gestion</b>				
<b>Unités de gestion</b>	<b>Coparrainant Ressources</b>	<b>Base UBW</b>	<b>Supplémentaire UBW</b>	<b>Total</b>
Support national et régional (Genève)	0	17 181	0	17 181
Support national et régional (Equipes interpays)	0	15 423	0	15 423
Direction générale	0	7 995	0	7 995
Coordination et développement du programme	0	4 937	0	4 937
Appui au programme	0	12 597	0	12 597
Mobilisation sociale et information	0	24 867	0	24 867
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>83 000</b>	<b>0</b>	<b>83 000</b>

(En \$ '000)

Le budget total alloué aux postes du Secrétariat à l'échelon mondial et régional en 2002-2003 demeure inchangé par rapport à la période biennale actuelle (US\$ 34,5 millions), comme le montre le tableau 7 ci-dessous :

**Tableau 7 : Distribution actuelle proposée pour les postes du Secrétariat de l'UBW**

Postes du Secrétariat	2000-2001			2002-2003		
	Nombre de postes		Coût des postes	Nombre de postes		Coût des postes
	P	G		P	G	
Conseiller techniques régionaux*	24	9	6 930 000	24	9	6 930 000
Postes au siège**	61	41	27 562 000	61	42	27 560 000
<b>Total des postes du Secrétariat (Au siège &amp; au niveau des régions)</b>	<b>85</b>	<b>50</b>	<b>34 492 000</b>	<b>85</b>	<b>51</b>	<b>34 490 000</b>

\*Comprend 5 postes professionnels avec les coparrainants.

\*\* Comprend la création d'un poste de secrétariat avec le Bureau de liaison de l'ONUSIDA à New York en 2002-2003.

La décomposition du personnel du Secrétariat selon la structure réalignée figure sur le **tableau 8**.

**Tableau 8 : Décomposition du personnel du Secrétariat selon la structure réalignée**

Postes au siège du Secrétariat	Nombre de postes	Nombre de postes	Coût des postes
	P	G	
Département d'appui aux pays et aux régions	20	7	8 053 500
Mobilisation sociale et département information	16	11	7 276 500
Direction générale*	9	6	4 221 000
Groupe de coordination et de développement du programme	4	3	1 879 500
Groupe d'appui au programme	8	13	4 598 500
Unité commune des vaccins de l'OMS/ONUSIDA	2	1	829 500
Bureau de liaison de New York	2	1	703 500
<b>Nombre total de postes au siège du Secrétariat</b>	<b>61</b>	<b>42</b>	<b>27 560 000</b>

\*Comprend 3 postes professionnels avec l'unité de coordination de la politique et 2 postes professionnels et 1 poste des Services généraux avec l'unité de gouvernance, des NU et des relations aux donateurs.

La structure réalignée du Secrétariat figure sur la page suivante.

### Organigramme du Secrétariat de l'ONUSIDA

